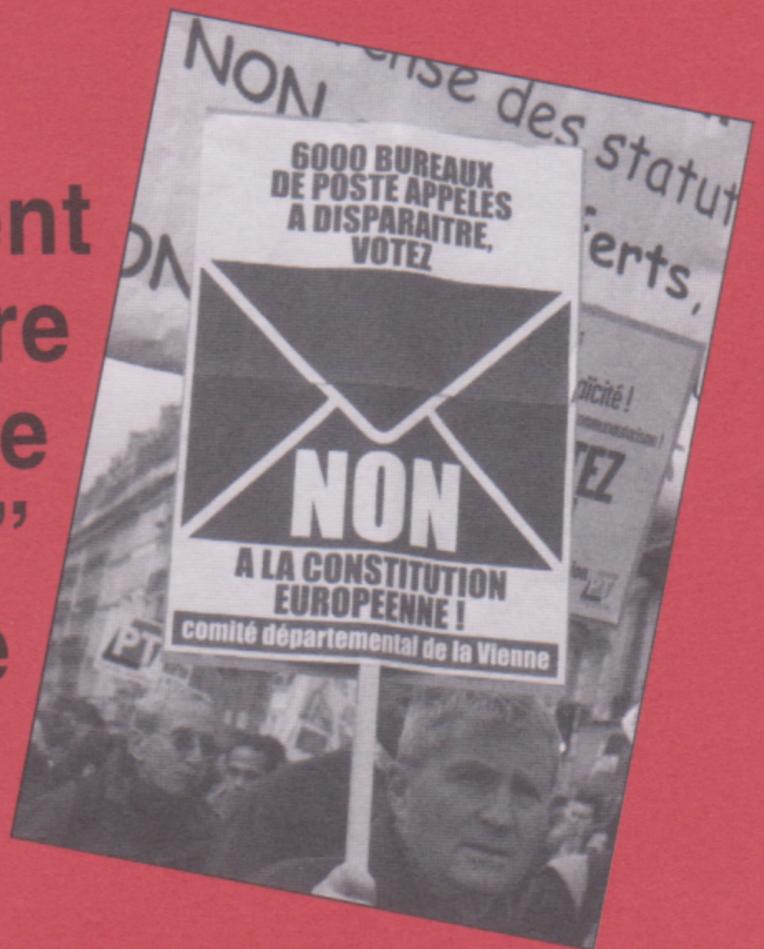


LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Europe : le mouvement
de la classe ouvrière
grandit contre
la "Constitution"
européenne



La question de la terre, la réforme agraire
et le Secrétariat unifié (SU)



Brésil : manifestation de travailleurs sans terre, à l'initiative du MST, en avril 2003.

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

• Notes éditoriales

La liberté... du renard p. 3

(Par Daniel Gluckstein)

• **Après le tsunami en Asie,
près de 300 000 morts,
des millions de sans-abri...**

Une “catastrophe naturelle” ? p. 11

(Par Olivier Doriane)

• **Europe :**

**le mouvement de la classe ouvrière grandit
contre la “Constitution” européenne ...** p. 19

(Par Marc Phirobin)

• **La question de la terre,
la réforme agraire**

et le Secrétariat unifié (SU) p. 27

(Par Emmanuel Kazan)

• **Réflexions sur le plan**

“Grand Moyen-Orient” p. 47

(Par Amira Salem)

• **La nouvelle étape de l’offensive
contre la classe ouvrière américaine,
l’approfondissement de la crise
dans le mouvement ouvrier
et la lutte pour construire**

le Labor Party p. 57

(Par Alan Benjamin)

• **A propos de la baisse du dollar
et de sa signification** p. 69
(Par François Forgeue)

• **Histoire**

**Documents sur la crise
de la IV^e Internationale en 1952-1953**
(deuxième partie) p. 77

Notes éditoriales

La liberté... du renard

En même temps que commence le second mandat présidentiel de George W. Bush, se met en place la nouvelle équipe de l'administration américaine.

Le 19 janvier 2005, la nouvelle secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, passait son "examen probatoire" devant le Sénat américain. Elle a déclaré : *"Nous devons soutenir la société civile et les forces démocratiques partout où nous le pouvons. Je veux juste remarquer qu'en ce qui concerne l'Ukraine — que j'ai visitée en 2001, peu de temps après être devenue la conseillère nationale à la sécurité —, franchement, quand les événements se sont déroulés en Ukraine, j'ai été réellement impressionnée de voir à quel point la société civile et le peuple ukrainien étaient capables de faire entendre leur voix. En partie, cela est dû au fait que nous et l'Union européenne et d'autres avons consacré un temps suffisant à développer la société civile, à développer l'opposition politique (...) pour permettre l'ouverture d'un processus politique. Et nous devons faire davantage. Nous allons dépenser 43 millions de dollars cette année (...) sur la question des institutions russes pour aider au développement de la société civile."*

Concernant le Venezuela, elle précise : *"Pour l'essentiel, les activités du gouvernement vénézuélien dans les deux dernières années ont été fondamentalement non constructives."*

A quoi le sénateur Biden, vice-président démocrate de la commission des Affaires étrangères du Sénat — qui est donc loin d'être révolutionnaire, on s'en doute — observe que les propos de la secrétaire d'Etat *"semblent manquer de respect au peuple du Venezuela. Celui-ci s'est exprimé."*

C'est un fait : le peuple du Venezuela s'est exprimé. Neuf consultations électorales en deux ans et un référendum en août dernier ont largement établi ce qu'est la volonté populaire et l'expression de la démocratie.

Mais démocratie et volonté populaire ne sont pas la préoccupation de l'administration américaine. Il y a les discours : *"Nous allons répandre la liberté et la démocratie à travers le monde"*, a déclaré Condoleezza Rice. Mais quelle est la réalité ?

Concernant la liberté, nous y reviendrons un peu plus loin, elle relève de ce que Lénine appelait naguère *"la liberté du renard dans le poulailler"*. Quant à la démocratie, il s'agit, pour reprendre les termes de Condoleezza Rice elle-même, à propos de la Russie, de *"faire pression en faveur de la démocratie"*. Traduisons : combiner le recours au dollar (les 43 millions de dollars destinés à la "société civile" russe, comme les millions de dollars qui ont alimenté la "révolution orange" en Ukraine) avec l'usage de la force et la menace de l'intervention militaire.

Le 21 février, en visite à Bruxelles, Bush lui-même a adressé un salut appuyé à l'Ukraine de Iouchtchenko : *"Alors (...) que le gouvernement du président Viktor Iouchtchenko mène des réformes vitales, l'Ukraine devrait être bienvenue dans la famille euro-atlantique."*

Et d'ajouter : *"Afin que la Russie puisse progresser en tant que nation européenne, le gouvernement russe doit réaffirmer son engagement en faveur de la démocratie et de l'Etat de droit."*

Tout au long de sa visite européenne, Bush n'a eu de cesse de multiplier les mises en garde vis-à-vis de Moscou comme de Pékin. Certes, sous des formes différentes, les gouvernements de ces deux pays appliquent les plans de l'impérialisme, livrant pour le premier l'économie du pays au pillage impérialiste, et, pour le second, transformant la classe ouvrière chinoise en une réserve de main-d'œuvre bon marché pour les multinationales, et notamment américaines.

Tout cela a été et reste encore fort utile au capitalisme nord-américain. Mais cela n'est plus suffisant : il faut briser tout ce qui, sous des formes différentes, en Russie comme en Chine, subsiste des conquêtes sociales des révolutions prolétariennes qui ont marqué ces pays, qu'il s'agisse des segments de droits attachés à l'existence de la classe ouvrière ou de la propriété de la terre (1). Il faut aussi briser la prétention de la Russie et de la Chine d'être des États souverains. Tout cela est de trop pour l'impérialisme, qui engage ici un processus à l'ukrainienne aux conséquences imprévisibles.

Au cœur de cette diplomatie "armée" américaine, il y a la question des rapports Europe-Amérique.

Le 8 février, Condoleezza Rice débutait sa tournée européenne par un discours remarqué à l'Institut des études politiques de Paris. De ce discours, se dégagent les éléments suivants :

1. Ce qui a été fait hier doit être poursuivi : *"Nous sommes confiants dans nos succès (...). La liberté se répand : des villages d'Afghanistan aux places d'Ukraine, des rues des territoires palestiniens aux rues de Géorgie, jusqu'aux bureaux de vote en Irak."*

On soulignera l'ironie tragique du vocabulaire. Le plus fréquemment, le verbe "répandre" accompagne d'autres concepts : la guerre se répand, la terreur se répand, la misère se répand. Dans la bouche de Condoleezza Rice, "la liberté" se répand. Mais à voir la manière dont elle se répand en Afghanistan, en Palestine et dans les rues de Géorgie, le mot liberté dans la bouche de la représentante de l'impérialisme américain signifie-t-il autre chose que guerre, misère, terreur, dislocation et démantèlement ?

2. Une attention prioritaire doit être accordée au plan du "Grand Moyen-Orient" : *"Nous unissons nos forces pour encourager le pluralisme politique, l'ouverture économique et la croissance de la société civile à travers l'initiative du Grand Moyen-Orient. Figure de proue de cette initiative, c'est le Forum pour l'avenir — un partenariat de progrès entre le monde démocratique et près de deux douzaines de nations allant du Maroc au Pakistan. La mission de ce forum est de soutenir et d'accélérer la réforme politique, économique et éducative. Cette première réunion à Rabat en décembre dernier a été un grand succès."*

On lira dans ce numéro de *La Vérité* l'article d'Amira Salem, qui dévoile le véritable contenu social, économique et politique du Forum de Rabat et de ce "Grand Moyen-Orient", visant purement et simplement au démantèlement de deux douzaines de nations... coupables de contenir près de trois quarts des réserves mondiales de pétrole.

3. Condoleezza Rice a aussi évoqué l'Irak, appelant l'ensemble des États d'Europe à apporter *"appui politique et aide à la reconstruction"* (en l'occurrence, il s'agit de reporter sur les pays de l'Union européenne le fardeau financier du maintien de l'ordre dans cette région du monde).

Elle a aussi évoqué la Palestine (défendant la "feuille de route" américaine, dont la traduction est l'accord signé entre Abu Mazen et Sharon) et le Liban. (Quelques jours plus tard, était perpétré l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien Premier ministre, Rafic Hariri, amenant Bush, lors de sa visite européenne de fin février, à "multiplier" les mises en garde contre la Syrie, en commun avec les dirigeants des gouvernements d'Europe.)

4. Condoleezza Rice a apporté un appui significatif à l'Union européenne. *"Les Etats-Unis, par-dessus tout, saluent l'unité grandissante de l'Europe. L'Amérique a tout à gagner à avoir une Europe plus forte comme partenaire dans la construction d'un monde meilleur et plus sûr."*

Certains commentateurs ont vu là un tournant. On se rappelle qu'au lendemain de la deuxième guerre d'Irak, quand les gouvernements français et allemand avaient refusé de s'engager militairement, l'administration américaine avait encouragé les gouvernements européens qui lui étaient les plus proches (l'Espagne, la Pologne, etc.) à refuser à de signer la "Constitution" européenne.

Aujourd'hui, l'administration Bush affiche son soutien à la "Constitution" européenne. La politique de pillage des nations, d'asservissement des classes ouvrières, de démantèlement des

(1) Lire l'article d'Emmanuel Kazan dans ce numéro.

Codes du travail, imprimée par la Constitution européenne, s'inscrit dans les besoins généraux et la politique de la classe capitaliste nord-américaine.

Elle exprime une subordination de l'Union européenne aux besoins de la politique de l'impérialisme américain, laquelle se traduit en particulier dans l'utilisation de l'euro comme instrument adapté aux variations monétaires conformes aux besoins de l'impérialisme américain. On lira, dans ce numéro de *La Vérité*, l'article de François Forgue, totalement confirmé par cet éditorial de l'*International Herald Tribune* (18 février), intitulé : *"Il n'y a pas à se vanter de l'euro."*

On peut y lire : *"Au cœur des faiblesses de l'économie européenne se trouve l'euro, qui, depuis son introduction en janvier 2002, est devenu une source de fierté, mais aussi de craintes de plus en plus vives. L'euro a gagné une illusion de force, parce que, si on le mesure par rapport au dollar, il s'est apprécié de 30 % par rapport à ce qu'il était trois mois auparavant. Cela a marqué la vulnérabilité intrinsèque de l'euro, dont certains pensent qu'elle met en question sa survie à long terme. L'euro acquiert rapidement les caractéristiques des monnaies instables. L'accord entre les gouvernements de l'euro-zone sur lequel il repose est au mieux devenu faussé et au pire devenu lettre morte (...). L'euro ne repose plus sur des bases politiques crédibles."*

On le voit : la politique de l'impérialisme américain vis-à-vis de l'Europe n'est pas guidée par un projet quelconque concernant la "Constitution" européenne sur "l'avenir de l'Europe". Elle est guidée par ce principe, réaffirmé par Condoleezza Rice : *"Nous devons utiliser tous les moyens à notre disposition."* A savoir : les Nations unies (qui sont *"une importante administration permettant des décisions"*), l'OTAN, l'OSCE et même des *"coalitions ad hoc de pays qui se rassemblent sur une base régionale"* (2).

Parmi les moyens auxquels l'impérialisme américain se réserve de recourir, il y a donc aussi l'Union européenne. Mais, encore une fois, dans les strictes limites des besoins bien compris de l'impérialisme américain. C'est ce que dit à mots à peine voilés le *Wall Street Journal* (22 février) : *"La France et l'Allemagne sont des pays importants en Europe et il est juste que le président américain consacre du temps à faire ce qu'il peut pour établir de bonnes relations. Mais ces deux pays ne sont pas "l'Europe". Ils ne sont que deux Etats parmi les 25 qui constituent l'Union, dont la plupart ne partagent pas leurs vues en politique étrangère. M. Bush a déjà fait une "concession aux Européens" en tolérant la participation de la France et de l'Allemagne à un effort pour dissuader l'Iran de poursuivre son cours suicidaire. Mais il n'y a pas de résultat visible (...). Bush mérite des félicitations pour ses efforts, mais nous n'espérons pas de miracle."*

On le voit, la place laissée par l'administration Bush aux impérialismes "concurrents" est des plus réduites. Appuyant la mise en place de la "Constitution" européenne, Condoleezza Rice n'a pas caché ses raisons : *"Le message le plus important que j'ai entendu ici, c'est un fort désir de mettre en œuvre une politique commune (transatlantique)."*

Le *Financial Times* (11 février) rapporte que la secrétaire d'Etat américaine a *"indiqué que Washington ne se mettrait pas en travers de la future intégration"* : *"Plus l'Europe s'unifie et met en œuvre une politique étrangère commune, plus je pense que c'est un très bon développement"*. »

L'Iran est un des six pays cibles de l'impérialisme américain. Dès sa journée d'audition au Sénat, le 18 janvier, Condoleezza Rice avait mis les choses au point. La veille, un article du *New Yorker* avait évoqué l'éventualité d'infiltrations de commandos américains et d'attaques ciblées visant à faire tomber le gouvernement iranien.

Question du sénateur Biden, ce 18 janvier, au Sénat : *"Est-ce que c'est le but des Etats-Unis ?"* Réponse de Condoleezza Rice : *"Le but des Etats-Unis, c'est d'avoir en Iran un régime qui prenne en compte les inquiétudes que nous avons au sujet d'une politique qui est à"*

(2) En visite, lui aussi, sur le Vieux Continent, à la mi-février, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a déclaré : *"Le seul concept qui vaut pour l'administration Bush est celui selon lequel "la mission détermine la coalition".* » Donc, selon ce qu'il considère être ses besoins vitaux, l'impérialisme américain fera ce qu'il voudra, quand il voudra, comme il le voudra.

180 degrés opposée à nos intérêts.” Le sénateur démocrate insiste : “*En fait, même si le Seigneur tout-puissant descendait et disait qu’il peut garantir et vérifier un accord sur le nucléaire et les missiles, vous ne voudriez toujours pas vous joindre à l’accord ? C’est cela ?*” Réponse de Condoleezza Rice : “*Ce que nous dirions, c’est que la relation avec l’Iran a d’autres composantes que l’aspect nucléaire.*”

Il y a donc là le même scénario que pour l’Irak. Et même pire ! Au moment de la préparation de l’intervention militaire en Irak, l’administration américaine s’était accrochée au prétexte des prétendues armes de destruction massive, dont l’inexistence n’avait été finalement reconnue qu’après la guerre, après la destruction et le massacre du peuple irakien par l’impérialisme américain.

Cette fois-ci, c’est par avance que l’impérialisme américain prévient : nous évoquons la menace nucléaire, mais c’est un prétexte ; si nous décidons d’attaquer l’Iran, nous attaquerons.

Le 9 février à Bruxelles, Condoleezza Rice a d’ailleurs prévenu : “*Le temps de la diplomatie est encore ouvert, il n’y a pas de date butoir (...). Mais le président des Etats-Unis garde toutes ces options sur la table.*” Y compris l’option militaire. Ce que Bush, en visite en Europe en février, a confirmé en déclarant que l’hypothèse d’une attaque des Etats-Unis contre l’Iran était “*franchement ridicule*”... pour ajouter que “*toutes les options restent ouvertes*”.

Dans la panoplie des moyens au service des intérêts de la classe capitaliste américaine, tout ne se résume pas aux institutions internationales et aux gouvernements, a prévenu Condoleezza Rice : “*Il n’y a pas que nos gouvernements qui sont à même de promouvoir la liberté. Les organisations non gouvernementales, basées en Europe et en Amérique, consacrent des efforts considérables aux processus de réforme.*”

ONG et “organisations dites de société civile” prospèrent à coups de millions de dollars. Leur fonction (précisément à l’encontre de la démocratie) est de se substituer aussi bien aux organismes politiques représentatifs qu’aux organisations syndicales et aux services publics eux-mêmes.

Coïncidence ? Quelques jours avant la visite de Condoleezza Rice en Europe, le Forum social de Porto Alegre avait vu une participation sans précédent de ladite “société civile” et des ONG, et même la présence officielle du FMI et de la Banque mondiale.

Faut-il rappeler ici que le Forum social de Porto Alegre est une initiative du Secrétariat unifié ? (On lira, dans ce numéro de *La Vérité*, l’article d’Emmanuel Kazan consacré à la question de la terre, de la réforme agraire, et à la politique du Secrétariat unifié, ainsi que les textes de la scission de 1952 publiés à la fin de ce numéro.) Ce courant occupe aujourd’hui une place de simple exécutant — se parant frauduleusement du nom de la IV^e Internationale — de la politique de l’impérialisme.

La présence du FMI et de la Banque mondiale, ès qualités, au Forum social de Porto Alegre s’inscrit dans une continuité. Depuis plusieurs années, la Banque mondiale emploie un nombre grandissant — plus de 120 personnes aujourd’hui — en charge de la coordination avec les ONG et la “société civile”. Encore ce chiffre ne comprend-il pas les équipes affectées au réseau “développement durable” de la banque !

Un lecteur de *La Vérité* nous a adressé à ce sujet d’utiles précisions : « *Au début de la décennie 1980, à la suite de la crise de la dette latino-américaine de 1982, les conditionnalités du FMI se sont considérablement étendues aux “réformes structurelles” (notion de plans d’ajustement structurel introduite en 1986-1987 - PAS) avec les résultats terribles que l’on sait.*

Comme cache-misère, pour parer aux conséquences de ces plans et vaincre les résistances, FMI et Banque mondiale ont été amenés ensuite, à la fin des années 1990, à accompagner ces PAS de “stratégies de réduction de la pauvreté”, en assurant la promotion des “charities” à leur direction et en intégrant toutes les composantes (dont les organisations ouvrières), organisées de longue date ou pour l’occasion aux “Millénium Goals” (objectifs du millénaire pour le développement de l’ONU) et à la quête d’un développement durable, “Sustainable Development”, notion de bien commun qui présente surtout le seul mérite immédiat de nier l’histoire de la lutte de classes, et donc de contribuer à aider à la mise en œuvre des mesures, tous ensemble. Dans ce cadre, et dans cette crise, comment s’étonner que les Eglises, en tant qu’institutions sérieuses, soient appelées à structurer cette nouvelle situation ?

Comme illustration, les titres des Rapports sur le développement dans le monde de ces dernières années font bien apparaître ces évolutions réfléchies, qui tentent de répondre aux périéties dramatiques de l'économie mondiale et anticipent régulièrement les adaptations des formes de mise en œuvre de leurs politiques.

Citons : "Équité et développement" (à paraître en 2005), "Un meilleur climat d'investissements pour tous" (paru en 2004), "Faire fonctionner les services pour les pauvres" (paru en 2003), "Un développement durable dans un monde dynamique" (paru en 2002), "Construire des institutions pour les marchés" (paru en 2001), "S'attaquer à la pauvreté" (paru en 2000). »

On comprend l'importance accordée par Condoleezza Rice au rôle des ONG et au développement de la prétendue société civile. On comprend l'annonce faite par l'AFP (le 31 janvier) d'une réunion convoquée en commun le 9 juin prochain à Paris entre les organisateurs du Forum économique de Davos (c'est-à-dire les principaux patrons du monde entier) et le Forum social mondial de Porto Alegre.

Dans une tribune publiée par *Le Monde*, le président brésilien, Lula, explique d'ailleurs qu'entre le Forum social mondial de Porto Alegre et le Forum économique mondial de Davos, "des champs communs sont possibles". C'est le cadre du corporatisme. Il n'y a plus de classes sociales, plus d'intérêts contradictoires, mais de vastes "forums" dans lesquels les uns et les autres débattent de l'avenir du genre humain.

Le Forum social mondial de Porto Alegre, lui-même, ce bijou serti dans les ateliers artisanaux du Secrétariat unifié, est maintenant devenu une entreprise financière considérable.

Le quotidien *Libération* (26 janvier 2005) fait état d'un coût global de 5 millions d'euros. Il précise les différentes sources d'un tel budget : 1,8 million proviennent des ONG (Oxfam, Fondation Ford...), qui sont elles-mêmes largement financées par la Banque mondiale ; 600 000 euros de la ville de Porto Alegre, 600 000 euros du gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul, et enfin 2 millions de l'Etat fédéral brésilien.

On comprend, dans ces conditions, que le ministre français de l'Environnement du gouvernement Chirac, Serge Le Pelletier, soit revenu de Porto Alegre dithyrambique sur le rôle du ministre Rossetto : "Un type extraordinaire. Il m'a dit que 80 % de l'exploitation forestière au Brésil était illégale" (*Libération*, le 3 février). Rossetto est un type "extraordinaire" parce qu'il sait qu'une bonne partie de l'agriculture est exploitée dans des conditions illégales, et que, sachant tout cela... il ne fait rien et laisse les grands propriétaires terriens assassiner les paysans !

Dans le discours qu'il a prononcé sur l'état de l'Union le 2 février à la Maison-Blanche, George W. Bush a déclaré : "Aujourd'hui, avec une économie saine et qui croît, avec davantage d'Américains qui ont trouvé un travail, avec notre nation qui agit comme une force active pour le bien dans le monde entier, l'état de notre Union est basé sur la confiance et la force."

Et Bush de peindre un tableau de la situation économique et sociale aux Etats-Unis aux antipodes de la situation réelle vécue par l'immense majorité de la classe ouvrière, dont la situation ne fait que se dégrader.

On lira à ce sujet l'article d'Alan Benjamin publié dans ce numéro de *La Vérité*.

Passant de la politique américaine à la politique internationale, Bush conclut son discours en ces termes : "La route de la providence est inégale et imprévisible, mais nous savons où elle conduit : elle conduit à la liberté."

Quelle liberté ? Celle des chômeurs sans ressources aux Etats-Unis, celle des vieux sans retraite, des malades sans soins, des travailleurs surexploités ? Quelle liberté ? La liberté de qui ? Les cinq premiers groupes pétroliers mondiaux privés (Exxon Mobil, Shell, BP, Chevron-Texaco et Total) ont réalisé en 2004 près de 85 milliards de dollars de profit ! On apprend que, les 15 et 16 février, s'est tenu à Tripoli, en Libye, un congrès africain du pétrole, regroupant les ministres de douze pays, réfléchissant sur la possibilité de développer la production pétrolière... par la privatisation et l'ouverture au capital des multinationales. Déjà, les grandes entreprises pétrolières américaines ont des plans massifs d'investissement en Angola, au Nigeria. Le quotidien économique français *Les Echos* titre : "Le pétrole africain de plus en

plus convoité.”

Et tandis que — pure coïncidence ? — l'éclatement de la Côte-d'Ivoire atteint à présent le Togo, le directeur du Programme des Nations unies pour le développement déclare qu'il lui sera "*difficile*" d'atteindre l'objectif prévu par l'ONU pour l'Afrique, à savoir "*diviser par deux l'extrême pauvreté d'ici à 2015*". Et de rappeler que, "*chaque année, sur le territoire africain, 3 millions de personnes meurent du Sida, onze millions d'enfants meurent de faim, de pauvreté, de maladies incurables*". Plus les multinationales du pétrole se tournent vers l'Afrique pour piller ses richesses, plus ce continent semble vouer à s'enfoncer dans la pauvreté. La liberté pour qui ?

On lira dans ce numéro de *La Vérité* l'article d'Olivier Doriane consacré aux suites sociales, politiques et économiques du tsunami en Asie. Relevons ceci : alors qu'il y a eu plus de 300 000 morts, que les économies ont été ravagées, deux mois après le tsunami, les mesures ont commencé d'être prises... concernant l'occupation militaire. Mais, concernant la dette, le pillage de l'économie de ces pays, la surexploitation de la classe ouvrière, le tsunami est une occasion... d'aggraver la situation. La liberté pour qui ?

James Grant, "columnist" pour le magazine américain *Forbes*, est interrogé par le journal français *La Tribune* (3 janvier 2005). Il déclare : "*Les Etats-Unis sont dans la position unique et bénie d'émettre la monnaie de réserve mondiale (...). Pour un émetteur de monnaie de réserve, la tentation d'en émettre trop est quasiment irrésistible.*" Et de conclure : "*Tant que le monde acceptera des dollars, les Etats-Unis en émettront.*" Mais qui est libre ? Le "monde" est libre d'accepter ou de refuser le dollar ?

On l'a vu précédemment : la mise en place de la Banque centrale européenne est l'expression organique de l'assujettissement des économies européennes aux besoins de la classe capitaliste nord-américaine. C'est pourquoi la lutte pour le non à la "Constitution" européenne est une question de survie pour les peuples d'Europe. Mais cette question se pose en Europe comme elle se pose sur tous les continents.

Les 500 plus grandes entreprises cotées par l'indice Standard and Poor's disposaient de 600 milliards de dollars en numéraire à la fin 2004, leurs profits ayant atteint de nouveaux records aux Etats-Unis (une hausse de 20 % par rapport à l'an dernier).

Le quotidien économique français *La Tribune*, qui commente ces résultats (du 21 février), parle "*d'une année 2004 de rêve pour les entreprises américaines*". Et qu'en font-elles, ces entreprises, de ces profits de rêve ? Quand elles ne versent pas de dividendes aux actionnaires... elles rachètent leurs propres titres de manière à valoriser les actions détenues !

En tête de cette capitalisation mondiale, Exxon Mobil, la multinationale du pétrole. La liberté pour qui ? La liberté des multinationales du pétrole, la liberté de ceux qui accumulent ces profits gigantesques sur la base d'une politique constante de pillage et de destruction des forces productives. Et le même indice Standard and Poor's envisage que Wall Street pourrait gagner encore 10 % l'an prochain !

C'est l'euphorie spéculative. Les firmes de Wall Street ont versé en moyenne à chacun de leurs employés à la fin de l'année 2004 un bonus de plus de 100 000 dollars pour les récompenser des excellents résultats obtenus dans la spéculation boursière dans l'année écoulée. La liberté pour qui ? Pour ceux qui pillent. Et pour ceux qui sont pillés, quelle liberté ?

En France, une enquête officielle faite à la demande du ministère de l'Emploi indique que, sur les dix dernières années, "*les conditions de travail des salariés se sont dégradées*", citant : l'augmentation du travail le samedi et du dimanche, notamment dans l'industrie, l'imposition du travail de nuit des femmes dans l'industrie (en application d'une directive européenne), le doublement du nombre de salariés soumis à des astreintes, l'aggravation de la flexibilité et de la déréglementation, l'augmentation de l'exposition aux bruits et aux produits chimiques. Cette dégradation générale des conditions de travail qui va de pair avec la baisse des revenus, c'est le prix à payer pour la liberté des multinationales de s'approprier du profit.

L'International Herald Tribune (31 décembre 2004) souligne que l'année 2004 "*fut une grande année pour Wall Street*". C'est ce qu'indiquent "*les chiffres de profits*". Et de préciser : "*Le président George Bush met en avant un plan concernant la sécurité sociale, qui permettrait de détourner des sommes gigantesques de la sécurité sociale vers des comptes*

d'investissement qui rapporteraient des profits à Wall Street." Plus pauvres seront les pauvres, plus nombreux les SDF dans les rues de New York, de Boston et de Los Angeles, et plus "se répendra la liberté" des spéculateurs de Wall Street.

Pillage gigantesque, dettes sans précédent : le déficit commercial des Etats-Unis bat un nouveau record en 2004. La baisse du dollar permet de diminuer la valeur de l'endettement des Etats-Unis et de faire de cette dévalorisation une nouvelle source de profit. Elle a aussi pour fonction de favoriser la diffusion des produits américains dans le monde entier. La liberté pour qui ?

Selon la Banque des règlements internationaux, l'encours mondial des produits dérivés atteignait en juin 2004 la somme faramineuse de 220 000 milliards de dollars. S'ajoutent à cela 118 000 milliards de dollars, montant du marché mondial des capitaux (actions, obligations et dépôts bancaires), selon le rapport Mac Kinsey Global Institut de février 2005. On arrive au chiffre faramineux de près de 338 000 milliards de dollars, capitalisation boursière et produits dérivés de cette capitalisation. 338 000 milliards de dollars, c'est entre 8 et 9 fois le PIB mondial. C'est donc l'équivalent de plus de 8 années de richesses produites par l'humanité tout entière qui se "promènent" d'une place de capitalisation à une autre, d'un marché fictif à un autre. Cette énorme force de frappe, véritable bombe atomique économique, est capable de pulvériser des économies entières en quelques secondes, de se désinvestir, provoquant des milliers, des dizaines et des centaines de milliers de suppressions d'emplois en moins de temps qu'il n'en faut pour claquer des doigts, d'investir massivement dans l'économie d'armement, l'économie de la drogue, de détruire par la spéculation, de spéculer pour détruire.

La liberté dont on nous parle, c'est celle dont Lénine disait qu'elle est la liberté du renard dans le poulailler, la liberté de piller, détruire et arracher à pleines dents. Est-il possible que l'humanité se fixe un autre objectif que d'en finir avec le régime pourri fondé sur la propriété privée des moyens de production ? Est-il possible que l'humanité se fixe un autre objectif que d'aller à la racine de ce régime corrompu et de combattre pour la révolution prolétarienne, c'est-à-dire pour la socialisation des moyens de production ?

Répondre à cette question conduit naturellement à poser le problème de l'indépendance de classe des organisations ouvrières.

La conférence mondiale de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui se réunit au mois de mars à Madrid (3), aura à débattre de l'importante contribution du militant syndicaliste français Roger Sandri, mettant en garde contre les dangers d'ONGisation généralisée du mouvement syndical, en particulier après le congrès de la Confédération internationale des syndicats libres au Japon.

Ces questions sont au cœur de la lutte des classes dans le monde entier. Elles sont au cœur du combat mené aux Etats-Unis mêmes pour préserver les organisations syndicales menacées par des pressions qui viseraient à les soustraire au mandat de la classe ouvrière et en faire de purs et simples instruments de la prétendue "gouvernance mondiale".

Ces questions sont posées dans les manifestations de masse de dizaines de milliers à Moscou et dans toutes les villes de Russie, contre les mesures prises en application des décisions du Fonds monétaire international, remettant en cause toutes les conquêtes dans le domai-

(3) L'Entente internationale des travailleurs et des peuples a été constituée en 1991, lors d'une conférence mondiale ouverte tenue à Barcelone, en Espagne, sur la base d'un manifeste intitulé "*Manifeste contre la guerre et l'exploitation*". Ce manifeste affirme que l'exploitation à laquelle les travailleurs et les peuples sont confrontés dans le monde entier et les conflits et guerres qui ravagent la planète ont la même origine : le régime de la propriété privée des moyens de production. En conséquence, il affirme la nécessité pour les travailleurs de disposer de leurs organisations de classe indépendantes, syndicats et partis.

L'Entente internationale n'est en concurrence avec aucune autre organisation internationale existante. Elle se veut un cadre d'échanges et d'actions communes entre toutes les organisations qui entendent situer leur action sur le terrain de l'indépendance de classe.

Les militants des sections de la IV^e Internationale, qui n'entendent pas faire de leur programme un ultimatum, participent depuis son origine aux activités de l'Entente.

ne des retraites et de la santé. Près de 40 millions de retraités malades et invalides russes sont concernés par cette “réforme des avantages sociaux” entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005, et qui vise à faire disparaître tous les acquis, produits différés des conquêtes d’octobre 1917.

Ces questions sont au cœur des processus, qui, en profondeur, secouent aujourd’hui la Chine, à propos desquels un reportage saisissant du journaliste américain Joseph Kahn paru dans l’*International Herald Tribune* (2 janvier 2005) indiquait : “*Les masses chinoises, une bombe au bord de l’explosion*”, précisant à propos des soulèvements sociaux qui parcourent la Chine quotidiennement : “*Les statistiques de la police montrent que le nombre de mouvements sociaux a atteint près de 60 000 en 2003. C’est-à-dire 160 par jour en moyenne.*”

Ces questions sont au cœur des processus en cours au Brésil, où le gouvernement Lula, avec l’appui du courant du SU, prétend imposer une réforme du droit du travail qui transformerait les syndicats en appendices des institutions de l’Etat.

Ces questions sont posées en Europe. On verra (dans l’article de Marc Phirobin) combien grandit le mouvement de résistance des travailleurs et des jeunes contre la politique de l’Union européenne soutenue par la Confédération européenne des syndicats, qui voudrait transformer les organisations syndicales en simples instruments d’exécution des plans destructeurs de l’Europe et des gouvernements. A quoi s’oppose le mouvement par lequel les travailleurs et les militants saisissent en France, en Belgique et ailleurs, leurs organisations pour dire non à la “Constitution” européenne. A quoi s’opposent les mouvements de la lutte de classe et de la jeunesse, y compris ces magnifiques manifestations de centaines de milliers de lycéens en France contre la destruction du baccalauréat comme diplôme national et pour la défense de l’unité des diplômés, et par conséquent de la République.

Ces questions, enfin, sont posées au Venezuela, où l’Union nationale des travailleurs, refusant les diktats de l’impérialisme, a convoqué son congrès, et où, en commun avec l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, elle a lancé un appel à une “*Rencontre internationale pour la défense de la souveraineté du Venezuela et pour la défense de l’UNT*”, invitant “*les représentants des organisations ouvrières du monde entier à cette rencontre internationale pour qu’ils prennent connaissance directement de la situation véritable des libertés syndicales au Venezuela et de la lutte des travailleurs et du peuple vénézuéliens pour la défense de la souveraineté de la nation*”.

Oui, la liberté dont parlent Bush et Condoleezza Rice, c’est la liberté du renard dans le poulailler. Mais elle ne peut exercer jusqu’au bout son contenu de destruction et de terreur, elle ne peut répandre la misère et la barbarie (car c’est là le véritable contenu de la liberté répandue par les dirigeants de l’administration américaine) qu’à la condition que les travailleurs et les peuples soient privés de tout instrument de défense, de leurs droits, de leurs revendications, de leurs aspirations.

Pour la IV^e Internationale, la plus grande actualité du combat pour la révolution prolétarienne s’exprime dans la défense pied à pied, au sein même de la classe ouvrière, de toutes les institutions, de toutes les organisations, de tout ce qui constitue la classe ouvrière comme classe. Aucune concession au corporatisme, à l’altermondialisme, à la dilution des organisations ouvrières ! Mettre un doigt dans cet engrenage, ce serait participer à la marche à la barbarie.

Indépendance de classe, souveraineté des nations sont les mots d’ordre sur lesquels les travailleurs doivent se regrouper aujourd’hui pour se défendre comme classe, préserver ce qui a été conquis, reconquérir ce qui a été perdu et se préparer aux combats victorieux du futur.

Après le tsunami en Asie, près de 300 000 morts, des millions de sans-abri... Une "catastrophe naturelle" ?

Par Olivier Doriane

Les faits sont tragiquement connus. Le tsunami du 26 décembre 2004 a causé la mort de près de 300 000 personnes dans onze pays d'Asie. Le monde entier a été bouleversé.

Des villes entières rayées de la carte, des dizaines de milliers de familles anéanties, des centaines de milliers de pêcheurs et de travailleurs ruinés, des infrastructures dévastées... Et le ministre des Affaires étrangères américain (secrétaire d'Etat), Condoleezza Rice, déclare, devant une commission du Sénat :

"C'est une merveilleuse opportunité pour les Etats-Unis. Et je pense que cela nous rapportera d'importants dividendes."

Cynisme sans borne du représentant de l'impérialisme dominant.

Au-delà de ce cynisme, ce n'est pas un dérapage verbal. Il s'agit bel et bien d'une politique correspondant aux besoins fondamentaux de l'impérialisme américain.

Après le 11 septembre 2001, au moment où il déclarait "Nous sommes en guerre", George Bush affirmait sa volonté

de réorienter toute la politique américaine en Asie.

Mais avant d'en venir au dispositif politique, militaire et économique visant à franchir un nouveau pas dans la consolidation de la domination de l'impérialisme américain, il est nécessaire de rappeler quelques faits sur le drame lui-même.

Catastrophe naturelle ? Sans aucun doute. Mais ses conséquences sont-elles naturelles ? Etait-il inévitable que ce tsunami aboutisse à une telle catastrophe ?

**LE PRIX D'UN CAPTEUR :
250 000 DOLLARS**

Le docteur Tad Murty, un spécialiste des séismes dans la région, explique :

"Le mouvement des vagues est totalement prévisible. Il y a des cartes, qui couvrent tout l'océan Indien, indiquant le temps de déplacement de la vague de fond. Du centre du séisme jusqu'à la côte de l'Inde, il y avait un délai de quatre

heures” (*Journal de Baltimore*, 29 décembre 2004).

La NOAA (administration américaine spécialisée en météorologie et en océanographie) dispose d’un système d’alerte pour le Pacifique, avec un centre à Honolulu. Quinze minutes après la secousse tellurique, un signal d’alerte a été envoyé.

Jeff La Douce, qui travaille pour la NOAA, explique :

“Un bulletin a été prêt en 20 minutes et des coups de téléphone ont été donnés en hâte aux pays de la zone menacée, sans doute moins rapidement que s’il y avait eu un système d’alarme établi à l’avance pour ces pays.”

Mais la NOAA ne savait pas qui contacter dans ces pays.”

En revanche, elle savait précisément qui prévenir lorsqu’il s’agissait de bases américaines. A la question : *“Est-ce que quelqu’un a été averti à temps ?”*, un employé de la NOAA répond :

“Nous avons immédiatement informé la base navale américaine de Diego Garcia, qui a peu souffert de dégâts résultant du tsunami.”

Pourquoi les pays riverains de l’océan Indien ne sont-ils pas protégés par un système de surveillance et d’alerte similaire à celui fonctionnant dans le Pacifique ?

Le *Journal de Baltimore* rappelle pourtant que,

“lors d’une réunion de la commission océanographique intergouvernementale qui dépend de l’ONU, des experts avaient averti que l’océan Indien était menacé par des tsunamis”.

C’est à la suite de ces conclusions, que, comme le rappelle le journal français *Le Figaro* (France, 29 décembre 2004),

“la mise en place de deux capteurs dans l’océan Indien (il s’agit d’engins dont dispose, par exemple, l’agence météorologique japonaise, et qui sont capables de prévoir des tsunamis quelques minutes seulement après une secousse sismique et de diffuser aussitôt des bulletins d’alerte) avait été envisagée il y a quelque temps par les chercheurs du Pacific Marine Environmental Laboratory, basé à Seattle et dépendant de la NOAA. Mais, faute des financements requis, le projet n’a pu être mené à bien (chaque appareil coûte environ 250 000 dollars pièce).”

500 000 dollars pour deux capteurs ! La moitié du coût d’un missile Tomahawk. Les gouvernements des grandes puissances, à commencer par celui des Etats-Unis, assurent aujourd’hui le monde de leur “générosité”. Quels hypocrites ! Que l’on compare les 500 000 dollars qu’aurait coûtés l’installation d’instruments qui auraient pu sauver des dizaines de milliers de vies humaines au milliard et demi de dollars dépensés quotidiennement par le Pentagone.

Que l’on compare également les sommes annoncées au nom de l’aide humanitaire — elle-même prétexte au débarquement militaire — et les sommes bel et bien dépensées pour massacrer le peuple irakien.

Selon le journal britannique *The Guardian* (4 janvier 2005) :

“Le gouvernement américain s’est jusqu’ici engagé à verser 350 millions de dollars aux victimes du tsunami, et le gouvernement du Royaume-Uni 50 millions de livres sterling (96 millions de dollars). Les Etats-Unis ont dépensé 148 milliards de dollars et le Royaume-Uni 6 milliards de livres (11,5 milliards de dollars) pour la guerre en Irak. La guerre dure depuis 656 jours.”

Cela signifie que les sommes promises par les Etats-Unis pour les victimes du tsunami s’élèvent à une demi-journée des dépenses pour la guerre en Irak. Les sommes données par le Royaume-Uni équivalent à cinq jours et demi de ce que nous dépensons pour la guerre.”

Par ailleurs, d’après un récent rapport de l’ONU, 84 centimes de chaque dollar versé par les Etats-Unis au nom de l’aide au développement reviennent aux Etats-Unis sous la forme de l’achat de marchandises et de services. Près de 75 % de l’aide canadienne sont conditionnels, et, dans le cas de l’Allemagne, du Japon, de la France et de l’Australie, un large pourcentage de leurs fonds doit être utilisé pour acheter leurs marchandises et leurs services.

Tout le monde sait donc maintenant que des systèmes d’alerte étaient possibles et que ceux-ci n’ont pas été installés. Cela alors que les sommes en jeu étaient dérisoires. Ce simple constat n’est-il pas à lui seul une condamnation sans appel d’un régime fondé sur la recherche du profit, le

régime de la propriété privée des grands moyens de production ? Ce n'est pas pour des raisons techniques, ce n'est pas parce que l'homme n'est pas capable de prévoir que des dizaines de milliers de victimes ont été frappées sans être averties, mais parce que la décision a été prise de ne pas effectuer les dépenses — minimales — nécessaires.

QUINZE MINUTES AURAIENT SUFFI

Entre le début de la formation du tsunami et l'arrivée de la vague au Sri Lanka et en Inde, quatre heures se sont écoulées. Quatre heures, et il aurait suffi que les habitants marchent 15 minutes vers l'intérieur pour que leurs vies soient sauvées.

Et cela est, malheureusement, une loi plus générale. Dans la revue indienne *Frontline*, un article de Praful Bidwai explique :

"Les effets des catastrophes naturelles sont très différents et sont socialement déterminés. En moyenne, une catastrophe tue 63 personnes au Japon, mais 2 900 (63 fois plus) au Pérou. Quand le typhon Elena frappa les Etats-Unis en 1985, il n'y eut que cinq morts. Mais lorsqu'un cyclone s'abattit sur le Bangladesh en 1991, il y eut 500 000 morts. Des tremblements de terre provoquant plus de dix mille morts n'ont eu lieu que dans le tiers monde."

De manière plus générale, selon les statistiques de la Banque mondiale elle-même, parmi les 2,1 millions de victimes de catastrophes naturelles dans le monde au cours de la dernière décennie, 98 % relèvent des "pays en voie de développement".

La "compassion" des grands de ce monde est à la mesure du cynisme de Condoleezza Rice. Durant 48 heures, Bush, si prompt à mettre à l'index les gouvernements qui ne se plient pas à ses exigences et les peuples qui veulent vivre, n'a rien dit. Et puis, il y a le brusque tournant de la rencontre des pays donateurs. Et les flots de discours hypocrites qui l'accompagnent.

On a envie de citer la grande révolu-

tionnaire Rosa Luxemburg. En 1902, après l'éruption volcanique de la montagne Pelée, en Martinique, qui avait causé la mort de dizaines de milliers de personnes, les discours hypocrites des gouvernements n'avaient pas manqué. Rosa Luxemburg expliquait :

« La France pleure 40 000 morts sur cette petite île, et le monde entier se presse là-bas pour sécher les larmes de la mère République endeuillée. Mais comment cela se passait-il autrefois, il y a des siècles, lorsque la France répandait des torrents de sang dans les petites et grandes Antilles ? Non loin de la côte orientale de l'Afrique se trouve, dans l'océan, une île volcanique : Madagascar ; il y a quinze ans, nous y avons vu cette République, qui pleure aujourd'hui ses enfants perdus, imposer par le fer et l'épée son joug aux indigènes rebelles. Aucun volcan n'y a ouvert son cratère : ce furent les gueules des canons français qui répandirent la mort et l'anéantissement, le feu de l'artillerie française qui faucha des milliers de jeunes vies en fleur, écrasant leurs faces contre terre, jusqu'à ce que le peuple libre soit couché sur le sol, jusqu'à ce que la reine noire des "sauvages" soit traînée, tel un trophée, dans la "Ville Lumière".

Et nous t'avons encore vue, ô mère République, toi si portée sur les larmes, le 23 mai de l'année 1871, dans un Paris éclairé d'un beau soleil printanier : dans les rues comme dans les cours des prisons se tenaient des milliers de travailleurs, corps contre corps, tête contre tête ; à travers les trous du mur, des mitrailleuses passaient leurs gueules ensanglantées. Ce ne fut ni l'éruption d'un volcan ni la coulée d'un fleuve de lave, mais tes canons, mère République, dirigés vers la dense foule ; un cri de douleur déchira l'air — plus de 20 000 cadavres recouvrirent le pavé de Paris.

Et les voilà tous à la Martinique, à nouveau un seul cœur et une seule âme : ils aident, ils sauvent, sèchent les larmes et maudissent le volcan porteur de malheur. Montagne Pelée, toi la géante débonnaire, tu peux rire et contempler d'en haut, non sans nausée, ces assassins secourables, ces fauves pleurnichards, ces bêtes en habits de Bons Samaritains. »

Propos prémonitoires. Quelques semaines plus tard, une plaque commémorative était installée dans la cathédrale de la

ville de Saint-Pierre pour honorer la mémoire des 58 commerçants blancs de l'île victimes de l'éruption. Il s'agissait, au-delà du malheur qui frappait la population tout entière, d'affirmer la loi coloniale.

LA MORTALITE INFANTILE EST UN PHENOMÈNE QUOTIDIEN

Comment ne pas mettre en rapport ces paroles vieilles d'un siècle et les propos actuels d'un militant ouvrier indien, responsable du Trade Union Solidarity Committee (TUSC) de Mumbai (Bombay) :

“Un tsunami est un phénomène rare, mais la mortalité infantile et les décès dus à la malnutrition sont des phénomènes quotidiens. Une étude récente a été menée sur la mortalité infantile et la malnutrition dans l'Etat de Maharashtra, dont Bombay est la capitale ; elle montre que 120 000 à 175 000 enfants meurent chaque année. La majeure partie dans les campagnes. Un comité mis en place par le gouvernement de l'Etat a produit son rapport, qui est maintenant rendu public. Le Maharashtra figure parmi les Etats les plus industrialisés et les plus avancés en Inde. La mortalité infantile y est toujours de 45 pour mille. Des mesures très simples, peu coûteuses, auraient suffi pour épargner ces vies.”

Puis, il ajoute :

“Les dégâts causés par le tsunami n'ont en rien changé l'ordre des priorités gouvernementales en Inde concernant sa politique de prétendues réformes de l'économie en faveur des capitalistes. Les déclarations annonçant la multiplication de la privatisation dans l'industrie et les services, et le feu vert donné à l'investissement croissant de capitaux étrangers dans les banques, les compagnies aériennes et les assurances continuent. Le patronat réclame des changements dans le Code du travail.

La municipalité de Mumbai (Bombay) s'est adjoint les services de la police et a envoyé les bulldozers raser 75 000 logements précaires sans pour autant fournir d'autres possibilités de logement. Désormais, les vieillards et les enfants vivent dans la rue sans aucune protection, exposés aux rigueurs de l'hiver ; les écoliers ont été privés de leurs manuels et n'ont plus aucun abri.

Le gouvernement se fixe de raser 250 000

logements précaires pour améliorer l'image de Mumbai sur la scène internationale.”

QUAND HUMANITAIRE RIME AVEC MILITAIRE

En effet, ils sont nombreux ceux qui entendent utiliser cette “magnifique opportunité”.

On se souvient que, à peine une heure après les événements du 11 septembre 2001, M^{me} Jo Moore, conseillère en communication du ministre britannique des Transports, avait osé déclarer : “C'est un très bon jour pour ressortir tout ce qu'on veut faire passer en douce” (AFP, 9 octobre 2001). Il en est exactement de même aujourd'hui pour l'impérialisme américain. Le dispositif militaire visant à instaurer une “ceinture d'acier” en Asie prend un nouvel essor.

Déjà, en août 2002, Colin Powell avait effectué une tournée de huit jours en Asie du Sud et du Sud-Est. Après l'Inde et le Pakistan, il s'était rendu pour la première fois en Thaïlande, en Malaisie, à Singapour, à Brunei, en Indonésie et aux Philippines.

La Malaisie accueille depuis un centre d'entraînement “antiterroriste” cofinancé avec les Etats-Unis, tandis que l'Indonésie devait recevoir une aide de plus de 50 millions de dollars pour de nouveaux programmes de “lutte contre le terrorisme”. Colin Powell avait, à l'époque, déclaré que Washington était désormais prêt à reprendre sa coopération militaire avec Jakarta.

En effet, après la chute de Suharto, l'Indonésie était une pièce fragile du dispositif américain.

Les Etats-Unis ont laissé se développer les mouvements séparatistes opérant dans les régions riches en pétrole, comme Aceh. Ce qui ne les empêche pas éventuellement de se retourner contre eux ou d'apparaître comme arbitre en échange de concessions du gouvernement. La situation vient de se modifier.

Au nom de l'aide humanitaire, les soldats américains peuvent travailler main dans la main avec les militaires indonésiens. Ainsi, après le tsunami, tout s'accélère.

Le journal français *Le Monde* (7 janvier 2005) a défini pour sa part l'intervention des forces armées américaines dans les zones frappées par le séisme :

"Il s'agit de la plus importante mission d'aide humanitaire entreprise par les Etats-Unis en Asie depuis la guerre du Vietnam."

Curieuse formule, qui en dit long sur l'étroite imbrication entre "humanitaire" et "militaire".

Il est vrai que le centre de commandement des forces américaines a été établi sur la base aérienne d'Utapa, en Thaïlande, d'où partaient les B52 qui bombardaient Hanoï pendant la guerre du Vietnam...

Colin Powell, encore lui, explique à propos de l'Indonésie que, cette fois, ce qui se passe

"est une occasion pour le monde musulman et le reste du monde de voir la générosité américaine, les valeurs américaines en action".

Il précise que l'offre de coopération des Etats-Unis

"est dans l'intérêt de ces pays et dans le nôtre. Cela assèche les zones de mécontentement, qui peuvent susciter des activités terroristes."

On admirera l'élégance de la métaphore dans le cas d'un pays victime d'inondations meurtrières...

L'*International Herald Tribune* (3 janvier 2005) notait que la tenue d'un sommet intergouvernemental à Jakarta sur la question de l'aide donnait une chance à l'administration Bush de recentrer ses objectifs en Asie :

"Jusqu'à maintenant, la région semblait ne constituer qu'un second front dans la lutte contre le terrorisme et une zone où il s'agissait surtout d'empêcher l'explosion de conflits potentiels (avec la Corée du Nord, entre la Chine et Taiwan ou entre l'Inde et le Pakistan)."

Maintenant que les Etats-Unis ont rejoint la ruée vers cette région au nom de l'aide internationale, des experts soulignent que l'administration Bush a une chance, particulièrement en Indonésie, d'aller plus loin."

Avec l'Indonésie, le Sri Lanka est le pays où, à la suite du séisme, il y a le plus de troupes américaines déployées...

Ces deux pays sont placés sur des routes stratégiques entre le Moyen-Orient et la région Asie-Pacifique.

"L'AIDE"

DESSINE LA CARTE DE LA PARTITION DE L'ÎLE

Dans le bulletin d'informations de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, un militant sri-lankais expose son point de vue après le débarquement de 1 200 marines américains :

"C'est une évidence que notre peuple a besoin d'aide. Nous avons besoin d'eau, de nourriture, de médicaments. Ensuite, il faudra reconstruire le pays. Mais s'il s'agit vraiment d'aider, la première idée qui s'impose, c'est que la dette à l'égard du FMI soit immédiatement abolie. Elle s'élève à dix milliards de dollars. Le pays doit pouvoir disposer de toutes ses ressources financières pour reconstruire. L'aide véritable passe par l'annulation totale de cette dette. Pourquoi un moratoire ? Le pays a connu une des plus grandes catastrophes de son histoire. L'annulation totale de la dette est un besoin vital. Comment reconstruire les villages entiers, comment rouvrir les usines, comment aider les enfants qui se retrouvent seuls s'il faut payer dix milliards au FMI ?"

Bien entendu, chacun comprend que, dans l'urgence, la population a besoin d'aide. Mais peut-on envisager un seul instant qu'on ajoute de nouveaux drames à celui qui vient de se passer ? Depuis des années, l'impérialisme américain cherche à construire des bases militaires dans le pays, plus précisément dans la rade de Trincomalée.

Les Américains sont très attentifs à la situation au Sri Lanka, qui a une longue tradition forgée dans la lutte pour l'indépendance nationale, une population très politisée.

Le peuple du Sri Lanka doit rester maître de son destin. Je suis très inquiet de voir les propositions d'aide humanitaire se traduire par l'installation programmée d'un contingent militaire indien au nord de l'île, et un autre, américain, au sud. Cela pourrait dessiner la carte de la partition de l'île.

Il faut savoir que cette proposition de partition séparant Tamouls et Cingalais est

un plan traditionnel de l'impérialisme pour diviser notre nation, l'affaiblir et faire de l'île une base militaire à l'entrée de l'océan Indien. Malgré le drame, la population veut vivre, la nation veut vivre."

D'un certain point de vue, la généralisation de cette occupation militaire piétinant la souveraineté des nations poursuit l'encercllement de la Chine entamée avec l'installation des bases militaires en Asie centrale avant l'offensive contre l'Afghanistan, et devenue permanente depuis.

MOBILISATION DU SECTEUR PRIVE AMERICAIN

Mais "l'opportunité" est également un moyen de réaliser les réformes économiques.

Alan Larson, sous-secrétaire d'Etat américain pour les Affaires économiques, commerciales et agricoles, déclare dans un rapport devant une commission budgétaire du Sénat :

"Le gouvernement indonésien a fortement souligné l'importance de l'investissement provenant du secteur privé pour la reconstruction nécessaire après le tsunami. Le gouvernement américain discute avec l'Indonésie un projet pilote favorable aux affaires facilitant l'investissement des investissements, par exemple, en réduisant le temps nécessaire à l'obtention d'une licence. La Overseas Private Investment Corporation (compagnie d'investissements privés outre-mer) établit une ligne de crédit de 150 millions de dollars pour mobiliser le secteur privé américain dans la reconstruction. Nous sommes actuellement engagés dans des négociations de libre commerce avec la Thaïlande et des discussions sont en cours sur le même terrain avec l'Indonésie, le Sri Lanka et la Malaisie."

Et cette imbrication de l'offensive militaire et économique a des conséquences fort concrètes. Au lendemain de la catastrophe, l'Entente internationale, dans son message de solidarité aux peuples d'Asie, invitait les militants ouvriers, les organisations à fournir les informations réelles sur la situation des peuples.

Le Movement for National Land and Agricultural Reform (MONLAR), dans un

document intitulé "Développements alarmants dans les plans de reconstruction", explique :

"Un navire de guerre, avec cinq hovercrafts et vingt hélicoptères transportant également des troupes, est au Sri Lanka (...). Colin Powell s'est rendu au Sri Lanka, et James Wolfenson, dirigeant de la Banque mondiale, y est attendu. George W. Bush a demandé à George Bush (senior) et à Bill Clinton de préparer un plan pour le Sri Lanka. La situation dans ce pays est considérée comme posant un problème de sécurité pour les Etats-Unis, car des millions de personnes ont été déplacées et des milliers rassemblées dans les camps. On dit que ces réfugiés pourraient être recrutés par des organisations terroristes. Hier, le gouvernement a pris la décision de transmettre le contrôle de ces camps à l'armée. Comme les Etats-Unis combattent le terrorisme internationalement, ils considèrent cela comme un problème de sécurité."

Comme les Etats-Unis vont abandonner dans les années qui viennent leur base de Diego Garcia, ils recherchent une route plus sûre pour le transport du pétrole, et le port de Tricomalee, au Sri Lanka, se trouve sur cette route."

Il a été annoncé que les pêcheurs qui ont été totalement sinistrés par le tsunami ne seraient pas autorisés à se réinstaller le long des côtes. Ils seraient installés au moins un kilomètre à l'intérieur, ce déplacement se justifiant pour leur sécurité. Néanmoins, il est également annoncé que les plages seraient utilisées pour la construction d'hôtels touristiques. Il s'agirait donc d'une initiative pour nettoyer les plages des petits pêcheurs, au profit du tourisme et de la grande pêche industrielle."

La Banque mondiale, le gouvernement comme les grands partis d'opposition, et des forces internationales telles que les Etats-Unis, l'Union européenne, le Japon et les grands capitalistes du Sri Lanka usent de l'occasion qui leur est offerte pour avancer leurs plans de réformes économiques et leurs projets concernant l'infrastructure, comme les autoroutes, nouveaux aéroports, ports et ensembles urbains, qu'ils avaient planifiés auparavant. Le désastre a permis au gouvernement de mobiliser de larges ressources et d'impliquer plus fortement des forces internationales pour la réalisation de leurs plans. Ces plans n'impliquent pas seulement le déplacement de pêcheurs, mais plus largement de la population

rurale, qui travaille sur de petits lopins de terre à l'intérieur du pays, en la contraignant à les vendre et à émigrer vers les zones urbaines.

D'une manière générale, une telle reconstruction pourrait constituer pour le peuple travailleur du Sri Lanka une bien plus grande catastrophe que le tsunami lui-même. Nous considérons qu'il doit y avoir une compréhension de cette réalité, à l'échelle internationale."

LA SECONDE CATASTROPHE ETAIT PROGRAMMEE

Nombre d'usines textiles du Sri Lanka ne rouvriront pas leurs portes après le tsunami, car "l'extraordinaire opportunité" est également un moyen d'organiser la seconde catastrophe de ce mois de janvier 2005 pour les peuples d'Asie (et du monde). Celle-là était sciemment programmée. Il s'agit du bouleversement intégral des règles du commerce international du textile et de l'habillement.

La fin de l'accord multifibres, qui fixait des quotas d'exportation ou d'importation pour certains pays, signifie, à la date du 1^{er} janvier 2005, la liberté totale des échanges. Désormais, il n'y a plus aucune limite ni aucune règle fixée pour ceux qui contrôlent le marché mondial du textile et de l'habillement, c'est-à-dire les grandes multinationales, principalement américaines. Elles passeront leurs commandes sans aucune restriction, à la recherche du "coût du travail" le plus bas. Selon diverses estimations (Fonds monétaire international et Banque mondiale, par exemple), l'application de cet accord va menacer 30 millions d'emplois et ravagera l'économie de beaucoup de pays.

Au Bangladesh, sur les 4 000 usines que compte le pays, le Fonds monétaire international affirme que 25 à 40 % sont condamnées et parle d'un million d'emplois qui pourraient être détruits dans l'année qui vient, et, à terme, de la disparition de 2,3 millions d'emplois. Dans ce pays où le textile et le vêtement représentent 80 % des exportations, c'est toute l'économie et la nation elle-même qui sont menacées de ruine. Comme l'écrit l'*International Herald Tribune* (14 dé-

cembre 2004), "un quart des exportations du pays pourrait s'envoler en fumée, secouant les bases de toute l'économie". En Turquie, 2,5 millions d'emplois sont menacés, c'est-à-dire 50 % des postes de travail. Au Sri Lanka, 300 000 postes sur 500 000 sont menacés. Le président de l'association cambodgienne des entreprises de confection déclare à un quotidien français, fin novembre 2004 :

"Nous sommes très inquiets. Si rien n'est fait pour nous aider, 35 à 40 % de l'industrie textile pourraient disparaître l'an prochain."

Les grandes multinationales vont pouvoir, sans contraintes ni limites, aller faire fabriquer leurs produits où elles le veulent, où le "coût du travail" est le plus bas. Commentateurs et experts se précipitent pour assurer que, dans ces conditions, c'est la Chine qui sera la grande gagnante.

LA BUREAUCRATIE, BRAS AVANCE DE L'IMPERIALISME

Certes, une part de la production mondiale sera délocalisée vers la Chine, car, comme l'affirme le directeur d'une usine de 2 000 ouvriers en Inde, qui fournit Wal-Mart, Wrangler et Marks & Spencer, "la Chine a un régime communiste, mais les lois du travail y sont très bonnes, très flexibles".

Mais les emplois détruits en Turquie, au Bangladesh, en Inde ou ailleurs ne seront pas remplacés par un nombre équivalent d'emplois en Chine. Les nouvelles parts de marché que la Chine pourrait acquérir (ou, pour être plus précis, les secteurs du marché mondial du textile où les produits vendus auront été fabriqués en Chine) n'entraîneront pas la création proportionnelle de nouveaux emplois. N'est-il pas plus simple d'obliger des travailleurs chinois surexploités dans des usines privées à travailler en heures supplémentaires sans être payés, en violation de la loi du travail ?

Cette libéralisation totale s'inscrit dans la grande course aux plus bas "coûts du travail", qui, au-delà du textile et du vêtement, vise tous les travailleurs. Partout dans le monde, le système d'exploitation

fondé sur la propriété privée des moyens de production doit toujours aller de l'avant pour casser les "coûts du travail" et les droits conquis par la classe ouvrière. Or même minées, déformées, partiellement disloquées, les bases sur lesquelles repose et fonctionne l'économie nationale de la Chine sont celles qui ont été établies par la révolution de 1949. C'est-à-dire de l'élimination de la propriété privée des grands moyens de production, de la constitution de la propriété sociale. La privatisation — c'est-à-dire la liquidation des "entreprises d'Etat" — vise donc directement à la destruction des bases de l'économie nationale, et, avant tout, à décimer le prolétariat qui s'est constitué dans un lien organisé avec la propriété sociale. La "libéralisation internationale" du textile sera un levier pour accentuer cette offensive. En Chine, cela signifie étendre et accélérer les privatisations-destructures.

Ceux qui, au pouvoir à Pékin, permettent cette surexploitation des travailleurs chinois se font les instruments des multinationales pour faire baisser le "coût du travail" dans le monde entier. La bureaucratie chinoise se fait ainsi ouvertement, non seulement l'agence, mais encore le bras avancé de la politique de l'impérialisme de destruction de la force de travail humaine. Et pour le régime de la propriété privée des grands moyens de production, c'est un processus sans fin. Ainsi, le *Financial Times* décrète : "Mieux que fabriqué en Chine, fabriqué en prison", parce que, en prison, la force de travail est sans syndicat, sans protection, sans conventions...

Dans un même mouvement, cette libéralisation du secteur du textile menace les travailleurs qui résistent à l'exploitation en Turquie, au Bangladesh, partout dans le monde, et les travailleurs chinois qui veulent vivre. Elle menace les conquêtes de la révolution, la nation chinoise elle-même. Cela pose, en retour, avec force, la question de l'unité mondiale de la lutte

des classes, unifiant les questions de la révolution sociale et de la révolution politique contre la bureaucratie.

RENCONTRE ENTRE MILITANTS ASIATIQUES

S'adressant à des militants ouvriers chinois, des militants d'autres pays d'Asie les invitent, en ces termes, à participer à la conférence mondiale de l'Entente :

« Aujourd'hui, il nous semble que les conditions se réunissent pour que vous puissiez participer au libre débat avec des délégations du monde entier pour chercher ensemble les réponses aux difficiles questions auxquelles les peuples sont confrontés.

« Votre présence nous semble d'autant plus nécessaire que ce récent accord de libéralisation du textile, en date du 1^{er} janvier, nous semble unifier les problèmes auxquels nous sommes confrontés à l'échelle internationale. 30 millions d'emplois sont menacés dans le monde et la vérité oblige à dire que les autorités de Pékin, en proposant aux capitalistes du monde entier de venir exploiter sans limites nos frères chinois, travaillent au service de ces multinationales pour les aider à faire baisser le "coût du travail" dans le monde entier.

Nous savons que ce ne sont pas les travailleurs chinois qui en tireront profit. Bien au contraire, cette pénétration accrue créera les conditions d'une privatisation accélérée, et, par là, menacera la Chine. Cela pose donc, dans tous les pays, la question de la défense des droits collectifs des travailleurs, de leurs organisations, du respect des conventions de l'OIT.

Nous aimerions pouvoir en débattre avec vous, étudier les campagnes communes possibles. »

Nul doute que la conférence de Madrid sera une étape importante dans cette voie.

Europe : le mouvement de la classe ouvrière grandit contre la "Constitution" européenne

Par Marc Phirobin

La première manifestation, en France, pour la victoire du non au référendum sur la "Constitution" européenne a eu lieu le 22 janvier 2005 à Paris. Elle, a exprimé, au-delà des forces engagées dans sa préparation directe, que quelque chose était en cours de modification dans ce pays.

15 000 manifestants motivés et combattifs y défilèrent de la place de la République à la place de la Nation derrière la banderole du Comité national pour le non, organisateur de la manifestation.

15 000 personnes, en ce tout début d'année, regroupées dans une manifestation dont la préparation a été boycottée par toute la presse nationale, c'était à l'évidence beaucoup.

Et surtout, il y avait là, largement représentés, reconnaissables à leurs écharpes, ces élus locaux engagés dans la bataille quotidienne de défense des services publics, qui forment, avec les prérogatives des communes, un des piliers de la République.

Il y avait, bien évidemment, les adhérents du Parti des travailleurs, dans lequel combattent à égalité, avec les Courants communiste et socialiste, le Courant communiste internationaliste (trotskyste, section française de la

IV^e Internationale). Il y avait les sections du Parti des travailleurs, fortement représentées dans les cortèges des comités départementaux pour la victoire du non.

Fait remarquable : le nombre de militants et de responsables syndicaux, venus, souvent à plusieurs, des mêmes instances, se saisir de l'occasion qui leur était offerte de manifester une position sans équivoque à l'égard de la "Constitution". Et aussi la présence importante d'étudiants et surtout de jeunes lycéens qui fournissait déjà une indication précieuse sur les développements en préparation.

FRANCE : UN VERITABLE BASCULEMENT DE SOCIETE

Le congrès national du Parti des travailleurs, qui se tenait huit jours plus tard, les 28, 29 et 30 janvier, complétait l'analyse du moment de la situation sur la base des faits qui y étaient relatés. Il établissait qu'un véritable "basculement" de toute la société était engagé, dont le contenu pouvait se résumer dans cette formule : "*Une destruction des bases de civilisation humaine.*"

Au centre de tous les problèmes politiques, la question de plus en plus pressante :

“Une seule de ces attaques serait-elle possible si les sommets des organisations constituées par la classe ouvrière n’avaient pas accepté et n’acceptaient pas de se placer dans le cadre fixé par l’Union européenne ?”

D’un côté, une avalanche de mesures de destruction sans précédent, un bouleversement de fond en comble de la société. Une tentative permanente, de la part des sommets du mouvement ouvrier, d’étouffer toute velléité de résistance, pour prix de leur soumission aux exigences de l’Union européenne. Et, en même temps, de l’autre côté, une société, une population, une classe ouvrière qui ne peuvent se résoudre à subir et à disparaître. Une tension extrême, qui cherche, par tous les moyens, à se dénouer, et qui s’exprime à tous les niveaux des organisations, cheminant par mille et un canaux et témoignant de la résistance acharnée de la classe ouvrière.

LE VOTE DU CCN DE LA CGT

C’est là qu’intervient l’éclat du vote du comité confédéral national (CCN) de la CGT. Tout avait été fait, depuis des mois et des mois, pour interdire toute prise de position de la confédération sur la “Constitution” européenne.

Les 2 et 3 février 2005, le comité confédéral national de la CGT, composé des représentants des fédérations professionnelles et des unions départementales, a, contre la volonté de la direction et de son secrétaire national, Bernard Thibault, appelé à rejeter la “Constitution” européenne, ce qui, de l’aveu même d’un proche de Bernard Thibault, équivalait à une consigne de vote non.

On a parlé, à juste titre, d’un “séisme” pour qualifier ce qui s’est passé lors de cette instance. Par deux votes successifs (d’abord sur un amendement adopté par 74 pour, 37 contre et 5 abstentions, puis par le vote final, adopté par 80 pour, 18 contre), l’instance du CCN, qui est l’instance souveraine entre deux congrès confédéraux, a largement mis en minorité le sommet de l’appareil, qui était contre toute position d’appel à voter non.

Il faut comprendre la signification fondamentale, sur un plan théorique, de ce qui s’est passé dans ce CCN de la CGT. Pendant des décennies, les militants et les cadres de la CGT, pour un très grand nombre membres du PCF, ont accepté beaucoup de choses d’un appareil qui les justifiait au nom de la défense de l’URSS, présentée comme la patrie du socialisme. Mais aujourd’hui, cela fait quinze ans que le Mur de Berlin est tombé et ces militants et ces cadres ont vu les sommets de l’appareil inscrire leur action dans le cadre des institutions européennes, à commencer par celles de la CÉS, trouver des “accommodements” avec la politique de “réformes” dictée au nom du “*caractère indépassable de la mondialisation*”, par la Banque mondiale, et donc par l’impérialisme américain. Ce qui provoque chez eux une crise d’une profondeur incon nue et amène, dans des circonstances de plus en plus fréquentes — comme cela fut le cas lors du CCN —, les niveaux intermédiaires de l’appareil syndical à ne plus accepter ce qu’ils acceptaient auparavant. Des niveaux intermédiaires qui réfractent — de façon certes déformée — la résistance qui chemine en profondeur dans la classe ouvrière.

Depuis la tenue de cette instance syndicale, de nombreux syndicats, unions départementales ou fédérations, prenant appui sur tout ce dont ils disposaient, notamment des formulations du Comité national pour la victoire du vote non, les ont relayées en s’adressant directement aux salariés sur cette orientation.

LA CONTRE-OFFENSIVE DE L’APPAREIL POUR “REFORMER” LA CGT

En même temps, le sommet de l’appareil, bien que battu dans le vote du CCN, ne recule pas d’un pouce. Au soir même du CCN, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a publié une déclaration dans laquelle il indiquait :

“Je prends acte, tout en désapprouvant le processus et la démarche qui caractérisent ces décisions.”

Et plusieurs dirigeants confédéraux se

sont succédé pour mettre en cause ce qu'ils ont appelé des problèmes de "démocratie interne", préconisant une réforme des structures syndicales.

L'appareil confédéral a décidé d'avancer le prochain congrès confédéral de la CGT à début 2006, avec à l'ordre du jour une réforme des structures et du financement de l'organisation syndicale. Ce que l'appareil cherche à faire, c'est la remise en cause des prérogatives et de l'existence des unions départementales et des fédérations, donc de l'architecture même de la confédération issue du combat séculaire de la classe ouvrière pour s'organiser sur son propre plan, en syndicats, fédérations. Il a inventé pour cela un terme depuis plusieurs années : "la confédéralisation", où le syndiqué serait directement assujéti au sommet confédéral et où serait réduite la place de son organisation, de son syndicat, et où, donc, seraient en réalité niés les principes qui ont fondé les confédérations ouvrières (*lire dans ce même article la déclaration de Sommer, président du DGB, et dans ce numéro l'article d'Alan Benjamin*).

Il n'en demeure pas moins que tous les partisans du oui ont saisi la menace et s'inquiètent du profond rejet qui s'exprime dans la classe ouvrière. Et pour sauver la "Constitution" européenne, il leur faut absolument tenter de séparer les revendications de cette même "Constitution" pour espérer que les millions qui rejettent la politique gouvernementale s'abstiennent lors du référendum et n'aillent pas voter non.

Au premier rang de ce combat : une dirigeante de la confédération CGT, Maïté Lassale, qui a souligné dans son rapport introductif à la commission exécutive confédérale du 8 février, qui a fait suite au CCN :

"Nous devons veiller à ne pas aboutir à accoler revendications et rejet du traité."

Combat fortement relayé par les dirigeants du PS, qui, à l'image d'Elisabeth Guigou, ancien ministre des Affaires européennes de Jospin, martèlent à chaque occasion :

"Il faut découpler absolument les questions de politique intérieure et la question de l'Europe."

Alors même que le caractère implacable des faits démontre tous les jours, dans la vie quotidienne de millions d'hommes et de femmes, que chacune des revendications se

heurte directement à la politique de l'Union européenne. D'où découle, pour tous les militants qui sont véritablement engagés dans la bataille pour que le non l'emporte — en tout premier lieu, les adhérents du Parti des travailleurs —, que toute bataille cohérente pour la victoire du non vise à relier en permanence chacune des revendications concrètes au contenu précis de la politique de l'Union européenne, de ses directives, et donc de la "Constitution" européenne.

ET MAINTENANT ?

Tout est donc ouvert dans la situation politique française. Et c'est pourquoi le gouvernement, gagné par l'inquiétude, accélère tout son calendrier en faisant passer en urgence plusieurs contre-réformes, dont celle sur l'école, afin d'avancer au mois de mai le référendum pour tenter d'éviter que le non grandissant dans la classe ouvrière, combiné aux développements possibles de la lutte de classe, n'en vienne à devenir majoritaire.

Tout reste ouvert, car la recherche, sur le terrain de la lutte de classe, s'approfondit, comme en témoigne le mouvement spontané des lycéens qui a surgi contre la contre-réforme de destruction de l'enseignement, et en particulier du baccalauréat. 100 000 lycéens ont manifesté dans toute la France en exigeant le maintien du baccalauréat comme diplôme national et anonyme.

Ce mouvement d'une très grande profondeur est l'expression d'une recherche plus générale dans la classe ouvrière. Plusieurs éléments sont significatifs. Ainsi, le 2 février, les usines Airbus de Nantes et de Saint-Nazaire ont été en grève à 80 % contre la remise en cause d'un accord salarial. Les 19, 20 et 21 février, éclatait la grève spontanée du personnel au sol de la compagnie Air France contre la sanction prise contre un de leurs collègues.

LA SIGNIFICATION POLITIQUE DE LA GRÈVE ET DES MANIFESTATIONS DE LYCEENS

Conclusion logique de cette appréciation formulée dans la résolution générale du

congrès du Parti des travailleurs, au sein duquel combattent les militants de la IV^e Internationale :

“Pour le Parti des travailleurs, la campagne pour aider à la victoire du vote non se nourrit d’une certitude : la victoire du vote non ouvrirait la voie au démantèlement de toutes les institutions européennes, des traités de Maastricht et de Nice, à la remise en cause de toutes les directives européennes.

Le Parti des travailleurs mettra tout en œuvre pour la victoire du vote non. Il se prononce pour la mobilisation, pour utiliser l’arme démocratique du suffrage universel, pour sauver la démocratie menacée, face à ceux qui, ouvertement, font campagne pour le oui ou à un appel déguisé à l’abstention.”

Reprenant à son compte, à égalité avec tous les manifestants, le serment adopté le 22 janvier à Paris, le Parti des travailleurs lançait un appel à ses adhérents :

“Pas une ville, pas un village, pas un quartier sans que se réunissent et s’organisent les partisans de la victoire du vote non.”

Ajoutant :

“Pas une entreprise, pas un secteur professionnel sans comité !”

EN BELGIQUE, PEUT-ÊTRE ENCORE PLUS QU’EN FRANCE...

En Belgique, peut-être encore plus qu’en France, la résistance de la classe ouvrière s’est exprimée à tous les niveaux de son organisation de classe, la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB), jusqu’à sérieusement bousculer les plans savamment élaborés pour la réduire à l’impuissance.

Est-il exagéré de souligner, dans cette situation, le rôle joué y compris par un nombre limité de militants organisés pour mettre en œuvre la chaîne d’initiatives permettant d’offrir un point d’appui à tout le mouvement, qui cherche, par-dessus tout, à rétablir l’indépendance des organisations de classe ?

Est-il exagéré de rappeler le rôle qu’ont joué dans les événements qui suivent ces militants, qui, rappelons-le, affrétèrent dans la région de Liège un car pour monter à la

manifestation du 22 janvier à Paris, soutenir l’intervention de Jean-Maurice Dehousse, ex-vice-président du groupe socialiste au Parlement, en faveur du non, lors du meeting tenu en ouverture de la manifestation ?

Revenons à un événement majeur, qui s’est déroulé ces dernières semaines : les négociations entre le patronat et les syndicats sur l’accord interprofessionnel, qui duraient depuis des mois en Belgique, et leur conclusion.

De quoi s’agit-il ?

L’accord interprofessionnel fixe dans ce pays le cadre général de toutes les négociations dans les secteurs et les entreprises du privé pour 2005-2006. L’accord discuté par le patronat et les syndicats prévoit de doubler le cadre légal des heures supplémentaires, et de les faciliter, tout comme le travail en pauses et le travail de nuit, via un financement de l’Etat à hauteur de 252 millions d’euros, qui en diminuera le coût pour les patrons.

Une norme salariale (hausse maximum salariale autorisée) permettra quasiment un blocage des salaires. En plus, contrairement aux accords interprofessionnels passés, il ne prolonge pas le système général de prétraitements.

L’offensive de destruction du modèle social belge menée sous la houlette de l’Union européenne est donc en cours. Bien plus encore que le patronat, le gouvernement auquel participe le PS se réjouit de l’existence d’un préaccord interprofessionnel — qui avalise ses objectifs politiques —, car il connaît assez la force des syndicats en Belgique (2,5 millions de syndiqués dans un pays de 10 millions d’habitants, dont plus d’un million à la FGTB) pour mesurer le danger qu’il court en appliquant des mesures antisociales contre eux.

LA FGTB REFUSE FINALEMENT DE SIGNER L’ACCORD INTERPROFESSIONNEL

Et pourtant : le 21 décembre 2004, dans une manifestation convoquée de manière désordonnée (sans mot d’ordre clair de grève générale), en pleines négociations sur l’accord interprofessionnel, plus de 50 000

travailleurs défilaient à Bruxelles, alors que les dirigeants de leurs syndicats estimaient par avance que 30 000 participants, cela aurait été un grand succès. Ils manifestaient pour le maintien des préretraites, pour leurs salaires, leur Sécurité sociale, la préservation du modèle social dont dépend leur vie et celle de leurs enfants.

Ils exprimaient la profondeur de la résistance de la classe ouvrière belge. Et cette résistance, n'en déplaise à ces messieurs, va rejaillir dans la FGTB quand, durant le mois de janvier 2005, régionales et centrales devaient se prononcer sur le projet d'accord interprofessionnel que les dirigeants s'apprêtaient à signer.

Et là, coup de théâtre : le 7 février, le comité fédéral de la FGTB rejette cet accord. La CSC (le syndicat chrétien) l'accepte. Le gouvernement va immédiatement déclarer que puisqu'une majorité de "partenaires sociaux" (patronat inclus) a approuvé l'accord, il va l'appliquer. Les deux Partis socialistes étant dans le gouvernement, il l'appliquent donc, contre la FGTB, qui leur est historiquement liée.

LA CRISE REMONTE JUSQU'AUX SOMMETS DU PS BELGE

Il s'agit de quelque chose de plus que les rapports entre le PS et la FGTB. Il s'agit maintenant ouvertement du combat engagé par le "nouveau PS" pour détruire le "vieux PS". Un "vieux PS" dont les dirigeants n'ont certes pas été avarés en trahisons à l'égard des travailleurs, mais un "vieux PS" au travers duquel ont été cristallisées sur le plan politique les immenses conquêtes sociales d'après-guerre, un "vieux PS" qui était en quelque sorte le garant de leur préservation, ce qui justifiait ses liens privilégiés avec la FGTB. Tout cela n'a pas disparu.

Il est significatif qu'immédiatement après le refus de la FGTB de signer l'accord interprofessionnel, ce sont les dirigeants du PS francophone qui aient agité la menace d'une régionalisation de la concertation sociale — dont découlerait la régionalisation de la Sécurité sociale — pour mieux justifier la décision d'appliquer cet accord.

Mais la FGTB, parlant, conformément à

son rôle, au nom du prolétariat belge dans son ensemble, ne s'est pas privée de leur faire remarquer que c'est de Flandre comme de Wallonie qu'est surgie l'opposition à cette politique. Et c'est en tant que centrale fédérale regroupant des employés de tout le pays que le SETCa-FGTB (syndicat des employés de la FGTB) a dit unanimement non à cet accord.

C'est du congrès fédéral de la centrale générale de la FGTB (celle des travailleurs de la chimie, du bâtiment, etc.), la plus attachée à l'unité des travailleurs flamands et wallons, dont les principaux dirigeants sont membres du PS ou du SP.A, qu'est sortie une résolution, qui a condamné en termes diplomatiques, certes, mais condamné, la décision toute personnelle du président de la FGTB de dire oui à la "Constitution" européenne dans une instance de la CES.

UN APPEL DE CADRES DE LA FGTB POUR LE NON MET EN CAUSE LE RÔLE DE LA CES

Et c'est en s'appuyant sur cette résistance qu'une trentaine de délégués syndicaux, en liaison avec l'action du comité belge pour le non à la "Constitution" européenne, ont lancé un appel à propos de la manifestation du 19 mars organisée à Bruxelles par la CES. Un appel qui, reprenant notamment les termes de la CGSP (centrale des services publics de la FGTB), affirme que l'on ne peut défendre l'Europe sociale (c'est-à-dire les conquêtes sociales) qu'en se prononçant contre la "Constitution" européenne. Un appel dont l'impact a dépassé largement la simple surface de ses initiateurs.

Lors du comité régional de la FGTB de Liège (une des plus importantes du pays en nombre d'affiliés), qui s'est tenu le 17 février avec comme seul point à son ordre du jour la "Constitution" européenne, tous les délégués qui intervenaient exprimaient une volonté de résister.

Le comité régional de la FGTB de Liège s'est terminé par une prise de position : la FGTB de Liège refuse d'avaliser le projet de traité constitutionnel.

Fait significatif, au cours de la préparation à cette réunion, le SETCa de Liège avait réuni son comité exécutif, et, après un

rapport d'un secrétaire national, la question a été posée : *"Qui est pour la Constitution européenne ?"* Personne. Unanimité contre.

C'est dans cette situation, où cette pression de la classe ouvrière s'exerce dans la FGTB et jusqu'au sein du Parti socialiste, que, par exemple, l'ex-vice-président du groupe socialiste au Parlement européen, Jean-Maurice Dehousse, ne ménage pas sa peine pour mener campagne — comme il l'a fait dans sa tournée européenne à Paris, à Strasbourg, en Allemagne, à Berlin, Halle, Erfurt — pour le non à cette "Constitution" et maintenir ainsi vivante l'expression d'un relais dans le PS à la résistance qui s'exprime dans la FGTB.

La bataille va faire rage. Elle exige que le oui à la "Constitution" formulé par le président de la FGTB dans les instances de la CES soit retiré, comme le demandent déjà un certain nombre de militants et de responsables dans la FGTB.

Ce sont là les bases pour tout reconquérir, jusqu'au dernier des droits perdus. Et c'est ce combat que les militants regroupés autour du journal *La Tribune des travailleurs*, journal du Mouvement de défense des travailleurs (MDT), mènent avec vigueur en commun avec ces cadres et militants sociaux-démocrates qui refusent à la fois la destruction du "vieux PS" et de leur centrale syndicale indépendante, la FGTB.

MÊME EN ALLEMAGNE, OÙ LE PAYS SEMBLE SAISI...

Même en Allemagne, où le pays, littéralement mis en pièces par la politique de Schröder, semble saisi, et où le Bundestag ratifiera sans problème la "Constitution" européenne, la pire des choses serait d'en rester à cette apparence trompeuse.

Une colère immense se propage, en même temps qu'une incrédulité tout aussi grande : *"Comment est-il possible que ce soit un gouvernement dirigé par le SPD qui puisse faire cela ?"*

DES VOIX S'ÈLÈVENT, DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES...

Des voix s'élèvent, ici et là, au sein

même du SPD, pour exiger que soit chassé le chancelier Schröder. Et cela a lieu beaucoup plus souvent qu'il n'en est fait mention. Parmi elles, la voix d'Eva Gürster, qui a répété à Paris, le 22 janvier, devant les 15 000 manifestants, ce qu'elle ne cesse de proclamer, comme militante du SPD, en Allemagne :

"Pour sauver le pays, pour sauver le SPD, il y a urgence à chasser Schröder maintenant."

Il y a celle aussi de Gotthard Krupp, délégué au congrès du SPD de Berlin, qui, dans une déclaration publique, fin janvier, disait :

« Chères et chers camarades sociaux-démocrates et syndiqués,

Au congrès de décembre du SPD de Berlin, je suis intervenu et j'ai demandé dans ma contribution que Schröder s'en aille pour protéger le pays de la ruine et sauver le SPD. Ce fut certainement un choc pour certains camarades, mais j'ai rencontré l'approbation d'autres camarades.

C'est sous le titre "En bonne voie Allemagne 2010" que vient d'être définie l'orientation programmatique du SPD et du gouvernement, telle qu'elle vient maintenant d'être énoncée lors de la réunion de travail du bureau national du SPD, le 10 janvier 2005, à Weimar, par Gerhard Schröder et Franz Müntefering.

"En bonne voie, l'Allemagne", alors qu'avec la "réforme" du marché du travail, de nombreux travailleurs et leurs familles sont acculés à la pauvreté ou bien contraints de quitter leurs logements ?

"En bonne voie, l'Allemagne", alors que l'Agenda 2010 de Schröder transforme ce pays jusqu'à le rendre méconnaissable : c'est un pays où le chômage a atteint son plus haut niveau depuis la réunification ?

De quoi a-t-elle l'air, l'Allemagne, depuis le 1^{er} janvier 2005, pour les chômeurs qui ne perçoivent plus aucune prestation ? »

... POUR EXIGER QUE SOIT CHASSE SCHRODER

"Au congrès, je suis intervenu pour la convocation immédiate d'un congrès national extraordinaire du SPD, qui rompe réellement avec Schröder. Pour que le

parti cesse de faire fausse route, il faut que Schröder parte. Je sais combien cela est rendu difficile à beaucoup de membres et d'ex-membres du SPD d'entreprendre le combat pour un congrès extraordinaire du parti et de renverser la vapeur dans et avec le SPD.

Mais j'ai confiance que les millions de collègues syndiqués et de sociaux-démocrates, que la classe ouvrière allemande n'a pas encore dit son dernier mot, qu'elle est capable de susciter un retournement. J'y contribuerai de toutes mes forces."

Courageuses proclamations de foi d'isolés ou bien expressions d'un mouvement beaucoup plus vaste, ayant réussi à percer le mur de silence organisé par la puissante machine bureaucratique de l'appareil du SPD ?

Pour répondre à cette question, il faut aller observer attentivement ce qui se passe sur un autre front, qui, lui, est directement relié à celui de la résistance des travailleurs dans les entreprises et les administrations, et leur réfraction perceptible jusque dans les sommets des organisations syndicales elles-mêmes.

LES FAITS SONT TÊTUS

Jusqu'à aujourd'hui, à l'exception des protestations de principe épisodiques, les Sommer, président du DGB, Bsirske, président de Ver.di, ou Peters, président de l'IG-Metall, (depuis l'échec de la grève de juin 2002 à l'est), ont tout avalé, tout accompagné.

Est-ce à dire que les puissantes organisations du mouvement syndical allemand ont été détruites ? Certes, le DGB a payé cher cette politique, il a perdu 350 000 adhérents en un an, c'est énorme. Et pourtant, peut-on en conclure que la classe ouvrière allemande a été réduite à une somme d'individus isolés, totalement désarmés ?

Les faits sont têtus. Le 9 février, se réunissait la commission fédérale tarifaire de la fonction publique — les fonctionnaires ont, en Allemagne, une convention collective. L'État et les communes négociaient en tant qu'employeurs avec les représentants du syndicat Ver.di. A l'ordre du jour, une destruction de toutes les garanties collectives attachées traditionnellement à cette convention : perte de nombreux avantages acquis, et surtout introduction du

salaire au mérite pour 2,5 millions de fonctionnaires. La direction avait décidé de signer, et là, fait sans précédent, 32 représentants de Ver.di sur 112 refusaient de céder et votaient contre leur direction.

32 DIRIGEANTS DE VER.DI DESAVOUENT LEUR DIRECTION

Ce seul fait était aussitôt saisi dans plusieurs Länder par des militants et responsables syndicaux, qui engageaient une campagne de pétitions pour exiger le retrait immédiat de la signature de Ver.di.

Un détail ? Peut-être, mais qui n'a pas échappé à Schröder et à son équipe. La belle assurance qu'il affiche dans le SPD et à l'égard des syndicats n'est que façade. Il sait que l'alerte avait été vive, en octobre 2004, lorsque les travailleurs d'Opel débrayaient dans un mouvement spontané, par en bas, avec leurs délégués syndicaux, pour tenter de forcer une décision d'appel à la grève de l'IG-Metall restée scandaleusement silencieuse.

Schröder connaît les échéances qui sont devant lui. L'incident de Ver.di est une alerte. Tant que les organisations construites par les travailleurs pour la défense de leurs propres intérêts subsistent, le basculement de la situation du côté des travailleurs reste, pour lui, une menace.

LA CONTRE-ATTAQUE DE SCHRODER

Les événements qui couvent, en France comme dans toute l'Europe, ne peuvent que peser dans ce sens. Tous craignent un choc. Ils savent ce qui mûrit. Ils veulent le prendre de vitesse. Raison de plus pour ne pas lâcher, ne pas laisser un pouce de terrain sans combattre. Le SPD, le DGB ont perdu beaucoup de forces, mais le choc est encore à venir. La seule question, ce sont les points d'appui à construire pour aider, chaque jour, la classe ouvrière à rassembler ses forces pour faire sauter la chape de plomb imposée par Schröder.

Pour lui, il faut, à tout prix, tenter, comme Thibault le fait en France, d'accélérer le processus de destruction des organisations. C'est la seule raison qui peut

expliquer l'interview donnée par Sommer, président du DGB, au *Spiegel* (14 février). Il y dévoile ce qu'il n'avait jamais dit :

« J'admets que les fondements de l'Etat social ont été fortement modifiés par l'évolution démographique, le chômage massif et persistant, la globalisation. C'est pourquoi il faut avoir une discussion intensive sur les tâches que l'Etat social peut encore assumer à l'avenir et sur les restructuration qu'il faut opérer (...). Prenez Hartz IV : cette réforme a changé de fond en comble le caractère de l'assurance chômage. Je prends acte de ce qu'on s'est engagé dans cette voie de façon irréversible. Il nous faut nous demander maintenant quelles conséquences nous tirons de cette évolution. »

LA RIPOSTE DES MILITANTS

Une déclaration qui a immédiatement provoqué la réaction de militants intermédiaires du DGB, qui se sont adressés à Sommer, dans une lettre ouverte, pour lui dire : de quel mandat disposais-tu pour faire cette déclaration ? De quel droit pouvais-tu en notre nom déclarer "irréversible" la voie dans laquelle l'Union européenne entraîne la classe ouvrière de tous les pays d'Europe ?

Des militants du DGB qui enverront une délégation à la conférence mondiale de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui se tiendra à Madrid les 18 et 19 mars prochains, pour confronter avec des militants de toutes tendances d'Europe et du monde les moyens à mettre en œuvre pour assurer la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier et de ses organisations.

EN ESPAGNE, TOUT AVAIT ÉTÉ PROGRAMME, ET VOILÀ QUE...

Tout avait été programmé pour un triomphe. Le oui franc et massif de l'Espagne à la "Constitution" européenne devait constituer le véritable volant d'entraînement permettant d'assurer le succès de la série de référendums d'adoption prévus dans les prochains mois. On n'avait pas lésiné sur les moyens : Chirac, Schröder, Hollande avaient fait le déplacement. Il fallait balayer les incertitudes qui s'étaient renforcées ces

dernières semaines.

Patatras... En dépit de l'appel à voter oui du Premier ministre socialiste, Zapatero, et de l'ex-Premier ministre franquiste, Aznar, des directions de l'UGT et des Commissions ouvrières, l'écrasante majorité du peuple espagnol a rejeté la "Constitution". Même les moins regardants des commentateurs n'ont pas essayé de gommer le désaveu qu'a constitué pour Zapatero ce résultat.

Le résultat du référendum espagnol : un coup de tonnerre dans un ciel serein ? Souvenons-nous, ce n'est pas si loin, du 13 juin 2004 et du résultat des élections au "Parlement" européen.

Cela fait treize ans, pour les quinze pays du noyau initial de l'Union européenne, que l'application stricte des directives de Bruxelles dérèglement, privatise, "restructure", "réforme" les systèmes de protection sociale, bouleverse toute l'organisation sociale au nom des intérêts supérieurs du marché, de la spéculation, et au mépris de la volonté des peuples et de la souveraineté des nations.

Les processus en cours au sein de la classe ouvrière dans tous les pays d'Europe n'ont fait depuis que s'approfondir, posant au centre de tous les problèmes politiques le rétablissement plein et entier de l'indépendance des organisations ouvrières à l'égard de Bruxelles et de ses institutions, le respect du mandat des travailleurs et de la souveraineté des peuples.

Tout indique qu'en France, en Belgique, en Allemagne, en Espagne, elle cherche passionnément les voies pour organiser la résistance, pour garantir sa survie et préparer ainsi les conditions d'un renversement de toute la situation.

Est-il possible de trouver une expression plus claire dans ces quatre exemples de la situation pris en Europe ? Une situation politique ouverte où rien n'est donné à l'avance.

Une situation qui pose la question de l'action décidée des militants, aux premiers rangs desquels la IV^e Internationale, pour, à l'échelle de toute l'Europe, coordonner les initiatives, s'aider réciproquement pour faire capoter l'adoption de la "Constitution" européenne, en commençant par tout faire pour la victoire du non en France.

La question de la terre, la réforme agraire et le Secrétariat unifié (SU)

Par Emmanuel Kazan

D'après l'organisation internationale Food Agricultural Organisation (FAO), près de 45 % de la force de travail mondiale sont composés de travailleurs agricoles. Sur 2,6 milliards de paysans dans le monde, 1,2 milliard n'ont que leurs bras et des instruments de fortune pour cultiver.

Dans de telles conditions, il ne peut s'agir que d'une agriculture vivrière d'autoconsommation, où l'objectif, dans le meilleur des cas, est la survie. Objectif qui n'est même pas atteint dans de nombreux cas, puisque 13,5 % de la population mondiale (un milliard d'êtres humains !) sont considérés comme "sous-alimentés" par la FAO.

Le problème de la terre et de sa possession est donc une question essentielle. Elle pose le problème politique de la réforme agraire, qui permettrait aux paysans de vivre de leur travail.

Cette question, comme on va le voir dans cet article, se pose sous des formes différentes, mais avec un contenu commun sur tous les continents. A quoi se heurte cette revendication ?

Elle se heurte au système décomposé de la propriété privée des moyens de production et aux politiques qui en assurent la survie : à la politique du FMI, de la Banque mondiale, de la dette qui organise le pillage. Elle est donc reliée à la question centrale de la souveraineté des nations face à l'impérialisme.

Le programme de fondation de la IV^e Internationale, écrit par Trotsky en 1938, soulignait l'importance de ce problème :

“Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la RÉVOLUTION AGRAIRE, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'INDÉPENDANCE NATIONALE, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre.”

Aujourd'hui, sans doute davantage qu'hier, la question agraire, le droit à la terre, est un problème central dans presque tous les anciens pays coloniaux, en Amérique du Sud, en Afrique comme en Asie. Et aujourd'hui comme hier, ce problème est étroitement lié à celui de la lutte pour l'indépendance nationale, pour la

rupture avec l'impérialisme.

COMMENT SE POSE LA QUESTION DE LA TERRE AU BRÉSIL AUJOURD'HUI ?

L'Amérique latine est certainement la partie du monde où la réforme agraire a tenu, tout au long du XX^e siècle, la plus grande place dans la vie des peuples. Les réformes agraires du passé, et leurs réalisations pratiques, vivent "dans la conscience des masses".

Nous avons déjà, dans plusieurs articles de cette revue, montré que la victoire de Lula à l'élection présidentielle de 2002 était due pour une part au fait que le mouvement des paysans sans terre dans ce pays, qui lutte contre l'oppression dont il est victime de la part des grands propriétaires terriens, a placé ses espoirs dans l'élection d'un gouvernement du PT mandaté par lui pour qu'il réalise la réforme agraire tout de suite, en ne craignant pas de s'engager dans la voie de la rupture avec le FMI.

Dans ce contexte, quelle signification revêtait la désignation comme ministre de la Réforme agraire d'un membre du SU (1), Miguel Rossetto ?

Pour répondre à cette question, il faut bien tirer un bilan.

En trois ans de gouvernement Lula-Rossetto, la situation des paysans brésiliens n'a cessé de se dégrader.

200 000 paysans sans terre campent toujours avec leurs familles au bord des routes. Les paysans qui n'ont pas accès à la terre représentent avec leurs familles deux millions de ruraux.

Chaque jour, la réalité se charge de rappeler les conséquences tragiques de cette politique d'alignement sur l'impérialisme :

« Samedi après-midi, cinq sans-terre ont été assassinés et 13 autres ont été blessés au cours de l'attaque menée contre le campement "Terra Promida", à Nova Alégria, dans l'Etat de Minas Gerais. Selon la police militaire, environ quinze hommes armés, certains cagoulés, ont envahi avec une extrême violence le terrain occupé, mitraillant et incendiant les baraquements installés » (Fohla de São Paulo, 25 novembre).

Quelques semaines plus tard, trois autres paysans sans terre sont assassinés :

"Josuel Fernandes da Silva (29 ans) a été abattu de deux balles, dans la commune de São José da Coroa Grande, sur le littoral sud de l'Etat de Pernambuco. Les deux autres travailleurs ruraux, Francisco Manoel de Lima (28 ans) et Edilson Rufino da Rocha (36 ans), ont été assassinés le jeudi 16 décembre au matin dans la ville de Passira" (agence Carta Maior, 18 décembre 2004).

Le samedi 12 février 2005, à Anapu, dans l'Etat de Para, en Amazonie, une militante de la Commission pastorale de la terre, Dorothy Strang, a été tuée dans une embuscade alors qu'elle était en compagnie de trois travailleurs agricoles. Le principal suspect est un grand propriétaire foncier...

Ce type d'assassinats est en constante augmentation depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Lula-Rossetto. Comment le comprendre ?

Un gouvernement est élu, chargé des aspirations et de la confiance des sans-terre, et il y a plus d'assassinats de paysans que sous le gouvernement de droite précédent. C'est un fait que tout observateur constate : sous le gouvernement Lula-Rossetto, les grands propriétaires hésitent moins que jamais à engager des tueurs pour terroriser et abattre les paysans sans terre et leurs familles.

Comment réagit le ministre Rossetto ? Au lendemain des assassinats commis à Nova Alegria, il déclarait :

"Il ne s'agit pas d'un problème de propriété foncière, mais de sécurité publique" (Fohla de São Paulo, 25 novembre 2004).

Déclaration stupéfiante ! Des paysans occupent des terres que leurs propriétaires laissent à l'abandon, ils les occupent pour nourrir leurs familles. Depuis trois ans, Rossetto refuse de leur donner ces terres. Les latifundiaires y voient un signe d'encouragement et n'hésitent plus à liquider les paysans ; et Rossetto ose dire qu'il

(1) Courant révisionniste, puis liquidateur de la IV^e Internationale, dirigé par Michel Pablo en 1950-1953, dont les principaux représentants aujourd'hui sont Krivine et Besancenot en France et le ministre Miguel Rossetto au Brésil. Sur la crise de 1950-1953, on se reportera aux articles des n^{os} 41 et 42 de *La Vérité*.

s'agit d'une banale affaire de "sécurité publique"... Ces paysans seraient donc morts par hasard, parce que des individus se promenaient avec des pistolets-mitrailleurs, et que, par manque de chance, ils se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment ? Honte à Rossetto de permettre une telle politique et de se "couvrir" par de tels propos !

Précisons ici que, lorsque nous parlons de Rossetto, nous ne parlons pas d'un individu isolé. Rossetto est membre du SU et de la direction de sa section brésilienne. Nulle part, en trois ans de gouvernement Lula, on ne trouve la moindre déclaration du SU remettant en cause la politique de Rossetto, et encore moins sa participation au gouvernement Lula, au contraire !

Pourquoi le SU ne lève-t-il pas le petit doigt pour empêcher cela ?

Une seule réponse possible : parce que la politique de Rossetto et du courant Démocratie socialiste (DS) n'est en rien contradictoire avec la politique du SU.

Comme le dit Jaime Amorin, dirigeant du Mouvement des paysans sans terre (MST) :

"Jusqu'à maintenant, personne n'a été même mis en prison pour ces assassinats. Cela fait des années que nous dénonçons la présence de ces bandes de tueurs armés dans la région, et personne ne fait rien."

"Personne ne fait rien"... Ni dans les bureaux du ministère de la Réforme agraire, ni au siège du Secrétariat unifié...

UNE LETTRE OUVERTE A ROSSETTO

Ont-ils tort, ces militants ouvriers et paysans du monde entier, qui, à l'initiative de Baldemar Velasquez (dirigeant du Farm Labor Organizing Committee des Etats-Unis), ont adressé à Lula et Rossetto une "lettre ouverte" dans laquelle on peut lire :

*"Monsieur le Ministre Rossetto,
Monsieur le Président Lula,*

*Deux cent mille paysans sans terre
vivent actuellement dans des campe-*

ments, organisant la mobilisation pour occuper la terre nécessaire pour subvenir aux besoins de leurs familles, qui meurent quasiment de faim. Plus d'un million d'autres paysans sans terre attendent. Ils demandent justice, ils demandent la terre dans un pays où les gros propriétaires terriens détiennent et contrôlent l'immense majorité des terres productives de la nation.

Nous, soussignés, ajoutons notre voix à celles innombrables des syndicalistes, des militants, des élus, qui, au Brésil, s'adressent à vous pour :

1) Arrêter et envoyer devant les tribunaux tous les propriétaires terriens et leurs hommes de main responsables de la mort de centaines de paysans sans terre ;

2) Mettre en œuvre un réel plan de réforme agraire suivant les recommandations de votre commission Plinio Sampaio, afin qu'un million de paysans sans terre, à commencer par les 200 000 qui occupent des terres dans les campements du MST, puissent recevoir les titres de propriété de leurs terres en levant la condition des deux ans.

Nous vous demandons instamment de faire ce qu'il faut avant que d'autres vies de paysans sans terre ne soient arrachées par les propriétaires insatiables !"

Ont-ils tort, ces responsables de la Commission pastorale de la terre de la prélatrice du Xingu (Brésil), qui déclarent :

"Au nom de notre équipe de la Commission pastorale de la terre de la prélatrice du Xingu (CTP-Xingu), nous appuyons la lettre au président Lula (il s'agit de la lettre que nous venons de citer — NDLR), surtout après le lâche et brutal assassinat de notre camarade de la CTP et de la prélatrice du Xingu, Dorothy Strang, le 12 février, sur ordre des grands propriétaires terriens (usurpateurs de terre, trafiquants de bois et leurs hommes de main). Nous ne croyons pas que seront punis les responsables, parce que les hommes politiques de notre Etat sont élus grâce à l'appui financier de ce gang et de la police (civile et militaire), qui a toujours défendu cette bande et jamais le citoyen commun.

C'est la source de notre révolte et de notre indignation, parce nous sommes certains que le pouvoir public ne fera jamais rien de concret pour en finir une fois pour toute avec l'impunité et la violence.

Salutations."

LA RÉFORME AGRAIRE... UN THÈME DE COLLOQUE !

Tandis qu'il interdit la réforme agraire au Brésil, le ministre Rossetto participe au Forum mondial de la réforme agraire (FMRA).

Le 8 décembre dernier, M. Rossetto était en effet à Valence, en Espagne, et coprésidait, avec Enrique Barón (ex-président du Parlement européen et président du groupe du Parti socialiste européen dans ce même Parlement), le FMRA.

Voici ce qu'on peut lire dans le texte de convocation de ce FMRA :

“Seront étudiées quelques-unes des réformes agraires mises en œuvre au XX^e siècle à partir de cas recueillis sur divers continents : au Mexique, en URSS, en Chine, à Cuba, en Algérie (...), analysant le succès ou l'échec de ces réformes agraires.”

Plus loin, on lit aussi :

“Une réforme agraire qui distribuerait seulement la terre, même si cette distribution se faisait à grande échelle, n'augmenterait pas en elle-même le pouvoir des paysans.”

On ne sait ce qui l'emporte ici du cynisme ou de l'hypocrisie. Rossetto et Barón savent pertinemment que le FMI, dont ils appliquent la politique, protège la fortune des latifundiaires, tandis que crève de faim des millions de paysans. Et ils osent disserter sur le “pouvoir paysan” ! Et ils osent ironiser sur “une réforme agraire qui distribuerait seulement la terre aux paysans” !

Mais que Rossetto la décrète, cette réforme agraire, et on verra si cela ne change rien pour les paysans sans terre !

Car il est bien là, le problème. Les paysans du Brésil ont élu un gouvernement Lula-Rossetto pour satisfaire leur aspiration : un morceau de terre pour y vivre dignement avec leur famille. Ils ne réclament pas “le pouvoir”, mais “la terre” pour survivre !

Et pendant que des dizaines de paysans sans terre se font assassiner, que des millions attendent la terre, Rossetto disserte sur le “pouvoir paysan” au FMRA... Mais que pense Rossetto des réformes agraires

“analysées” au FMRA ? “Succès” ou “échec” ?

RETOUR SUR LA QUESTION AGRAIRE EN URSS

Nous attirons l'attention du lecteur sur le fait que le ministre Rossetto entre, en compagnie de l'ex-président du Parlement européen, dans une “discussion” sur le prétendu “échec” de la réforme agraire en URSS.

S'agissant de l'URSS (et auparavant de la Russie), la question agraire est un élément central de l'identité de la IV^e Internationale, héritière du Parti bolchevique et plus largement de tout le combat pour l'émancipation de la paysannerie sous l'ancien empire tsariste.

Nous, la IV^e Internationale, nous persistons à considérer le décret sur la terre signé par Lénine, dès octobre 1917, en vertu duquel toutes les terres sont données aux paysans, comme l'un des actes révolutionnaires les plus audacieux et légitimes de tout le XX^e siècle. Ce décret reste aujourd'hui encore l'héritage vivant et la perspective nécessaire de tout combat révolutionnaire.

Rossetto et ses amis se demandent gravement si c'est un “échec” ou un “succès”. Mettre en “débat” le prétendu échec d'octobre 1917... pour justifier reniements et trahisons de 2002-2005 ?

La question agraire occupe, dans l'histoire du mouvement ouvrier russe, une importance décisive dès avant la révolution de 1905. Elle a donné lieu à des discussions intenses au sein et entre les différents courants de la social-démocratie russe.

Quelles que soient les divergences, avant 1917, toute la social-démocratie russe est d'accord sur le fait qu'il faut réaliser la réforme démocratique qui consiste à donner la terre à ceux qui la travaillent. Disons-le : avant 1917, il n'y a pas de place pour un Rossetto dans le mouvement ouvrier russe !

Sur quoi porte alors le débat ?

Les socialistes-révolutionnaires (S-R), comme les mencheviks, sont alors parti-

sans d'une réforme agraire détruisant le régime féodal et répartissant les terres entre les paysans. Les bolcheviks sont quant à eux favorables à la collectivisation socialiste des terres.

Divergences sur la forme de la réforme agraire, mais aussi sur les moyens d'y parvenir :

« Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch, Martov, suivis par tous les mencheviks russes, partaient de ce point de vue que le rôle dirigeant dans une révolution bourgeoise ne pouvait appartenir qu'à la bourgeoisie libérale, en qualité de prétendant naturel au pouvoir. D'après ce schéma, incombait au parti du prolétariat le rôle d'aile gauche du front démocratique : la social-démocratie devait soutenir la bourgeoisie libérale dans la lutte contre la réaction, mais en même temps elle devait défendre les intérêts du prolétariat contre la bourgeoisie libérale. En d'autres termes, les mencheviks considéraient surtout la révolution bourgeoise comme une réforme libérale et constitutionnelle.

Lénine posait le problème tout autrement. La libération des forces productives de la société bourgeoise du joug du servage signifiait avant tout pour lui la solution radicale du problème agraire dans le sens d'une liquidation définitive de la classe des grands propriétaires fonciers et d'une transformation révolutionnaire dans le domaine de la propriété de la terre. Tout cela était indissolublement lié à l'abolition de la monarchie. Avec une audace véritablement révolutionnaire, Lénine avait posé le problème agraire, qui touchait aux intérêts vitaux de l'énorme majorité de la population et qui était en même temps le problème fondamental du marché capitaliste. Puisque la bourgeoisie libérale, qui s'opposait aux ouvriers, était liée à la grande propriété foncière par de très nombreux liens, la libération vraiment démocratique de la paysannerie ne pouvait s'accomplir que par la coopération révolutionnaire des ouvriers et des paysans. En cas de victoire, cette révolte commune contre l'ancien régime devait, selon Lénine, amener l'instauration de la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" » (Trotsky, *La Révolution permanente*).

Ainsi, avant même les événements décisifs de 1905, Lénine avance l'idée selon laquelle l'alliance du prolétariat et de la paysannerie balaiera le régime féodal et la monarchie tsariste. Contrairement

au "marxisme mécaniste" des diverses variétés de mencheviks, il repousse l'idée selon laquelle le parti social-démocrate doit soutenir le "front démocratique" incarné par la bourgeoisie libérale, car, explique-t-il, celle-ci "s'oppose aux ouvriers" et "est liée à la grande propriété foncière (c'est-à-dire au régime féodal) par de nombreux liens". Cette politique s'incarne dans le mot d'ordre de "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie".

A la même époque, Trotsky exprime un désaccord avec la formulation de ce mot d'ordre :

« J'étais alors parfaitement convaincu que la révolution agraire, et, par conséquent, la révolution démocratique ne pouvaient s'accomplir qu'au cours de la lutte contre la bourgeoisie libérale, par les efforts conjugués des ouvriers et des paysans. Mais je m'opposais à la formule "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie", car elle avait, selon moi, le défaut de laisser en suspens la question : à laquelle de ces deux classes appartiendra la dictature réelle ? » (Trotsky, *La Révolution permanente*).

En réalité, en 1905, Lénine avance ce mot d'ordre comme une hypothèse stratégique :

"La formule de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans avait surtout, et à dessein, un caractère algébrique. Lénine ne résolvait pas par avance le problème des rapports politiques entre les deux participants de la dictature démocratique éventuelle : le prolétariat et la paysannerie. Il n'excluait pas la possibilité pour les paysans d'être représentés dans la révolution par un parti spécial, qui serait indépendant non seulement de la bourgeoisie, mais aussi du prolétariat, et capable de faire la révolution en s'unissant au parti du prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie libérale. Lénine admettait même que le parti révolutionnaire paysan puisse avoir la majorité dans le gouvernement de la dictature démocratique" (Trotsky, *La Révolution permanente*).

De son côté, Trotsky pense

"qu'en dépit de leur énorme importance sociale et révolutionnaire, les paysans ne sont capables ni de former un parti véritablement indépendant, ni, encore moins, de concentrer le pouvoir révolutionnaire entre les mains d'un tel parti (...). J'en arrivais à la conclusion que notre révolu-

tion bourgeoise ne pouvait accomplir réellement ses tâches que dans le cas où le prolétariat, appuyé par les millions de paysans, aurait concentré entre ses mains la dictature révolutionnaire (...). Je parlais du caractère démocratique bourgeois de la révolution russe et j'en arrivais à la conclusion que l'acuité même de la crise agraire pouvait porter au pouvoir le prolétariat de la Russie arriérée.

Oui, c'était précisément cette idée-là que je défendais à la veille de la révolution de 1905. C'était cette idée-là qui était contenue dans le terme de révolution permanente, c'est-à-dire ininterrompue, cette idée d'une révolution qui passe immédiatement de la phase bourgeoise à la phase socialiste. Pour exprimer cette même idée, Lénine adopta plus tard l'excellente expression de transcendance de la révolution bourgeoise en révolution socialiste."

Le caractère algébrique du mot d'ordre de "dictature démocratique des ouvriers et des paysans" permet donc à Lénine de laisser ouvertes deux possibilités : soit cette dictature se fait derrière le parti du prolétariat, soit un parti révolutionnaire paysan prend la tête des dizaines de millions de moujiks et obtient la majorité dans le gouvernement de dictature démocratique.

Trotsky est en désaccord avec ce mot d'ordre, car il ne croit pas en la possibilité pour la paysannerie, notamment en raison de son caractère socialement hétérogène, de jouer un rôle indépendant de la bourgeoisie ou du prolétariat.

Cette discussion a une grande importance, car elle va amener Trotsky à préciser "cette idée d'une révolution qui passe immédiatement de la phase bourgeoise à la phase socialiste" : la théorie de la révolution permanente.

D'ailleurs, écrit Trotsky, si "ma façon de poser la question différait de celle de Lénine (...), aux moments décisifs, elle coïncida avec la sienne".

C'est un fait : le désaccord entre les deux hommes va se régler pratiquement à l'épreuve de la révolution de 1917.

Plus généralement, le débat théorique entre différentes fractions de la social-démocratie sera en effet tranché sur le terrain de la lutte des classes d'une façon inattendue. Alors que les ouvriers et pay-

sans demandent "La paix ! Le pain ! La terre !", les S-R et les mencheviks, à qui les masses accordent alors massivement leur confiance, refusent d'appliquer ce programme, parce qu'ils refusent de rompre avec l'impérialisme.

Au printemps et à l'été 1917, lorsque l'armée russe subit une véritable épidémie de désertions, des centaines de milliers de soldats d'origine paysanne rentrent chez eux et s'attaquent au partage des terres seigneuriales.

Au moment décisif d'octobre 1917, les soviets de Moscou et de Petrograd donnent la majorité aux bolcheviks pour qu'ils réalisent le mandat confié aux S-R et aux mencheviks, mandat que ces derniers ont refusé d'appliquer. Ce mandat se concentre dans le mot d'ordre : "La paix ! Le pain ! La terre !"

Aussi, dès que les bolcheviks prennent le pouvoir en octobre 1917, le gouvernement des soviets décrète la réforme agraire. Il ne procède pas à la collectivisation socialiste des terres, mais accède simplement à la revendication démocratique-bourgeoise de partage des terres. Pourquoi cet "ajournement du socialisme" ?

Lénine répond :

"En 1917, nous avons pris le pouvoir avec toute la paysannerie, ce fut une révolution bourgeoise dans la mesure où la lutte des classes ne s'était pas développée encore au village."

D'ailleurs, rapporte Trotsky,

"nous étions tous deux à la même table quand Lénine écrivit au crayon son projet de loi agraire. Et l'échange d'opinions, la discussion se réduisirent alors à une dizaine de courtes répliques, dont le sens était le suivant : c'est un pas contradictoire, mais historiquement tout à fait inévitable. Sous le régime de la dictature prolétarienne et avec l'extension de la révolution internationale, ces contradictions seront aplanies ; ce n'est qu'une question de temps."

Précisons : la "révolution bourgeoise" dont parle Lénine... arracha tout de même la terre à la grande propriété foncière... celle-là même qui assassine les paysans brésiliens en 2005, trois ans après l'élection de Lula-Rossetto !

Assis à la même table que Trotsky, le jour même de la victoire de la révolution d'Octobre, Lénine rédige le décret sur la

terre, qui, en quelques lignes, balaie le passé féodal millénaire de la Russie :

“La propriété privée de la terre est abolie sans indemnité ; toutes les terres sont mises à la disposition des comités locaux de paysans.”

150 MILLIONS D’HECTARES

Cette révolution agraire se concrétise par un immense transfert de propriété : aux 215 millions d’hectares qu’ils détenaient, les paysans ajoutent 150 millions d’hectares que possédaient la famille impériale, la noblesse, la bourgeoisie et l’Église. Quelque 3 millions de familles sans terre reçoivent un lot, les petits propriétaires voient leurs possessions agrandies, en moyenne de 25 à 75 ares.

Voilà ce que fut la politique concrète, révolutionnaire et pratique, des bolcheviks. Voilà ce qu’est la politique dont la IV^e Internationale revendique l’héritage direct. Les crimes ultérieurs de la collectivisation forcée stalinienne ont pavé la voie à la “restauration” du capitalisme mafieux et décomposé, démantelant les conquêtes issues d’octobre 1917 dans l’ex-URSS (2). Mais peut-on confondre la révolution ouvrière donnant la terre aux paysans avec la contre-révolution stalinienne ouvrant la voie au pillage et à la réappropriation privée ? Comment Rossetto peut-il “débatte” de “l’échec” de la réforme agraire de 1917, alors qu’il s’agit en réalité de la contre-révolution stalinienne ?

Non, monsieur Rossetto : le décret sur la terre d’octobre 1917 n’a pas été un “échec” : il a ouvert une ère nouvelle non seulement pour les paysans d’URSS, mais comme perspective pour toute la paysannerie mondiale.

Rossetto sait parfaitement que tout pas en avant du gouvernement allant dans le sens d’une véritable réforme agraire serait un extraordinaire point d’appui non seulement pour les paysans sans terre, mais pour les 53 millions de travailleurs qui ont voté pour Lula. Si le gouvernement Lula-Rossetto accédait à cette simple revendication démocratique, qui veut que la terre appartienne à “ceux qui la travaillent”, ce serait un puissant encouragement au com-

bat pour toutes les nations opprimées d’Amérique latine.

Un pas dans cette direction donnerait confiance aux travailleurs brésiliens et l’alliance des paysans et des ouvriers en viendrait à se poser d’autres “questions démocratiques”, comme le pillage du pays par la dette externe, la destruction des retraites...

Est-ce pour cela que Rossetto refuse de s’engager dans cette voie ? N’est-ce pas précisément pour cette raison qu’il persiste obstinément à refuser la terre aux paysans ?

Revenons maintenant aux autres réformes agraires évoquées par Rossetto et ses amis.

L’“ÉCHEC” PRETENDU DES REFORMES AGRAIRES : AU MEXIQUE...

C’est au Mexique qu’a lieu la première grande réforme agraire du XX^e siècle. Entre 1910 et 1920, les paysans mexicains se mobilisent, et, pour une partie d’entre eux, rejoignent les troupes de Zapata et Pancho Villa. Cette mobilisation permet d’inscrire dans l’article 22 de la Constitution de 1917 le droit de nationalisation de la terre. Grâce à cet article, un énorme potentiel de transfert de terres est légalement disponible. Dans les années qui suivent, le nombre d’hectares redistribués par l’Etat est relativement limité, mais, en application de cet article, de 1934 à 1940, on passe de 780 000 à près de 1 600 000 paysans “attributaires”, et la surface distribuée de 7,7 à 25 millions d’hectares !

Commentaire d’un spécialiste :

“La physionomie agraire du Mexique est profondément remodelée. Le latifundisme en tant que rémanence des structures féodales était éliminé” (3).

(2) Lire dans *La Vérité*, n° 35, l’article de Daniel Gluckstein “Révolution politique et révolution sociale dans l’ex-URSS”, dans le n° 36 la discussion de cet article dans la IV^e Internationale et dans le n° 41 l’article de Dominique Ferré sur “La signification des événements en Ukraine”.

(3) Voir Jean Le Coz, professeur à l’université Paul-Valéry, de Montpellier, *Les Réformes agraires*, PUF.

La poussée des masses est telle que, de 1958 à 1970, 25 autres millions d'hectares sont attribués aux paysans mexicains par l'Etat !

Ces réformes successives ont abouti au fait qu'aujourd'hui encore, des millions de petits paysans possèdent une terre et que plus de 25 % de la population vivent du travail de la terre.

C'est précisément cette situation qui est remise en cause avec la libéralisation des échanges agricoles entre le Mexique et les Etats-Unis depuis le 1^{er} janvier 2003. Cette mesure, qui est une conséquence de la mise en place de l'ALENA (NAFTA) (4), conduit à la liquidation de la petite paysannerie mexicaine, incapable de concurrencer les exportations américaines. Ainsi, alors que, dans les années 1980, le Mexique était autosuffisant du point de vue alimentaire, il est aujourd'hui dépendant à 40 % des Etats-Unis et l'on prévoit que, dans quelques années, il importera 70 % de ses produits agricoles !

C'est pourquoi, le 5 février dernier, des milliers de paysans mexicains ont organisé une marche sur Mexico. Ils protestaient contre la mise à laquelle les réduit l'"accord" NAFTA imposé par l'impérialisme.

Question à Rossetto et à ses amis du Forum de Valence : si, aujourd'hui, les paysans mexicains sont à ce point menacés, est-ce à cause de l'"échec" de la réforme agraire ?

Face à l'impérialisme, qui veut démembrer la réforme agraire et la souveraineté de la nation, Rossetto et ses amis du FMRA dissertent sur l'"échec" de la réforme agraire. Face à l'impérialisme, la politique de la IV^e Internationale, c'est, au contraire, comme le disent nos camarades mexicains :

"La patrie n'est pas à vendre ! Front unique pour défendre les conquêtes de la révolution mexicaine, y compris la réforme agraire !"

À CUBA...

En 1959, le Cuba de Batista est une colonie américaine : 75 % des exportations et 60 % des importations de l'île se

font avec les Etats-Unis ; 2,8 % des exploitants détiennent 57 % des terres.

"Les 22 plus grandes sociétés sucrières contrôlent près de 1 800 000 hectares, soit plus de 70 % des superficies en canne du pays" (5).

Au début de la révolution, le programme du gouvernement Castro ne remet pas en cause le régime de la propriété privée des moyens de production, y compris celle de la terre. Cela se traduit dans le domaine agricole par le fait qu'il ne distribue la terre, lors de ses dix premiers mois de pouvoir, qu'à 6 000 familles. Mais l'offensive contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain et la mobilisation révolutionnaire des masses poussent Castro à aller "plus loin qu'il ne le voudrait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie". La loi du 7 août 1960 décide la nationalisation des entreprises étrangères, 61 sucreries nord-américaines sont confisquées, ainsi que 1 260 000 hectares de plantations.

Sous la poussée de la classe ouvrière et de la paysannerie cubaines, une deuxième loi agraire est proclamée en octobre 1963 : toutes les exploitations dont la superficie est supérieure à 67 hectares sont nationalisées, des "fermes d'Etat" sont mises en place pour exploiter ces terres.

Reposons la question : aujourd'hui, en 2005, alors que l'impérialisme cherche à reprendre le contrôle de Cuba, faut-il parler d'"échec" de la révolution agraire ou combattre pour défendre la souveraineté contre le démembrement de la propriété sociale de la terre (6) ?

EN ALGERIE...

En Algérie, le départ massif des colons

(4) Accord créant une zone de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

(5) Voir Jean Le Coz, professeur à l'université Paul-Valéry, de Montpellier, *Les Réformes agraires*, PUF.

(6) On peut ajouter à ces exemples la réforme agraire de 1953 en Bolivie, qui permet l'établissement de 110 000 familles sur 3 600 000 hectares, celle du Pérou de 1964, qui a "anéanti le système de l'hacienda traditionnelle", ou encore celle du Chili de 1972, qui nationalise 2 400 000 hectares et aboutit à ce que "près de la moitié de la surface cultivée passe dans l'aire de la réforme agraire"...

au cours de l'été 1962 accélère le processus de transfert du droit de propriété. La dénomination du "ministère de l'Agriculture..." porte en complément "... et de la Réforme agraire", mais ce n'est pas ici une pure clause de style.

Qu'on en juge. Le décret de mars 1963 déclare la déchéance du droit de propriété des colons sur 1 200 000 hectares et celui d'octobre 1963 la nationalisation des terres appartenant à des non-Algériens (2 300 000 hectares).

Mais ce n'est qu'un début. Le 8 novembre 1971, la promulgation de la "Charte de la révolution agraire" instaure une superficie maximum des exploitations privées, qui "éradique la grande propriété et la rente citadine".

EN CHINE...

Avant même la victoire de la révolution chinoise en 1949, la "Longue Marche" avait engagé l'expropriation des grands propriétaires terriens : ainsi, dès 1945, ce sont près de 100 millions de paysans qui peuvent cultiver la terre hors du joug des propriétaires. La loi agraire du 28 juin 1950 débouche sur un vaste transfert de propriété et détruit de fond en comble le système féodal, 300 millions de paysans se voient attribuer les terres confisquées.

Et si aujourd'hui, la politique des dirigeants chinois menace gravement la souveraineté de la Chine et les conquêtes d'octobre 1949, livrant le tout à la pression et au pillage impérialistes (*voir plus loin*), faut-il y voir l'"échec" de la réforme agraire, et ainsi justifier en quelque sorte la politique conjointe de la bureaucratie et de l'impérialisme privatisant et pillant ? Ou bien faut-il, au contraire, lutter contre l'appareil bureaucratique et l'impérialisme auquel il se soumet, et défendre les conquêtes de la révolution, à commencer par la réforme agraire ?

L'ACTUALITE DU COMBAT POUR LA REVOLUTION AGRAIRE AU ZIMBABWE ET EN AFRIQUE DU SUD

La force de travail agricole représente

92 % de la force de travail totale au Burkina Faso, 90 % au Burundi, 62,3 % en République démocratique du Congo et 61,5 % au Zimbabwe...

Pour des centaines de millions de paysans africains, la politique de pillage et de destruction impérialiste a chaque jour des conséquences plus dramatiques. En 1960, l'Afrique était exportatrice nette de vivres ; aujourd'hui, le continent importe un tiers de ses céréales. La baisse de la fertilité des sols, la détérioration des terres et la pandémie du Sida ont entraîné une réduction de 23 % de la production vivrière par habitant au cours des vingt-cinq dernières années, bien que la population ait considérablement augmenté...

Cette situation n'a rien à voir avec une quelconque "fatalité africaine", c'est le produit de la politique impérialiste. Ainsi, en 1980, au Zimbabwe, 6 000 fermiers blancs possédaient 15,5 millions d'hectares, dont 45 % des terres les plus productives.

En 2000, ils sont 4 000 fermiers blancs à monopoliser les terres, tandis que 700 000 familles d'agriculteurs noirs survivent sur les "terres communales", les anciennes réserves. Ces terres "blanches" sont sous-utilisées, souvent laissées à l'abandon par des propriétaires absents, parmi lesquels des membres de l'aristocratie britannique.

Au début des années 1990, le Zimbabwe est mis sous la coupe du FMI : les salaires sont dérégulés, les entreprises publiques privatisées et leur personnel licencié, la gratuité des soins de santé et de l'accès à l'enseignement abolie...

A partir de 2000, sous la pression populaire, le président Mugabe décrète une "réforme agraire accélérée", qui prévoit la redistribution de la quasi-totalité des fermes commerciales, soit 8,3 millions d'hectares sur un total de 11 millions. Les fermes commerciales de 4 000 fermiers blancs sont ainsi occupées par des dizaines de milliers de paysans noirs.

Faut-il chercher plus loin les raisons pour lesquelles Condoleezza Rice a, le 18 janvier dernier, cité le Zimbabwe comme un "avant-poste de la tyrannie" ?

Déjà, en juin 2003, Colin Powell avait dénoncé dans le *New York Times* la "tyrannie de Robert Mugabe au Zim-

babwe” et déclaré :

“Les Etats-Unis ont pris des mesures contre le régime de Mugabe et soutiennent l’opposition zimbabwéenne.”

Cette “opposition” dont *Le Monde diplomatique* (mai 2002) est obligé de souligner

“les ambiguïtés, le caractère hétéroclite, sinon douteux, de ses alliances : depuis Londres, la Fondation Westminster l’appuie financièrement, la droite sud-africaine de M. Anthony Leon n’est pas en reste, aux côtés de la nébuleuse des ONG du Zimbabwe. Nombre d’entre elles, récemment créées, sont en bonne part financées depuis l’Europe et les Etats-Unis, et s’emploient (...) à dénoncer les violations des droits de l’homme commises par le régime.”

La réforme agraire au Zimbabwe a un formidable impact sur tout le continent africain, les gouvernements aux ordres de l’impérialisme redoutant “la contagion de la réforme agraire”. En Namibie, par exemple, où 4 000 fermiers blancs dominent toujours le secteur commercial. Ou encore en Afrique du Sud, où les deux tiers des meilleures terres sont toujours aux mains de 60 000 Blancs sans que rien ne change pour 14 millions de petits cultivateurs noirs du fait du refus du gouvernement Thabo Mbeki (comme Lula et pour les mêmes raisons) de remettre en cause les intérêts des grands propriétaires fonciers.

« L’apartheid avait organisé les plus vastes mouvements de population et de dépossession du siècle dernier : entre 1960 et 1980, plus de 3,5 millions de Noirs avaient été chassés de leurs terres, relégués dans les “foyers tribaux”, ou homelands, ou dans les townships aux abords des grandes villes. Les Noirs, privés de terre, avaient cessé d’être des rivaux potentiels pour les fermiers blancs. Ils étaient devenus un réservoir de main-d’œuvre bon marché pour les fermes, les mines, l’industrie. Lors de son arrivée au pouvoir, en 1994, le Congrès national africain (ANC) s’était engagé à modifier un paysage où 60 000 fermiers blancs détenaient 87 % des terres cultivables, tandis que des millions de Noirs se partageaient les 13 % restants.”

Mais “l’une des clés du compromis passé entre l’ANC et le gouvernement de M. Frederik De Klerk était de ne pas s’aliéner la population blanche, et notamment les fermiers” (*Le Monde diploma-*

tique, septembre 2003).

Bilan de ce “compromis” : sur 65 000 demandes de restitution de terres enregistrées en juin 2000, seules 6 250 avaient abouti et 1 % seulement des terres avaient été redistribuées...

Comme le rapportent nos camarades du Parti socialiste d’Azanie (SOPA) :

“La politique agraire de 1994 a adopté l’option la plus réactionnaire (...), les chiffres dont on dispose montrent que moins de 3 % des terres pour lesquelles un accord de vente ou de restitution a été conclu ont été restituées à leur propriétaire” (In Defence, août 2004).

Telle est la réalité de la “réforme agraire assistée par le marché” mise en œuvre par le prétendu “gouvernement de la majorité noire”.

“Pour les 7 millions de personnes vivant sur 65 000 fermes commerciales blanches ou les 12 millions de Noirs qui vivent dans les anciens homelands, il n’y a pas encore eu de changement (...). Les paysans sans terre sont plus marginalisés que jamais, et aucune solution n’est proposée aux citadins, qui, victime d’un chômage évalué à 45 %, souhaiteraient revenir à l’agriculture.”

Mais que pense le SU pabliste de ce “poste avancé de la tyrannie” (Condoleezza Rice) qu’est le Zimbabwe, qui rend la terre aux paysans noirs ?

« Les violences au Zimbabwe à l’encontre des fermiers blancs témoignent d’une fuite en avant du régime corrompu de Mugabe. Elles accroissent les tensions déjà fortes dans cette région de l’Afrique.

Le régime de Mugabe (...) organise des actions de bandes à son service, violentes et criminelles, présentées faussement comme “anciens combattants” de la lutte de libération, contre les fermiers blancs, boucs émissaires faciles d’un pays qui a tant souffert de divisions raciales » (www.lcr-rouge.org/archives/042700/semain6.html).

Washington parle de “tyrannie” et le SU parle de “violences criminelles”. Quelles “violences” ? Les violences qui prennent pour “boucs émissaires faciles” les fermiers blancs...

Car, voyez-vous, le problème, pour le SU, ce n’est pas ce vestige du colonialisme, qui voit une poignée de fermiers blancs monopoliser les meilleures terres

d'un pays et réduire la masse des paysans noirs à la misère. Non, le problème, c'est que le Zimbabwe a déjà "tant souffert de divisions raciales"...

"Divisions raciales" qui n'ont rien à voir avec la situation héritée de l'époque coloniale ?

Faudrait-il laisser ces quelques *landlords* exploiter la main-d'œuvre noire et piller le pays sans envisager la moindre réforme agraire, et cela... au nom de la lutte contre les "divisions raciales" ?

L'ACTUALITE DU COMBAT POUR LA REVOLUTION AGRAIRE EN ASIE

L'Afrique et l'Amérique latine n'ont pas l'exclusivité des paysans sans terre. L'Asie, l'Inde, les Philippines, l'Indonésie ou le Cambodge voient s'envoler le nombre de leurs sans-terre.

Dans ce dernier pays, plus de deux millions de paysans sont exclus de la propriété foncière. Il y avait 5 % de sans-terre en 1984 au Cambodge, 12 % en 2000 et 17 % en 2004 !

On estime que, dans un pays dont les campagnes rassemblent 80 % de la population, la proportion des sans-terre pourrait atteindre 30 % dans les prochaines années !

Pourquoi cette explosion du nombre de sans-terre ?

"Jusqu'ici, Phnom Penh absorbait assez bien cet essor démographique grâce à une croissance annuelle de son PIB de l'ordre de 15 %. Mais cela risque d'être compromis par la suppression, à partir de janvier 2005, des quotas textiles dont le pays bénéficiait sur le marché américain. Si la production textile s'effondre comme certains l'annoncent, la crise sociale des paysans sans terre sera exacerbée en ville."

Une crise qui ne cesse d'inquiéter les ambassades occidentales au Cambodge :

"Telle qu'elle se manifeste en ce moment, la progression incontrôlée du nombre de sans-terre présente un risque d'agitation socio-politique majeur" (*Le Monde diplomatique*, septembre 2004).

CHINE : QUELLES CONSEQUENCES DE LA "DECOLLECTIVISATION" DES TERRES ?

En Chine, à ce jour, la terre est toujours propriété sociale, cadre des entreprises collectives de villages. Pourtant, depuis 1979-1980, les "réformes" ont consisté à décollectiviser la terre : on est passé des communes populaires, avec leurs brigades et équipes de production, à des contrats d'exploitation accordés à des unités familiales, par signature de baux de 10, 20 ou 30 ans.

En 1984, le monopole d'Etat sur les achats et les ventes de céréales a été aboli, ouvrant la voie aux "forces du marché" qui se substituent à la planification, et les prix fixés par l'Etat ont été libérés. Le désengagement de l'Etat s'est caractérisé par la baisse des investissements dans l'agriculture, la baisse des subventions à la production (désormais interdites par l'accord signé lors de l'adhésion à l'OMC) et la faible intervention des organismes publics pour la commercialisation de la production (à l'exclusion des céréales, secteur dont l'OCDE regrette qu'il soit encore soumis à la mainmise de l'Etat).

En fait, toutes les institutions internationales (OCDE, OMC...) cherchent à favoriser la pénétration des multinationales de l'agroalimentaire, principalement américaines, sur le marché chinois. L'accord OMC avec les Etats-Unis oblige par exemple la Chine à importer céréales et riz en quantités croissantes et à faire entrer le pays dans la dépendance des multinationales pour ses besoins alimentaires.

L'agriculture emploie 50 % de la population active, mais environ 150 millions à 200 millions de paysans restent sans travail. Parallèlement, les superficies de terres cultivables décroissent d'un million d'hectares par an, pour un total de surfaces cultivables d'environ 130 millions d'hectares. Car, désormais, les terres peuvent être vendues, dans certaines limites, aux enchères, et l'ouverture de ces marchés aux promoteurs immobiliers étrangers n'est plus interdite. Le détourne-

ment des subventions et le racket fiscal par les cadres locaux du parti servent à monter des sociétés privées, à spéculer sur l'immobilier grâce à l'acquisition illégale de terrains qui sont la propriété publique.

Bien sûr, tous ceux qui organisent ce pillage décrètent l'«échec» de la propriété sociale de la terre. C'est d'ailleurs la source d'inspiration du FMRA auquel Rossetto participe.

LE SU ET LA PRÉTENDUE "DEMOCRATISATION" DE L'UKRAINE

C'est en Ukraine, l'ex-grenier à blé de l'URSS, que le décret d'octobre 1917 vit sans doute encore le plus dans la conscience des masses paysannes. Certes, depuis 1991, les kolkhozes ont été juridiquement liquidés, les terres en partie réparties entre les villageois. Mais entre 80 et 90 % de la surface agricole sont encore exploités de manière collective dans le cadre d'«entreprises agricoles collectives». L'Etat n'achète plus les récoltes et n'accorde plus aucune subvention, les banques refusent le moindre prêt aux paysans, mais l'exploitation collective, aussi bien agricole que d'élevage, persiste. A tel point que certaines multinationales allemandes de l'agroalimentaire rachètent les anciens kolkhozes les plus rentables !

Et c'est dans ce contexte que s'inscrit la prétendue «révolution orange» en Ukraine, dont nous avons expliqué la signification dans le dernier numéro de cette revue (*lire dans La Vérité, n° 41*).

A l'issue du second tour de l'élection présidentielle en Ukraine, Washington, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont dénoncé de concert la fraude électorale au profit du candidat soutenu par Poutine, Viktor Ianoukovitch.

Viktor Iouchtchenko, son adversaire et nouveau président du pays, résolument soutenu par les Etats-Unis et favorable à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, est apprécié en Occident pour la «transparence» des privatisations qu'il a effectuées à partir de 1999, alors qu'il était encore Premier ministre du président

Leonid Koutchma.

Les deux hommes, issus l'un comme l'autre de la bureaucratie en décomposition, étaient tous deux candidats à réaliser la même politique de destruction-privatisation des segments de propriété sociale issus de la révolution d'octobre 1917. Ianoukovitch était le candidat des oligarques, bureaucrates reconvertis en mafieux «pro-Russes», Iouchtchenko celui mis en place par l'impérialisme afin de «démocratiser» l'Ukraine à son profit, c'est-à-dire afin de l'arracher à la zone d'influence russe et de prendre le contrôle, notamment, de l'oléoduc transportant le pétrole des immenses réserves de la mer Caspienne. Face à une telle situation, nos camarades de la section ukrainienne de la IV^e Internationale n'ont-ils pas eu raison de déclarer :

« C'est une période difficile pour le mouvement ouvrier, mais elle passera, il y aura d'autres étapes, et elles se produiront bientôt. Notre tâche n'est pas de soutenir qui que ce soit, mais de rester sur des positions d'indépendance qui doivent être celles d'une organisation ouvrière. Nous devons combattre le projet de nouveau Code du travail, la réforme des retraites, la liquidation des kolkhozes, et tout ce qui garantit les besoins vitaux des travailleurs d'Ukraine. L'«orange» et le «bleu et blanc» seront éphémères, le rouge est éternel ! » ?

Ce n'est un secret pour personne que l'impérialisme américain a fait de Iouchtchenko son candidat pour «démocratiser» l'Ukraine, comme il a «démocratisé» la Géorgie l'an passé, et la Yougoslavie avant elle. Ce n'est un secret pour personne que le Congrès américain a envoyé à Kiev un représentant républicain chargé de superviser la «démocratisation» et que celui-ci ne fait pas mystère des millions de dollars investis en Ukraine par les Américains. D'ailleurs, Condoleezza Rice l'a ouvertement reconnu devant le Sénat américain (*voir les notes éditoriales de ce numéro de La Vérité*).

Mais tout cela n'a pas empêché les partisans du Secrétariat unifié de soutenir Iouchtchenko.

Et voilà maintenant que se constitue le nouveau gouvernement ukrainien. Avant même cette constitution, on trouvait dans la coalition qui soutient Iouchtchenko,

aux côtés des profascistes du Parti national-social ukrainien, le Parti socialiste d'Ukraine (PSU), qui s'est rallié il y a quelques mois au mouvement altermondialiste sous l'influence de son "idéologue", Vladimir Kizima, membre de la direction du PSU et militant du SU.

Ce soutien est aujourd'hui récompensé par le nouveau Premier ministre, Ioulia Timochenko, puisqu'on trouve dans son gouvernement, aux côtés du vice-Premier ministre, Anatoly Kinah, du "parti des industriels et des entrepreneurs", trois ministres du PSU : Iouri Loutsenko est ministre de l'Intérieur, Stanislav Nikolaienko est ministre de l'Enseignement et Alexandre Baranivsky est... "ministre de la Politique agraire".

Rossetto au Brésil, Baranivsky en Ukraine... Le SU et les partis qu'il soutient ont-ils pour vocation d'être, dans les faits, les ministres de la contre-réforme agraire ?

PALESTINE : DROIT A LA TERRE ET DROIT AU RETOUR

En Palestine, peut-être encore plus qu'ailleurs, la question de la terre est cruciale pour la révolution.

Un délégué palestinien à la Conférence internationale pour le droit au retour, qui s'est tenue le 4 décembre dernier à Paris (voir La Vérité, n° 41), raconte :

"Dans les années 1920, 1930, 1940, pratiquement 60 % des actifs palestiniens travaillent la terre en tant que paysans, en tant que propriétaires terriens, 8 % travaillent dans l'industrie, le reste dans les services, les autres dans les activités économiques.

Encore une fois, ce n'est pas un hasard si, après l'occupation de la Palestine en 1948, où l'on n'a pas rasé la ville de Haïfa ou une autre ville, en revanche, on a rasé plusieurs centaines de villages palestiniens. A leurs yeux, c'est une façon de détruire totalement la société palestinienne. Parce que, quand un village est détruit, quand la population est chassée en dehors de sa patrie, ce sont toutes les structures sociales, c'est la hiérarchie de la société palestinienne qui est menacée."

Un autre délégué ajoute :

"En 1947, les Palestiniens possédaient plus de 90 % des terres de la Palestine, aujourd'hui ils n'en possèdent qu'environ 3 %."

Ce qui est confirmé par ce témoignage d'un militant juif venu d'Israël participer à la conférence :

« J'ai été membre d'un kibboutz en Israël dans le début des années 1960. Et j'ai été membre de ce kibboutz pendant plusieurs années. Un jour, je me décide à me promener dans la forêt qui se trouvait à côté, et qui avait été plantée à peu près en même temps qu'avait été installé ce kibboutz.. Je me promène dans la forêt, et j'y trouve des ruines de maisons. Je suis étonné. Au milieu d'une forêt, des ruines de maisons ?

Je retourne au kibboutz, j'interroge les anciens et je leur demande ce que sont ces ruines au milieu d'une forêt. Ils sont très embarrassés, et ils m'expliquent : notre kibboutz a été installé en 1952. Ce kibboutz s'appelle en hébreu Horchin (Les agriculteurs). Avant le kibboutz, il y avait un village appelé Hirbet Herech. Une jeep de l'armée est arrivée avec un officier, a appelé le mokhtar du village et lui a dit : "Vous avez un mois pour partir d'ici." Et au bout d'un mois, les paysans de ce village, les fellayins, sont partis, ont quitté leur village, et à la place on a installé un kibboutz (...). Et je me suis aperçu que le long des frontières d'alors, frontières libanaise, syrienne, et l'ancienne frontière avec la Jordanie, une multitude de villages avaient ainsi été détruits pour y installer des colonies juives. »

Mais cela ne suffit pas à l'impérialisme :

« Selon le quotidien israélien Haaretz, qui a révélé l'affaire le vendredi 21 janvier dans son magazine de fin de semaine, des terres et des biens immobiliers situés dans la partie orientale de Jérusalem et appartenant à des Palestiniens résidant en Cisjordanie ont été massivement confisqués par Israël, en vertu d'une loi ancienne, qui permet à l'Etat de se dispenser par ailleurs de verser la moindre compensation financière (...). De très nombreux propriétaires palestiniens résidant en Cisjordanie se sont retrouvés coupés de leurs biens, situés de l'autre côté du "mur de sécurité". Après avoir tout d'abord espéré pouvoir disposer de permis leur permettant d'accéder à leurs terres ou à leurs maisons, ces propriétaires ont découvert avec stupéfaction qu'ils avaient été déclarés "absents" par

les autorités israéliennes, qui pouvaient, du fait d'une loi adoptée en 1950, confisquer leurs biens sans avoir à offrir le moindre dédommagement » (Le Monde, 22 janvier 2005).

Arbres fruitiers arrachés, terres expropriées, population déplacées... Le droit à la terre, en Palestine, se concentre en un mot d'ordre : le droit inconditionnel, pour tous les réfugiés palestiniens, au retour sur la terre d'où ils ont été chassés, en quelque partie de la Palestine qu'elle se trouve. Or quelle est la situation ?

George Bush a annoncé la création d'un "Etat palestinien en 2009", précisant :

"Je compte mettre à profit les quatre prochaines années pour utiliser le crédit des Etats-Unis pour un tel Etat. Je pense qu'il est dans l'intérêt du monde qu'un tel Etat libre se manifeste. Je sais que c'est dans l'intérêt du peuple palestinien."

Que dit le Secrétariat unifié suite à ces déclarations du président américain ?

« Bush vient de dire : un Etat palestinien, oui, mais d'ici 2009. Alors que la dernière "feuille de route" foulée aux pieds par Israël l'envisageait pour 2005 » (déclaration de la LCR du 15 novembre 2004 : "Un Etat palestinien maintenant !").

"Ils n'envisagent aucun calendrier pour l'application de leurs mesures lenifiantes" (Rouge, n° 2087, 18 novembre 2004).

Donc, la LCR se réclame de la "feuille de route" imposée par Bush en 2003. Le seul problème serait un problème de calendrier : Bush avait dit 2005 et dit 2009 aujourd'hui.

En un mot, ils sont d'accord avec Bush pour la création d'"un Etat palestinien", seulement ils le veulent maintenant !

Est-il bien certain que la question se réduise à un problème de calendrier ? N'est-il pas essentiel de préciser quelle sera la nature de cet hypothétique Etat ? Qui peut croire, d'ailleurs, qu'un Etat palestinien puisse surgir dans ces conditions ? Et, d'ailleurs, que dit à ce sujet la "feuille de route", au nom de laquelle les pablistes réclament "un Etat maintenant !" ?

La "feuille de route" de Bush et Sharon prévoit, à la suite des accords d'Oslo, qu'un Etat palestinien soit proclamé sur

12 % seulement de la Palestine historique ! Un "Etat" éclaté en de multiples entités en Cisjordanie et à Gaza, sans ressources, en bantoustan, un mouvoir pour des millions de Palestiniens encerclés par l'armée israélienne. Voilà l'atroce réalité de ce que prépare, depuis Oslo, l'impérialisme pour les Palestiniens.

Pourquoi les pablistes insistent-ils alors sur la question du calendrier ? Simple-ment parce que c'est là que s'arrête leur "alternative" pour la Palestine.

"Les conditions d'une paix durable ont été fixées depuis longtemps par la grande majorité des organisations palestiniennes. Elles résident dans le partage de la Palestine historique, dans l'évacuation totale des territoires occupés par Israël en 1967" (Rouge, n° 2094, 13 janvier 2005).

Rappelons que ces "frontières de 1967" que revendiquent les pablistes correspondent à 22 % du territoire de la Palestine.

George Bush a lui aussi

« clairement rappelé leurs responsabilités respectives aux Israéliens et aux Palestiniens (...). "Je pense, dit le président américain, qu'il est très important que les Israéliens honorent leur obligation de quitter les territoires qu'ils ont promis d'évacuer (...). Il est essentiel qu'Israël garde à l'esprit la vision de deux Etats vivant côte à côte en paix, que les Palestiniens commencent à développer les institutions d'un Etat et qu'Israël soutienne le développement de cet Etat". »

Pour sa part, le *Financial Times* estime dans son édition du 11 janvier :

"Pour que les Israéliens aient la sécurité et les Palestiniens la justice, il faut un Etat palestinien avec presque toute la Cisjordanie et Gaza, avec la Jérusalem arabe (Jérusalem-Est) comme capitale."

Les pablistes, comme l'impérialisme, sont donc tout à fait d'accord avec la prétendue solution des "deux Etats" où les Palestiniens renoncent à près de 80 % de leur terre :

"Seule la coexistence démocratique de deux Etats, libres et indépendants, laïques, pourra déboucher sur la paix durable et avec un développement économique et social régional maîtrisé par les populations" (déclaration de la LCR, 15 novembre 2004).

Mais il y a un léger détail que les pa-

blistes omettent d'expliquer : comment un Etat ethniquement "juif" et théocratique pourrait-il être qualifié de "démocratique", "libre" et "laïque" ?

Surtout, ils "oublient" de dire que la solution des "deux Etats", c'est, par définition, la négation du droit au retour, revendication essentielle de centaines de milliers de Palestiniens chassés de leur terre depuis 1948.

N'est-ce pas très précisément ce que disent ces jeunes, réfugiés dans un camp au Liban :

« Les réfugiés ont maintenu avec ténacité leur exigence du droit au retour vers les endroits où eux, leurs parents ou leurs grands-parents sont nés. Ceux qui sont nés dans les camps de réfugiés appellent "Palestine" leur endroit d'origine, même si les villages d'où ils ont été chassés n'existent plus ou sont peuplés depuis longtemps par les Israéliens (...). Mahmoud Al-Haj Hussein Tarakhan, originaire d'un village situé en Israël, déclare que le droit au retour restera, "parce que ces terres sont à nous, elles appartiennent à nos grands-parents" » (Associated Press, 10 novembre 2004).

De même, le *New York Times* (13 janvier 2005) publie un reportage sur un camp de réfugiés palestiniens en Jordanie, qui ne laisse aucun doute sur la détermination du peuple palestinien à vivre sur sa terre :

« Devant la gare routière du sinistre camp de réfugiés de Baqaa, près d'Aman (Jordanie), une banderole déchirée flotte. Elle indique la tension qui règne parmi les résidents de ce camp au sujet des élections. "Le droit au retour est sacré", proclame la banderole. Depuis un demi-siècle, les Palestiniens — et tout particulièrement ceux des camps de réfugiés comme celui-ci, qui rassemble 180 000 personnes — ont proclamé que leur droit au retour dans leur lieu d'habitation, qui se trouve aujourd'hui en Israël, est un droit non négociable (...). Près de deux millions de Palestiniens vivent dans des camps de réfugiés, en Egypte, en Jordanie, au Liban et en Syrie. Ici, dans le camp de Baqaa, le plus grand camp des treize camps palestiniens qui existent en Jordanie, chaque nouvelle génération ressent son appartenance à un lieu qu'elle ne verra peut-être pas. Beaucoup d'enfants reçoivent comme prénom le nom de villes palestiniennes aujourd'hui situées en Israël, comme Jaffa et Haïfa. »

Il n'y a donc pas d'alternative : soit la revendication élémentaire et démocratique du droit au retour est satisfaite, et alors le découpage impérialiste de la Palestine n'a plus aucune raison d'être et la question de la création d'une seule République laïque et démocratique rassemblant Juifs, musulmans et chrétiens, avec égalité des droits sur la totalité du territoire historique de la Palestine, est posée ; soit le peuple palestinien reste exclu de ses droits, condamné à la plus terrible des oppressions...

CÔTE-D'IVOIRE : CACAO, PETROLE ET "INTERVENTIONS MILITAIRES"...

En Côte-d'Ivoire aussi, la question de la terre est au centre des événements qui s'y déroulent. De quoi s'agit-il ?

"A l'instar de tant de conflits en Afrique, celui qui se déroule en Côte-d'Ivoire est en grande partie une course pour s'approprier ce qui constitue la plus grande richesse du pays : les terres sur lesquelles poussent les cacaoyers (la Côte-d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao)" (International Herald Tribune, 11 novembre 2004).

Ajoutons cette précision du *Washington Post* :

"La Côte-d'Ivoire est l'objet de convoitises. Des sociétés américaines s'intéressent à son gisement pétrolier" (25 novembre).

D'importantes réserves de pétrole offshore ont en effet récemment été découvertes au large de la côte ivoirienne.

S'il subsistait quelques doutes sur l'origine du chaos qui touche le pays, le même journal se charge de les lever :

« De fait, les Etats-Unis, restés longtemps en marge de l'exploitation du sous-sol ouest-africain et des activités économiques en général, font leur apparition. Parce que, explique le P-DG de Vanco Energy (grande entreprise pétrolière américaine) : "L'Afrique de l'Ouest est extrêmement importante pour le secteur pétrolier des Etats-Unis et continuera de l'être à l'avenir" » (25 novembre 2004).

Les Etats-Unis ont d'ailleurs d'ores et déjà "sécurisé" à leur profit les zones de pétrole off-shore.

Le doute n'est donc pas permis sur l'identité de ceux qui portent la responsabilité du conflit qui ensanglante le pays. A l'origine, on trouve une offensive de l'impérialisme américain, décidé à mettre la main sur les cacaoyers et le pétrole, sur les richesses naturelles du pays, sur les terres ivoiriennes.

Mais, pour y parvenir, il doit chasser l'impérialisme français, sénile et dégénéré, qui cherche, notamment grâce à la présence de ses troupes sur place, à préserver ses intérêts économiques dans une région, qui, jusqu'il y a peu de temps, constituait sa chasse gardée en Afrique noire. Et il faut bien constater que

“ce dernier morceau de Françafrique est en train d'échapper totalement à l'influence de Paris” (La Nouvelle République du Centre-Ouest, 8 novembre).

Dans cette situation, *Rouge*, l'hebdomadaire de la section française du SU, publie le 25 novembre un article intitulé *“La position de la LCR”*, dans lequel on lit :

“Aussi, nous exigeons que soit retirée à la France la gestion de la crise en Côte-d'Ivoire, que les troupes françaises soient retirées, qu'une solution africaine soit mise en œuvre.”

Les pablistes ont d'ailleurs organisé à Paris, le 23 novembre 2004, un rassemblement *“pour exiger le retrait des troupes françaises de Côte-d'Ivoire, pour dénoncer l'impérialisme français et pour réclamer une solution politique africaine”*.

Ainsi donc, au moment où l'impérialisme le plus puissant au monde s'oppose à l'impérialisme français débile qui cherche à préserver les “miettes” de son empire colonial, le mot d'ordre *“Dehors les troupes françaises”* avancé par le Secrétariat unifié, sans dire un mot sur l'offensive américaine pour piller et disloquer le pays, prend pour le moins une curieuse résonance. Et qu'on ne nous dise pas que c'est là un devoir pour tout révolutionnaire de combattre son propre impérialisme. Quand, le 21 avril 2002, les mêmes Krivine et Besancenot ont appelé à voter pour Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle, ils n'étaient pas étouffés par semblables principes ! Quant à combattre son propre impéria-

lisme, c'est indiscutablement le devoir de tout révolutionnaire... à condition de ne pas agir au compte d'un autre impérialisme ! S'agit-il, derrière une posture “radicale”, de couvrir (“à gauche”, naturellement) l'impérialisme américain en “oubliant” de mentionner ce que tous les journaux bourgeois soulignent ?

Pareil anti-impérialisme de pacotille n'est malheureusement pas une nouveauté dans l'histoire du mouvement ouvrier.

En 1924, alors que le gouvernement Herriot faisait occuper la Ruhr et que Washington exigeait son évacuation, Trotsky avait mis à nu la manœuvre de la SFIO de Blum et Longuet, qui, eux aussi, avaient alors été pris d'un violent accès d'anti-impérialisme :

« Les socialistes français ont la possibilité de dire à leur allié Herriot : “Les Américains exigent que vous évacuez la Ruhr à certaines conditions ; faites-le ; maintenant, nous aussi nous l'exigeons.” Ils l'exigent non pas pour manifester la volonté et la force du prolétariat français, mais pour subordonner la bourgeoisie française à la bourgeoisie américaine » (Europe et Amérique, éditions Anthropos, p. 30).

On pourrait aujourd'hui, en paraphrasant Trotsky, dire que les pablistes exigent le retrait des troupes françaises, non pas pour manifester la volonté et la force du prolétariat français soutenant l'exigence d'indépendance nationale du peuple ivoirien, mais pour subordonner encore davantage et totalement la bourgeoisie française à la bourgeoisie américaine.

Les pablistes n'hésitent d'ailleurs pas à revendiquer une intervention militaire en Côte-d'Ivoire :

“Malgré toutes les méfiances que nous devons avoir sur la volonté des gouvernements africains et de l'ONU, l'urgence impose pourtant une intervention militaire en Côte-d'Ivoire et un embargo sur les ventes d'armes pour les deux camps. Des troupes des pays de l'Union africaine, qui soient non directement partie prenante du conflit, doivent être déployées à la

(7) On se souvient que, déjà, au moment où l'OTAN préparait le bombardement de la Serbie et du Kosovo, les pablistes étaient allés jusqu'à réclamer que l'UCK, la mafia pro-albanaise financée par la CIA, et qui, depuis, s'est rendue coupable d'un vrai “nettoyage ethnique” aboutissant à liquider les

place de l'armée française, pour protéger toutes les populations, imposer un cessez-le-feu..." (Rouge, n° 2087, 18 novembre 2004) (7).

Les pablistes se prononcent ici très clairement pour l'occupation de la Côte-d'Ivoire par l'Union africaine (dont on connaît les liens étroits avec Washington), dans le cadre de l'ONU.

De quoi s'agit-il, sinon de permettre à l'impérialisme américain de piller le pays ? N'est-ce pas là exactement le scénario qui a déjà eu lieu au Rwanda, au Liberia et en Sierra Leone, où des guerres prétendument "civiles" ou "ethniques" ont donné le prétexte à l'ONU ou à l'Union africaine d'intervenir pour mieux laisser les multinationales saigner à blanc ces pays ?

"Une autre intervention est possible" serait-il le nouveau mot d'ordre du Secrétariat unifié ? "Alterinterventionnistes" rime avec "altermondialistes"...

RETOUR AU BRÉSIL ET AU VENEZUELA

L'exemple brésilien éclaire d'une lumière particulière la nature de la politique du SU, puisque c'est dans ce pays que les pablistes sont allés le plus loin dans la prise en charge directe des plans de l'impérialisme. Cette politique contraire aux besoins fondamentaux de la nation brésilienne est d'autant plus flagrante depuis qu'au Venezuela le président Chávez a signé (lundi 10 janvier 2005) un décret sur la "réorganisation de la propriété et de l'usage des terres à vocation agricole", et a déclaré :

"La guerre contre le latifundium est l'essence de la révolution bolivarienne. Il faut remettre de l'ordre dans la propriété foncière ; la terre doit être aux paysans, à ceux qui la travaillent réellement."

Au Venezuela, 5 % de propriétaires (dont de nombreuses multinationales) détiennent à eux seuls 80 % des terres.

Le gouvernement annonce qu'il a recensé "500 terres non exploitées et 56 latifundia". Ce qui correspond à un total de 10 millions d'hectares. De quoi donner

la terre à des centaines de milliers de paysans vénézuéliens et à leurs familles.

Ce décret du 10 janvier vient en application d'une loi sur la terre et le développement agraire de 2001, au titre de laquelle 130 000 familles ont déjà reçu une terre en propriété. 130 000 familles recevant la terre au Venezuela, rapporté à l'échelle de la population du Brésil, cela correspondrait à 1 300 000 familles brésiliennes qui auraient reçu une terre !

Et cela avant le décret du 10 janvier !

C'est pourquoi nos camarades du courant *O Trabalho* du PT ont profité de la venue de Chávez au Brésil, lors du dernier Forum social mondial (février 2005), pour interpeller Lula-Rossetto en ces termes :

« Comme au Venezuela ! Réforme agraire tout de suite ! La terre aux sans-terre maintenant ! (...) Tout de suite, maintenant, au Brésil, comme au Venezuela : décret sur la "réorganisation de la propriété et de l'usage des terres à vocation agricole". Monsieur le ministre Miguel Rossetto : décidez-le ! Que le gouvernement auquel vous appartenez le décrète ! »

Le parallèle entre le Brésil de Lula-Rossetto et le Venezuela de Chávez ne s'arrête pas là. Le 19 janvier, le président vénézuélien a en effet signé le décret n° 3438 expropriant les biens de l'entreprise Venepal, conduite à la faillite

dernières "poches de peuplement serbe" au Kosovo, soit davantage encore soutenue au nom d'un prétendu "droit à l'autodétermination des Albanais de Serbie".

Aujourd'hui, la même orientation leur fait écrire à propos de la situation en Bosnie : "L'ONU retire ses troupes à partir de la mi-décembre 2004 pour les remplacer par des forces militaires européennes en forte diminution. De quel mandat et de quels moyens disposeront-elles pour éviter le pire ?" (Rouge, n° 2087, 18 novembre 2004).

Voilà le nouveau slogan du Secrétariat unifié : "Des moyens pour l'armée !" Des moyens pour "éviter le pire". Comme si le FMI, l'ONU et l'OTAN, ces bras armés de l'impérialisme, ne portaient pas la responsabilité des prétendues guerres ethniques qui ont ensanglanté et détruit la fédération yougoslave ! Et que disent les pablistes ? Ils déplorent que les troupes d'occupation soient "en forte diminution". Les peuples savent ce qu'est l'occupation par des "troupes d'interposition", qu'elles soient sous l'égide de l'ONU ou de l'OTAN. Il suffit de voir ce qu'est aujourd'hui devenu le Kosovo sous "protection internationale". Allez dire aux habitants de cette région, devenue "ethniquement pure" sous l'œil complice des casques bleus et plaque tourmente en Europe du trafic de drogue, de la prostitution, du trafic d'armes, que l'occupation permet d'"éviter le pire" !

par ses anciens propriétaires, et qui était occupée par les ouvriers.

Or, au Brésil aussi, des usines précipitées dans la faillite par leurs patrons sont occupées depuis deux ans par leurs salariés : Cipla, Interfibra, à Joinville (SC), Fasko, Flaspket (SP)...

Tous ces travailleurs se saisissent du décret n° 3438 pour dire à Lula : *“Une usine liquidée, c’est une usine occupée ! Une usine occupée, c’est une usine nationalisée !”*

Tout cela est bien évidemment inacceptable pour l’impérialisme américain. Depuis trois ans, le Venezuela, cinquième producteur mondial de pétrole, est l’objet de tentatives de coups d’Etat directement pilotées de Washington.

Lock-out des patrons et blocage de la production, putsch remplaçant le président Chávez par le représentant du MEDEF local, référendum pour chasser le même Chávez du pouvoir et le remplacer par l’“opposition démocratique” stipendiée par la CIA...

Tout y passe, mais, pour l’instant, ces coups de force ne sont pas parvenus à faire plier le peuple vénézuélien et l’Union nationale des travailleurs (UNT), centrale syndicale indépendante, qui se sont à chaque fois mobilisés pour dire à l’impérialisme : *“Bas les pattes devant le Venezuela ! Le pétrole appartient au peuple !”*

On lit dans *Rouge* :

“Maintenant que l’opposition a été définitivement battue dans les urnes (...). L’opposition disparue, tous les pouvoirs sont désormais aux mains des partisans de la révolution bolivarienne” (*Rouge*, n° 2088, 25 novembre 2004).

Alors que Washington et l’“opposition” ont déclaré, avant même leur défaite lors du référendum, qu’ils refuseraient de reconnaître les résultats s’ils perdaient, car cela signifierait qu’il y a eu “fraude électorale”, alors que, par deux fois déjà, ils ont tenté de renverser le pouvoir par la force, les pablistes proclament l’“opposition disparue” et “définitivement battue” !

Alors que Condoleezza Rice a réaffirmé le “dégoût” éprouvé par l’administration Bush à l’égard du régime vénézuélien, qui peut accepter la version pabliste selon laquelle l’impérialisme serait “battu” ?

Quel travailleur sérieux peut croire une seconde que l’impérialisme va s’arrêter là ? Comment est-il possible d’écrire de telles choses, alors que, le 19 novembre dernier, en plein Caracas, le procureur de la République chargé de l’enquête sur les tentatives de coups d’Etat de 2002 et 2003 a été assassiné par des “inconnus” ? Comment peut-on écrire cela, alors que la Fedecamaras (fédération patronale vénézuélienne) a décidé une offensive contre l’UNT en déposant plainte à l’OIT ?

Tous les Vénézuéliens savent que l’impérialisme n’a pas renoncé et qu’il maintient constamment ouvertes deux éventualités pour défaire la classe ouvrière vénézuélienne : le putsch ou une démarche plus “légaliste” (comme lors du dernier référendum). Et les dernières déclarations de Condoleezza Rice confirment leurs craintes, s’il était nécessaire...

Mais, selon les pablistes, tels ne sont pas les dangers qui guettent les travailleurs :

« La disparition, ou la dislocation, de l’opposition réactionnaire et pro-impérialiste, qui a tout tenté pour renverser Chávez. Alors que son offensive a été un formidable facteur de radicalisation et de mobilisation des forces “bolivariennes”, sa disparition provoque un vide qui n’est pas comblé... » (*Rouge*, n° 2084, 28 octobre 2004).

Ô vertiges de la dialectique pabliste... Si l’on comprend bien la position du SU, et si les mots ont un sens, le problème des travailleurs vénézuéliens, c’est “le vide” laissé par “l’opposition” pro-impérialiste !

Et cela, alors que tous les partis et ONG de “l’opposition” (toujours légaux et régulièrement appointés par Washington) déversent à longueur de journée leur propagande anti-Chávez par l’intermédiaire des grands médias qu’ils contrôlent, et qu’ils préparent assurément un prochain coup d’Etat, légal ou non !

Et quelles propositions font-ils ? Alors qu’une centrale ouvrière indépendante, l’UNT, se constitue pour préserver l’indépendance de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire en cours, le SU propose que le prochain Forum social mondial ait lieu à Caracas !

Faudrait-il aligner le Venezuela sur le Brésil, dans le but de dissoudre

l'organisation indépendante de la classe ouvrière — qui s'exprime par le développement de l'UNT — dans l'altermondialisme supranational et néo-corporatiste ?

Encore une fois, tous ces développements au Venezuela n'ont en rien infléchi la politique agraire de Lula-Rossetto, qu'on peut résumer ainsi : "Tout pour les grands propriétaires terriens et le FMI, et rien pour les paysans sans terre." On pourra nous objecter qu'une partie des membres du SU se sont séparés de Rossetto et du PT. C'est exact, certains ont même participé à la constitution du Parti socialiste ouvrier des libertés (PSOL). Mais pour quelle politique ?

Le 24 novembre dernier, était rendu public un "manifeste d'économistes brésiliens" intitulé "*Pour une politique économique en vue d'un projet national de développement ayant comme priorité la création d'emplois et la réduction des inégalités sociales*". On ne peut, a priori, qu'être d'accord avec de si nobles objectifs. Mais voyons précisément quelles sont les "alternatives" proposées par ces "économistes" au gouvernement Lula :

— "*Interrompre l'utilisation de ressources extérieures par le secteur public (freiner l'endettement)...*"

Le gouvernement étrangle, sur l'ordre du FMI, le pays et les services publics au nom de "l'excédent fiscal primaire" pour payer la dette, et cela ne suffirait pas ? Il faudrait encore réduire davantage les dépenses du secteur public ? On a déjà vu plus "alternatif"...

— "*Réaliser un audit financier et social de la dette extérieure, afin de donner toute sa transparence et sa dimension de justice au processus d'endettement, et pour faire du contrôle démocratique un élément effectif.*"

Vous avez bien lu ! Il s'agit de donner "toute sa transparence et sa dimension de justice (sic !) au processus d'endettement" qui saigne le pays à blanc ! Et pour y parvenir, rien de tel que d'associer les travailleurs et leurs organisations à ce processus par un "contrôle démocratique".

Le même texte va encore plus loin :

"Du point de vue politique, il est très

important que le peuple brésilien ait l'assurance du respect des droits garantis par la Constitution, cela afin de pouvoir décider par plébiscite ou consultation populaire sur toutes les questions qui affectent l'ensemble de la société, telles que les accords internationaux (signés par le Brésil) dans le cadre de l'ALCA (zone de libre-échange des Amériques), de l'OMC, telles que les accords entre le Mercosur et l'Union européenne..."

On reconnaît là le principe, cher aux pablistes et aux curés, de la "démocratie participative" (fortement rejeté par les Brésiliens lors des dernières élections municipales) (8) érigé en principe de gouvernement au niveau fédéral pour aider Lula à faire accepter le pillage de la dette aux Brésiliens.

On trouve, dans la liste des premiers signataires de ce manifeste, "*Joao Machado (ancien dirigeant de Démocratie socialiste, membre du PSOL)*" ! Est-il besoin d'aller beaucoup plus loin pour comprendre la politique de ce "nouveau parti" ?

Réfléchissons : si cette "politique alternative" reste dans le cadre de la dette extérieure (avec un "audit"), de la réduction des dépenses publiques et du maintien de l'endettement (la "transparence" en plus), du maintien de l'ALCA (avec "participation populaire"), une telle politique, appliquée à la question de la réforme agraire, c'est celle de Rossetto !

Car aucun gouvernement ne donnera la terre aux paysans s'il craint de remettre en

(8) François Sabado écrit, dans *Rouge* (4 novembre 2004), un article intitulé "*Elections municipales au Brésil : défaite du PT*" : "*Porto Alegre a été le berceau d'expériences comme le budget participatif ; des milliers de travailleurs et de citoyens pouvaient peser sur les choix de la commune. Mais l'austérité budgétaire et les politiques néolibérales du gouvernement central ont eu raison des mobilisations citoyennes pour imposer d'autres choix.*"

Admirons le jésuitisme de ce dirigeant du SU, qui réussit le tour de force de ne pas prononcer le mot "dette" dans son analyse de la défaite de son camarade Raul Pont à Porto Alegre. Il est vrai que parler d'"austérité budgétaire" permet de passer sous silence le fait capital que la raison d'être du budget participatif, c'est que la dette (environ 70 % du budget du gouvernement fédéral) est payée au préalable et que les habitants ne votent que sur une partie des miettes laissées par l'impérialisme !

cause les diktats du FMI ou de l'ALCA. On comprend donc pourquoi Machado reste dans Démocratie socialiste et pourquoi le SU les rassemble tous, car une même politique les unit, celle qui les transforme en accompagnateurs d'"extrême-gauche" des plans de l'impérialisme.

Nous posons la question : quelle différence entre Rossetto-DS et Machado-Héloïsa Helena ? Pourquoi deux fractions du SU au Brésil, si elles ne sont que "les deux faces d'une même politique" ? Réponse : dans le même temps où l'impérialisme sollicite le SU pour "aller au charbon" et se "salir les mains", c'est-à-dire en fonction de la nécessité pour lui de faire entrer les pablistes au gouvernement afin qu'ils appliquent les plans du FMI et permettent d'aider à contenir la poussée révolutionnaire des masses, ces derniers doivent continuer à jouer leur rôle de flanc-garde et de critique "trotskyste" de ce système.

Le "dédoublé légitime" revendiqué par le Secrétariat unifié à propos de la constitution des deux fractions distinctes au Brésil (*voir La Vérité, n° 38-39*) n'est pas une manifestation de "schizophrénie politique" incontrôlée, mais une politique délibérée.

CONCLUSION

Au terme de cet article, personne ne peut contester l'actualité de la question de la terre, de la réforme agraire, pour plus d'un milliard d'êtres humains considérés comme "sous-alimentés" (FAO).

La politique de la IV^e Internationale, c'est celle du décret sur la terre d'octobre 1917, c'est la politique de la jeune Internationale communiste, lorsqu'elle proclamait :

"Pour pouvoir utiliser pleinement leur force de travail et surtout pour pouvoir vivre, les paysans pauvres sont obligés de travailler chez les grands proprié-

taires fonciers à des salaires de famine, ou d'affermier, ou d'acheter la terre à des prix très élevés, par quoi une partie du salaire des petits paysans est accaparée par les grands propriétaires fonciers. L'absence de terres oblige les paysans pauvres à se soumettre à l'esclavage moyenâgeux sous des formes modernes. C'est pourquoi le Parti communiste lutte pour la confiscation de la terre avec tout l'inventaire au profit de ceux qui la cultivent réellement (...). La grande masse du prolétariat agricole et des paysans pauvres, qui ne possèdent pas assez de terres et sont obligés de travailler une partie de leur temps comme salariés, ou qui sont exploités d'une manière ou d'une autre par les propriétaires fonciers et les capitalistes, ne peut être libérée définitivement de son état actuel de servitude et de guerres inévitables dans le régime capitaliste que par une révolution mondiale, une révolution qui confisquera sans indemnité et mettra à la disposition des ouvriers la terre avec tous les moyens de production" (IV^e Congrès de l'IC, "Programme d'action agraire", novembre 1922).

Tel est l'héritage que revendique fièrement la IV^e Internationale aujourd'hui. Car elle ne craint pas d'en appeler à la mobilisation des masses paysannes contre les grands propriétaires terriens (et les multinationales auxquelles ils sont de plus en plus reliés) pour satisfaire les besoins vitaux des masses rurales. La IV^e Internationale n'a ni ne peut avoir place dans aucun gouvernement lié aux intérêts de l'impérialisme, elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie.

Cette politique s'oppose en tout point à celle du SU, qui accompagne et met en œuvre les plans de l'impérialisme et refuse la terre aux millions de paysans qui meurent de faim avec leurs familles. Le nom de Rossetto restera dans l'histoire comme une marque d'infamie inscrite au front du SU (9).

Emmanuel Kazan

Réflexions sur le plan "Grand Moyen-Orient"

Par Amira Salem

Prolongement de la guerre contre l'Irak, le plan de l'administration américaine pour le "Grand Moyen-Orient" (GMO) est présenté comme visant à "introduire des réformes démocratiques" dans les pays arabo-musulmans, du Pakistan jusqu'à la Mauritanie. Des problèmes réels tels que l'oppression des femmes, les atteintes à la liberté d'expression, la nature des scrutins, et, plus généralement, les droits de l'homme, sont agités pour justifier une offensive qui met à l'ordre du jour l'"irakisation" de tous les pays concernés.

Dans le cadre du GMO, a été concocté par Bush il y a dix-huit mois un plan particulier pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, appelé Middle East Partnership Initiative (MEPI).

Bien évidemment, pour Bush, le modèle de la démocratie se trouve en Irak et en Afghanistan occupés. Plus encore, les élections du 30 janvier 2005 en Irak, dans des conditions qui relèvent de la fiction, sont présentées par Bush comme un succès, qui "légitime son extension aux autres pays de la région" ! A qui le tour ?

Le journal algérien *Liberté* (8 février) écrit sous le titre "*Le GMO est de retour*" :

« Les régimes arabo-musulmans pensaient s'être tirés d'affaire avec l'abandon, par Bush, fin 2004, de son projet de les soumettre à des réformes. Embourbé en Irak, le locataire de la Maison-Blanche devait, en effet, tempérer ses ambitions, en acceptant le principe de réformes "à la carte", comme l'exigeaient l'ensemble des pouvoirs en terre d'islam, de l'Atlantique au Pakistan. Le répit aura été de courte durée. Le temps pour Bush de se faire réélire et de tenir des élections en Irak (...). Bush remet donc sur le tapis son projet de Grand Moyen-Orient, s'en prenant à l'Iran et à la Syrie, mais aussi à l'Arabie Saoudite, à l'Égypte et à la Tunisie, qu'il somme de s'ouvrir à de vraies réformes démocratiques. Son réquisitoire n'a rien de diplomatique : c'est pratiquement une injonction leur enjoignant de s'exécuter, faute de quoi, ils devraient s'attendre à de sérieuses difficultés. La menace s'adresse, en premier lieu, à l'Iran et à la Syrie, accusés de faciliter la tâche au terrorisme islamiste, qui fait rage, notamment en Irak.

La menace de guerre contre Téhéran est également motivée par son programme nucléaire et sa présumée ambition de se doter de la bombe atomique. Damas, aux yeux de la Maison-Blanche, serait devenue plus qu'un exil pour les anciens cadres du Baas irakien, suspectés de manipuler la guérilla islamiste en action en Irak. Quant à l'Arabie Saoudite, et en dépit d'intérêts géostratégiques, pétroliers et financiers, Bush a toujours considéré que c'est l'arriération socioculturelle distillée par le wahhabisme qui a servi de plate-forme idéologique pour l'islamisme radical et de vivier pour le recrutement de terroristes islamistes.

L'Egypte, quant à elle, c'est tout juste si le président américain ne l'accuse pas de dérive tyrannique. Moubarak, qui avait ses entrées à la Maison-Blanche, est accusé de faire de son fils, Gamal, son héritier présomptif. Le président tunisien se voit reprocher de dissocier réformes économiques et réformes démocratiques. La Tunisie, siège d'un important organisme américain chargé de promouvoir la démocratie dans le monde arabe, vient de recevoir une volée de bois vert de la part d'un représentant de Bush pour l'autoritarisme de Ben Ali, dont la réélection avait suscité de larges commentaires négatifs à Washington. »

En effet, les élections sont devenues, dans la plupart des pays, un rendez-vous avec le destin, mettant à l'ordre du jour la dislocation des Etats et des nations. En plus des pays cités, la Géorgie, l'Ukraine, la Côte-d'Ivoire et tant d'autres sont des pays dont le sort a été scellé à l'occasion "d'élections contestées".

LE GMO : LE DEMANTÈLEMENT DES NATIONS

Dans l'article de *Liberté*, l'Algérie, le Liban, la Palestine et le Maroc ne figurent pas sur la liste des pays "arabes" concernés directement par le GMO.

Le GMO est un processus identique à ceux qui existent dans tous les continents, visant à disloquer les nations. Et il est facile d'établir l'unité des problèmes qui ravagent l'ensemble du continent africain en conséquence du pillage par la dette, que ce soit à travers le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le rôle assigné à l'Union afri-

caine (y compris par l'intervention dans les conflits) ou que ce soit à travers le GMO. GMO, Union africaine, NEPAD : en réalité, il s'agit d'un plan pour toute l'Afrique, du Maghreb jusqu'au Cap, l'Afrique du Nord constituant le trait d'union avec le Moyen-Orient et l'Asie, mais aussi avec l'Europe !

Le flou est également entretenu sciemment autour du contenu du GMO.

"Réformes politiques et économiques", "démocratisation", annonçaient les responsables américains.

Ce à quoi, les responsables arabes et européens, notamment français, répondaient en chœur que "*la démocratie ne s'impose pas de l'extérieur*", ou encore "*qu'elle ne peut venir au bout des canons ou sur les porte-avions*". Jusque-là, on peut trouver ces déclarations sympathiques, même si nul n'est dupe au point de penser que l'administration américaine s'inquiète de l'état de la démocratie et du sort des femmes arabo-musulmanes, lorsque c'est la barbarie dans toute son horreur qui est déployée en Irak, que les femmes irakiennes, soumises à la guerre et aux destructions gigantesques, perdent les droits acquis depuis 1958 !

Mais pourquoi donc les régimes arabes et européens omettent-ils de parler du contenu des réformes politiques et économiques ? Et de quoi s'agit-il ?

Présenté comme une carte pour "réorganiser" toute la région, il s'agit tout simplement, à travers le GMO, d'appliquer sur le terrain politique et économique les mêmes politiques que celles qui sont mises en œuvre en Europe dans le cadre de l'Union européenne. Ces réformes ont pour objectifs : la dislocation du cadre même des nations à travers la régionalisation, le désengagement des Etats des services sociaux publics, sous couvert de "bonne gouvernance", de lutte contre la corruption. Fondamentalement, il s'agit de mettre en œuvre les "réformes économiques", c'est-à-dire la privatisation du secteur public et la levée de toutes les barrières douanières devant les produits étrangers pour généraliser les zones de libre-échange.

Lors de la dernière réunion de la Ligue arabe, à la mi-janvier 2005, le sommet des ministres des Affaires étrangères, à l'issue

des débats sur la "réforme de la Ligue arabe", ne s'est mis d'accord que sur un point : créer un Parlement arabe et une Cour de justice arabe ! Faut-il rappeler que la réforme de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui a donné naissance à l'Union africaine, inclut la mise en place d'un Parlement africain ? Ainsi, le Maghreb chevauche les deux "Parlements".

Nous savons déjà comment le Parlement européen, "élu" avec 27 % des voix, fait passer le rouleau compresseur de toutes les directives de l'Europe de Maastricht, de régression sociale, de destruction des nations et des conquêtes sociales.

Mais un Parlement arabe, à connotation "raciale", est en plus porteur d'une autre dimension : au Maghreb, la question nationale, notamment en Algérie et au Maroc, s'exprime à travers la revendication linguistique. Quelques avancées ont été arrachées. Ainsi, en Algérie, le tamazight a été reconnu langue nationale en avril 2002, après les événements tragiques d'avril 2001 en Kabylie, au cours desquels 120 jeunes ont trouvé la mort suite à une provocation qui visait, dans cette région sensible, à la dislocation de la nation algérienne, un mois après une grève générale contre la dénationalisation des hydrocarbures. La crise de Kabylie est devenue depuis une carte maîtresse dans le dispositif américain. Le département d'Etat, puis l'Union européenne ont reçu en décembre 2003 le chef autoproclamé d'un "mouvement autonomiste" en Kabylie sans assises populaires. Le Parlement européen en avait préparé le terrain à travers une résolution adoptée en juin 2001, demandant la reconnaissance du "peuple kabyle" et une "réforme de l'Etat algérien".

Au Moyen-Orient, outre la question palestinienne, dont la solution met au centre l'instauration d'un Etat laïque et démocratique garantissant l'égalité des droits entre les deux composantes juive et arabe, est posé le problème de la minorité kurde dans au moins deux pays "arabes", l'Irak et la Syrie.

LE "FORUM POUR L'AVENIR"

Les 11 et 12 décembre 2004, s'est tenue au Maroc la première réunion du

GMO sous l'égide de Colin Powell. Elle a réuni les responsables du G 8 et de 23 pays du Maghreb et du Moyen-Orient, le G 8 ayant entre-temps, lors de sa dernière réunion à Sea Island, en juin 2004, endossé le plan américain "amendé".

Le Quotidien d'Oran écrit, le 13 décembre 2004 :

« Les travaux du Forum pour l'avenir du Grand Moyen-Orient et l'Afrique du Nord se sont achevés à Rabat par l'adoption d'un texte de résolution (...).

Soutenus par les représentants de l'Europe, les délégués des Etats arabes sont en effet parvenus à faire admettre le principe que les réformes démocratiques que les Etats-Unis demandent au monde arabe ne seront pas imposées par l'extérieur, mais "doivent être entreprises dans le cadre de la souveraineté de chaque Etat" et au rythme convenant à chacun d'entre eux (...).

Quand George W. Bush a fait connaître son projet de Grand Moyen-Orient, la majorité des gouvernants arabes avaient alors fait mine d'être intéressés par son initiative. Cela tout simplement parce que, dans le contexte où le projet a été annoncé, ces gouvernants avaient conscience qu'une opposition déclarée de leur part aurait provoqué l'ire de la Maison-Blanche et de l'administration de Washington, ce qui, pour la plupart d'entre eux, équivalait à des périls certains pour la stabilité de leur régime. L'enlèvement des Etats-Unis en Irak, les désillusions qui s'ensuivirent pour Washington font que le "diktat" américain de démocratisation exprimé dans le projet initial de Grand Moyen-Orient a été édulcoré par ses concepteurs mêmes, dans l'intention de se ménager le soutien des Etats arabes dans leur aventure irakienne. »

On l'aura deviné, les réticences exprimées à Rabat par les régimes arabes retenus comme cibles par Powell et par l'Union européenne ont porté sur les questions "démocratiques", notamment sur le statut de la femme.

Vaguement évoqués par les ministres "arabes" et la délégation française comme nécessitant "un règlement", l'occupation de l'Irak et le conflit israélo-palestinien ont vite été évacués.

En acceptant le cadre même de la réunion, tous les régimes "arabes" présents ont, de fait, admis la normalisation des

rapports avec Israël, concerné aussi par le GMO. Ils ont également confirmé leur caution à l'occupation de l'Irak.

Toute la presse algérienne relève qu'en définitive, *“seules les réformes économiques et sociales ont été abordées”*. En effet, aucun participant n'y a opposé de résistance. S'agit-il d'une victoire ?

Jeune Afrique écrit dans son éditorial du 14 mars 2004 :

« Les Etats-Unis consomment 25 % de la production mondiale de pétrole brut et 26 % de celle de gaz naturel. Eux-mêmes producteurs de ces deux matières premières, ils sont cependant loin d'être autosuffisants, important en moyenne 10 millions à 15 millions de barils par jour, la moitié de la production des onze pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Mieux : leurs réserves d'hydrocarbures ne représentent que 3 % des réserves mondiales. 21 des 23 pays du “Grand Moyen-Orient” possèdent des réserves de pétrole et de gaz. Deux pays en sont totalement dépourvus : Liban et Palestine. Ensemble, ces 21 pays détiennent 72 % des réserves pétrolières mondiales, soit 750 milliards de barils, et 52 % des réserves gazières, soit 80 000 milliards de m³, 8 d'entre eux sont membres de l'OPEP. »

La Tribune (14 décembre 2004) indique :

“Le forum s'est achevé sur un engagement collectif à entreprendre davantage de réformes économiques. L'OMC, le G 8, les institutions financières internationales et la Déclaration d'Agadir y sont désignés comme des références.”

Plus généralement, “les réformes économiques”, au centre des développements en cours à l'échelle du monde et dans la région concernée par la réunion, en relation avec la crise sans précédent qui frappe l'ensemble du système mondial fondé sur la propriété privée des grands moyens de production sous la direction de l'impérialisme américain, ont immédiatement amorcé un tournant.

LE GMO : LA DESTRUCTION DE TOUS LES ACQUIS

En Algérie, ce tournant s'est exprimé

par l'accélération du processus de privatisation-démantèlement des entreprises publiques (1 283 entreprises, annoncé le 1^{er} novembre 2004, le jour même du cinquantenaire du déclenchement de la lutte armée pour l'indépendance nationale, mais aussi par la réintroduction du projet de loi portant dénationalisation des hydrocarbures, qui avait été retiré en 2001 suite à une grève générale, par la suppression le 1^{er} janvier 2005 de la gratuité des soins, l'un des principaux acquis de l'indépendance nationale, par l'introduction d'une réforme de la fonction publique généralisant la contractualisation-désintégration de ses corps par l'externalisation et la sous-traitance dans le cadre de la réforme des structures et missions de l'Etat, par l'accélération de la réforme-privatisation des universités et de l'école, par le projet de réforme du système de Sécurité sociale et de retraite, et de la législation du travail...

Des déclarations officielles contradictoires et ambiguës entourent le sort des terres agricoles nationalisées.

Cette offensive, inégalée, qui programme l'“ivoirisation” de l'Algérie, entre dans le cadre de l'entrée en vigueur imminente de l'accord d'association avec l'Union européenne et des conditions pour l'entrée de l'Algérie dans l'OMC, soutenue par l'administration américaine.

En réalité, l'accord d'association signé en 1996, dans les pires conditions de la guerre de décomposition en Algérie, accord qui programme le démantèlement des barrières tarifaires douanières avec à la clé la suppression de 58 000 emplois dans le textile, la mécanique, l'agroalimentaire et les services, et la désertification de pans entiers de l'industrie algérienne ne fait que préparer un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.

C'est le même processus qui a été suivi au Maroc : *Le Quotidien d'Oran* (13 septembre 2004), reprenant la presse marocaine, écrit :

« L'impact des accords de libre-échange sur l'économie marocaine, signés par le Maroc avec plusieurs groupements régionaux ou dans un cadre bilatéral, commence à inquiéter autant les industriels que les agriculteurs marocains, qui craignent une déperdition progressive de

leurs parts de marché, alors que les recettes fiscales tirées des droits de douane devront connaître une réduction drastique, estiment des économistes marocains.

L'accord sur la zone de libre-échange, signé au mois de juin dernier à Washington entre le Maroc et les Etats-Unis, est de nature "à déstructurer complètement l'économie marocaine, incapable de soutenir la concurrence imposée par les produits américains, plus compétitifs", relèvent les mêmes milieux. Lors des négociations de cet accord, industriels et agriculteurs avaient averti le gouvernement contre les effets pervers des clauses de cet accord, autant sur le niveau des investissements, qui iront en baisse, que sur celui de la faible compétitivité des produits locaux face aux produits américains, largement subventionnés. La zone de libre-échange entre les Etats-Unis et le Maroc sera effective dès le 1^{er} janvier 2005 (...). Cet accord va ruiner l'économie marocaine, ralentir sa croissance et paupériser davantage la population, sur fond de baisse dramatique du niveau de vie moyen.»

Et ce 14 janvier 2005, le Parlement marocain ratifiait l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, sanctionnant ainsi son entrée en vigueur. Au même moment, une délégation de sénateurs américains débarquait à Alger pour plaider la même démarche.

Par la suite, viendra, selon l'agenda américain, le tour de la Tunisie, directement concernée par la suppression des quotas sur les textiles et l'habillement, car elle abrite une part conséquente de la production française, notamment dans le cadre des délocalisations.

La Tunisie et le Maroc sont déjà signataires de l'accord d'association avec l'Union européenne, les privatisations y ont déjà été imposées, et, au Maroc, le Code du travail a déjà été révisé.

Ainsi se met en place le plan Eizenstat américain annoncé en 2000, visant à transformer les trois pays du Maghreb en une zone de libre-échange pour les produits américains.

Mais l'Algérie, malgré la fermeture de 1 500 entreprises, possède un tissu industriel public, recèle des ressources naturelles importantes (hydrocarbures, minéraux...), des terres agricoles, et, bien que rognées à la faveur de la guerre de décom-

position, la législation du travail et la protection sociale n'y ont pas été démantelées. Pour défaire les conquêtes de la classe ouvrière et de la nation, l'impérialisme déclenche une offensive d'une extrême brutalité.

LE SORT DE L'ALGERIE SCELLE A SEA ISLAND

Le sort de l'Algérie a été scellé à l'occasion du sommet du G 8 sur le GMO, à Sea Island. Une "feuille de route pour l'Algérie" y a été présentée par le président algérien, invité comme représentant du continent africain. Cette "feuille" a satisfait les exigences de Bush quant aux réformes politiques et économiques devant être mises en œuvre.

Résultat : un semblant de débat a été ouvert sur le Code de la famille, resté sans suite. En revanche, en janvier 2005, a été ressuscité par le gouvernement le "dialogue" avec les animateurs du mouvement des Aarouchs (tribus), pour la mise en œuvre de la plate-forme qui consacre la régionalisation du pays sur une ligne altermondialiste, à partir de la Kabylie.

Or ce mouvement, rejeté par la population épuisée par la "ghettoïsation" et la décomposition induite par l'absence de l'Etat suite au retrait de la gendarmerie demandé par les Aarouchs, s'était complètement essoufflé. Parmi leurs "revendications" figure également le retrait de tous les élus kabyles des assemblées élues locales et nationales, consacrant ainsi la marche à l'"ethnisation" fabriquée de la nation algérienne vers sa dislocation.

La signature de l'accord sur ce point entre le chef du gouvernement et les représentants de ce mouvement a été imposée en janvier 2004, à l'occasion de la visite à Alger du sous-secrétaire d'Etat américain "au Travail et à la Démocratie". Et cela trois mois avant l'élection présidentielle, dont il avait contesté d'avance la régularité.

Le volet des réformes économiques de la fonction publique a été impulsé immédiatement après le sommet du G 8. Ces réformes économiques programment un massacre économique et social généralisé, accompa-

gné de chamboulements politiques majeurs à travers une réforme institutionnelle et constitutionnelle en cours de préparation, annoncée dans la “feuille de route pour l’Algérie”. Il s’agit de parachever la mise à mort de la République algérienne, produit de la révolution algérienne.

Les responsables et hommes d’affaires américains se bousculent en Algérie, ainsi que les Européens, notamment les Français, mais aussi les Italiens, les Espagnols et les Allemands, et enfin les Japonais et les Chinois, dans une course effrénée pour gagner des parts de marché, dans une gigantesque opération de dépeçage. Par la voix de ses responsables ou par FMI interposé, l’impérialisme américain exige la privatisation immédiate des banques algériennes. Il exige également que les réserves de change, plus de 43 milliards de dollars, ne soient pas utilisées pour les investissements publics. Le P-DG de l’Eximbank, en visite à Alger en septembre 2004, l’avait précisé en recensant ce qui intéresse les “investisseurs américains”.

Après l’élection présidentielle du 8 avril, le président algérien avait annoncé l’injection de 50 milliards de dollars dans un deuxième plan de relance économique sur cinq ans, provoquant mises en garde et menaces de la part du FMI, de l’Union européenne et de l’OMC, qui, après avoir ordonné que les fonds publics soient placés dans “de bonnes banques” et non pas les banques publiques, ont exigé l’ouverture du système bancaire, partie intégrante du plan Eizenstat. Ainsi, au moment où les réserves de change libellées en dollars contribuent au financement du déficit du Trésor américain, l’argent des banques publiques doit être réservé aux multinationales. Et le FMI, pour cela, ordonne que le fonds de régulation des recettes (6,5 milliards de dollars), destiné au remboursement de la dette extérieure, soit budgétisé pour être reversé dans les banques privatisées. Déjà, celles-ci ne doivent plus, selon les injonctions du FMI et de la Banque mondiale, financer les entreprises publiques. On l’aura deviné, les recettes des privatisations serviront au remboursement de la dette extérieure (19,5 milliards de dollars). C’est donc la mise à mort de l’Etat algérien, de la fonction publique et des services publics.

Le processus de privatisation des

banques est en cours de parachèvement au Maroc et en Tunisie.

Il en est de même de la question du foncier industriel, déjà scellée au Maroc et faisant l’objet d’une spéculation féroce. En chœur, les “investisseurs” et les ministres européens et américains réclament son ouverture comme condition pour les investissements de partenariat du Moyen-Orient.

Mais pour l’impérialisme américain, il s’agit de chasser les intérêts français d’Afrique du Nord, notamment de l’Algérie, l’un des derniers fiefs de l’impérialisme français. D’ores et déjà, dans le domaine des hydrocarbures, ce sont ANDARKO, AMOCCO et ARCO qui détiennent la plus grosse part des contrats pétroliers, les compagnies françaises étant désormais à la sixième position.

Avec la nouvelle loi sur les hydrocarbures, dictée directement par Washington, c’est un effondrement similaire à celui de l’Argentine qui est programmé. Il faut préciser que le ministre actuel de l’Energie en Algérie, directement aux ordres de l’administration américaine, a été de surcroît l’artisan des réformes en Argentine lorsqu’il était expert de la Banque mondiale.

Et c’est cette guerre ouverte, pour le pillage de l’Algérie, entre les intérêts américains et les intérêts français, qui fait se rapprocher le spectre de l’“ivoirisation”. Alors que les attentats “terroristes” ressuscitent de façon rythmée avec les décisions économiques majeures, il est impulsé un mouvement d’“évangélisation”, notamment en Kabylie, par l’Eglise de Bush...

DETRUIRE L’UGTA POUR DETRUIRE L’ALGERIE ET EN FINIR AVEC LA REVOLUTION ALGERIENNE

Cette œuvre de destruction massive, impulsée en Algérie, cible la classe ouvrière et son organisation, l’Union générale des travailleurs algériens (UGTA), dont l’histoire se confond avec la révolution algérienne. Fondée en 1956

en pleine guerre de libération, sa création a pour prolongement la nationalisation des hydrocarbures en 1971.

Rassemblant les travailleurs arabophones et amazighophones de toute l'Algérie, elle est le ciment de l'unité de la nation, et, de ce fait, par-delà la politique de sa direction agissant comme toutes les directions des appareils syndicaux sur une ligne d'accompagnement des "réformes", elle constitue un rempart contre la désintégration de la nation, notamment de 1992 à ce jour, suite à la crise de dislocation induite par l'arrêt du processus électoral, puis avec la crise de Kabylie en 2001.

Avec le programme de privatisation-dénationalisation-déréglémentation généralisée, les réformes du Code du travail, du système de Sécurité sociale et de retraite, les attaques contre le droit de grève et l'annonce du projet de pacte social, c'est l'existence même de l'UGTA qui est en cause, car elle demeure un obstacle devant les plans de l'impérialisme.

L'ambassadeur américain en Algérie est allé jusqu'à "faire une descente" à la Maison du peuple, siège de la centrale syndicale, et a dépêché un de ses adjoints à la fédération des hydrocarbures pour louer les bienfaits des privatisations et émettre des messages dont on peut imaginer la teneur...

La fermeture annoncée de 480 entreprises publiques "déstructurées" et la privatisation des 800 autres induisent des licenciements massifs. L'accord avec l'Union européenne et l'entrée dans l'OMC entraînent également la contractualisation de la fonction publique, qui hypothèque les droits syndicaux. C'est donc la disparition de l'organisation syndicale qui est programmée, pour détruire l'unité de la classe que ni la guerre de décomposition, ni l'impulsion d'un mouvement politique dit des Aarouchs en Kabylie n'ont réussi à liquider.

Et ce n'est certainement pas un hasard si ce tournant majeur est accompagné de la mise en place d'un Forum social algérien le 25 novembre 2004, se réclamant du Forum social mondial (FSM), regroupant un magma d'altermondialistes identique à celui des autres forums sociaux : des syndicalistes en rupture avec l'UGTA, qui

ont constitué des syndicats autonomes et agissent à l'intérieur de la centrale syndicale pour la disloquer, des anciens ministres qui appliquent les "réformes", des militants politiques de "gauche" et "d'extrême gauche", du parti stalinien, des amis de Rossetto et des régionalistes.

C'est qu'il s'agit, pour l'impérialisme et ses agents, d'accélérer la décomposition de l'Algérie par tous les moyens, pour en finir avec la révolution algérienne. La constitution des nations étant le produit de processus historiques, même les dates symboles marquant luttes et victoires grandioses, telles que le 1^{er} novembre 1954, le 24 février 1956, le 24 février 1971, doivent être effacées de la mémoire collective et remplacées par leur contraire.

Le même procédé a prévalu pour la Palestine, lorsque Mahmoud Abbas et le Fatah ont annoncé leur intention de mettre fin à la lutte armée le jour même du quarantenaire de son déclenchement, le 1^{er} janvier 1965.

APRÈS L'IRAK...

Le Grand Moyen-Orient, pour la Palestine, c'est la situation ouverte après la mort d'Arafat et l'intronisation d'Abu Mazen, selon les recommandations de Bush.

Sous la pression américaine et européenne, Mahmoud Abbas, qui a multiplié les initiatives contre la résistance palestinienne et contre l'Intifada, offensive qui a culminé dans le sommet de Charm el-Cheikh, le 8 février, à travers la signature d'un accord de cessez-le-feu, réunit les conditions pour la guerre civile inter-palestinienne, en exigeant l'arrêt de l'Intifada et de la résistance palestinienne.

Pour les besoins de sa "stratégie", l'impérialisme américain contraint Sharon à signer le cessez-le-feu. Selon le quotidien algérien *El Watan* (édition du 15 février 2005),

« Le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, a donné son feu vert de principe pour qu'Israël achète du gaz naturel aux Palestiniens et fournisse en contrepartie de l'eau à ces derniers, a indiqué hier le quotidien Yédiot Aharonot. Selon le jour-

nal, Israël éviterait ainsi de verser des sommes d'argent susceptibles de parvenir à des organisations "terroristes" et se prémunirait aussi contre d'éventuelles menaces d'embargo sur le gaz. Un important gisement de gaz naturel a été découvert en 1999 au large de la bande de Gaza par la compagnie britannique BG et son partenaire, la compagnie à capitaux arabes Consolidated Constructors Company (CCC), basée à Athènes. Les réserves palestiniennes de gaz naturel sont estimées à près de 40 milliards de mètres cubes. »

Or, pour l'impérialisme américain, le contrôle des ressources énergétiques doit être de son ressort exclusif sur toute la planète.

De plus, les conditions objectives, tant pour les populations palestiniennes que pour les populations juives, sont si intenable que ni l'Autorité palestinienne, ni Sharon n'ont les moyens de garantir l'application du plan américain de cessez-le-feu.

Lundi 14 février, une gigantesque explosion a secoué Beyrouth, ciblant Rafic Hariri, ex-Premier ministre du Liban, et son cortège, à deux mois des élections.

En fait, les moteurs de toutes les voitures étaient piégés. L'administration américaine et Israël ont immédiatement pointé un doigt accusateur contre la Syrie. L'Union européenne, appuyée par Condoleezza Rice, a demandé une commission d'enquête internationale. La Syrie est, après l'Iran, la deuxième cible de Bush au Moyen-Orient inscrite dans "l'axe du mal".

Sommé de retirer ses troupes du Liban et de désarmer le Hamas syrien par une résolution américano-française (résolution 1559) approuvée par la majorité du Conseil de sécurité de l'ONU en octobre 2004, le régime syrien a procédé au redéploiement partiel de ses soldats et a même affiché sa disposition à négocier sans conditions avec Israël sur la question du Golan, mais rien n'y fit.

Le Liban, non encore remis de la longue guerre civile qui l'a ravagé, a connu durant l'année 2004 plusieurs grèves générales contre la misère et le plan d'ajustement structurel, et subi des provocations orchestrées par des centres liés à l'impérialisme américain.

Dans ce cadre, une crise politique a été provoquée lorsque le Parlement libanais a reconduit l'actuel président, Emile Lahoud, considéré comme "proche de la Syrie", malgré les mises en garde de l'administration américaine. Rafic Hariri, alors Premier ministre, qui a mis en œuvre les privatisations au Liban, un pays accablé par une dette extérieure de 35 milliards de dollars (l'équivalent de 50 % de son PIB), avait démissionné et joint sa voix à celle de l'administration américaine et de l'Union européenne concernant le retrait des troupes syriennes.

Au Liban, l'Etat est construit sur la base d'un équilibre communautaire institutionnalisé : en permanence, le président est issu de la communauté chrétienne, maronite, le Premier ministre est sunnite et le président du Parlement est chiite.

Après la Jordanie, où 80 % de la population est d'origine palestinienne, c'est au Liban, puis en Syrie, que se concentre le plus grand nombre de réfugiés palestiniens porteurs de la revendication du droit au retour chez eux, d'autant qu'ils sont, au Liban, interdits d'exercer 70 métiers et professions, et vivent dans des conditions de totale précarité.

Dans un mouvement similaire à celui en cours au Togo, les télévisions arabes avaient diffusé en octobre 2004 des images "d'opposants" manifestant devant le Parlement pour "dénoncer la présence militaire syrienne".

Le sort du Liban était déjà scellé.

Une coïncidence est à relever : Sharon avait annoncé le retrait de l'armée israélienne d'Ariha (Jéricho) pour le 14 février, c'est-à-dire le jour même de l'attentat contre Hariri. Bien évidemment, le redéploiement a été reporté *sine die*. En revanche, dans le cadre de l'engagement de Sharon à libérer 500 prisonniers palestiniens, les services de sécurité israéliens ont remis à l'Autorité palestinienne 15 cadavres de militants assassinés !

LA MISE AU PAS DES MEDIAS

L'ambassadeur américain à Alger, courroucé par les écrits de la presse algérienne, avait convoqué le 1^{er} février 2005

des journalistes à un repas. Le quotidien *L'Expression*, le seul à avoir fait état de cette rencontre, rapporte les propos suivants :

« Richard W. Erdman, ambassadeur des Etats-Unis à Alger, a affirmé que les Etats-Unis n'ont jamais fait d'erreurs stratégiques quand il s'agit des grands rendez-vous de l'histoire. "Il nous arrive de faire des erreurs tactiques, mais jamais d'erreurs stratégiques", a déclaré M. Erdman, parlant des élections qui ont eu lieu en Irak (...).

"Nous avons participé à la Première Guerre mondiale, nous avons vaincu le fascisme et le nazisme durant la Seconde Guerre mondiale, on a instauré la démocratie en Allemagne (ex-RFA), au Japon, aux Philippines et en Corée du Sud", a rappelé l'ambassadeur, tout en rejetant le vocable de l'occupation des forces de la coalition en Irak : "Je parle le langage diplomatique et je dirai qu'il s'agit d'une présence militaire sous l'égide d'une résolution du Conseil de sécurité", a-t-il rectifié dans une discussion à bâtons rompus, avant de demander si la presse algérienne qualifie d'occupation "la présence des forces militaires syriennes au Liban", encore que, selon lui, les services syriens font pratiquement "main basse sur toute la vie politique au Liban". »

Et le 15 février, le quotidien *Le Jeune indépendant* rapporte l'information suivante :

"Le Pentagone cherche à recruter des journalistes maghrébins qui se spécialiseraient dans la propagande dans la lutte contre "le terrorisme et l'extrémisme religieux" et feraient la promotion de la politique de l'administration du président George W. Bush dans le Maghreb. C'est ce qu'ont révélé les chaînes CNN et ABC, citant de hauts responsables militaires américains.

Selon le lieutenant-colonel Derek Kaufman, porte-parole de l'US European Command, le commandement militaire conjoint responsable des opérations américaines en Europe, en Afrique et dans le Bassin méditerranéen, basé à Stuttgart (Allemagne), les correspondants recherchés viendront renforcer l'équipe rédactionnelle mise en place pour le site en ligne appelé Magharebia, un site dédié à l'actualité en Algérie, en Libye, au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie.

Lancé en octobre 2004, ce site sert d'arme supplémentaire dans la guerre globale contre le terrorisme.

"Chaque mot écrit constitue la stricte vérité", a-t-il lancé. »

C'est aussi cela, le GMO : la mise au pas de la presse, son intégration dans le dispositif d'ensemble pour faire taire toute voix discordante. Déjà, la célèbre chaîne El Djazira, spécialisée dans les reportages et débats sur la Palestine et l'Irak, vient d'être rachetée par Fox à son propriétaire, l'émirat du Qatar, sur injonction de l'administration américaine.

L'Arabie Saoudite, et plus récemment l'Egypte, comptent également parmi les cibles privilégiées "pourvoyeurs de terrorisme". Le wahhabisme, la doctrine islamique de l'Arabie Saoudite, naguère amie de l'administration américaine et des compagnies pétrolières américaines, devient l'un des plus grands dangers pour la planète. Il s'agit, selon l'administration américaine, "d'instaurer la démocratie" et "le respect des droits des femmes".

A l'origine, il s'agit d'un projet de découpage de l'Arabie en régions, permettant d'extraire les zones pétrolières et de contourner les réticences du régime à financer le coût de la deuxième guerre contre l'Irak et à y prendre part. Mais le courroux de Bush a été aiguisé par les réticences des régimes saoudien et égyptien à l'égard du projet de Grand Moyen-Orient.

Pour l'Egypte, le prétexte de la prochaine élection présidentielle, à laquelle Mubarak annonce sa candidature, tombe à pic. Lui aussi, comme de nombreux autres, est lâché, malgré tous les services rendus à l'impérialisme américain sur la question palestinienne en particulier et dans le cadre de la Ligue arabe en général.

La presse a relevé "la fronde" de Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue arabe, à l'occasion de la première rencontre du Grand Moyen-Orient à Casablanca, le 11 décembre 2004, qui a exigé que soit retirée l'accusation de terrorisme à l'encontre de différents pays de la région, dont l'Egypte.

AU MAGHREB, LA QUESTION SAHRAOUIE : UNE PIÈCE DANS LE PUZZLE DU GMO

Parce que le GMO, c'est la désintégration des nations pour lever tout obstacle devant le pillage et l'exploitation sauvage,

l'impérialisme américain, immédiatement après l'occupation de l'Irak, a ressorti le dossier du Sahara occidental, exigeant l'application du plan Baker pour l'autodétermination après une transition de cinq ans dans des conditions réunissant les ingrédients d'un embrasement généralisé.

Très vite, la tension est montée de plusieurs crans entre les régimes algérien et marocain, rapprochant le spectre de la guerre.

En réalité, le partage des richesses que recèle le Sahara occidental étant déjà réglé par des contrats semi-clandestins, dont James Baker en personne est un des principaux bénéficiaires, c'est la présence militaire américaine dans la région et le dépeçage de toutes les nations, à commencer par l'Algérie, qui constitue l'enjeu. En effet, après le Sahara occidental marocain, il y a, comme prolongement, le Sahara oriental algérien, qui trace la route vers tout le sud algérien, où se concentrent toutes les richesses naturelles.

Et c'est par une bien étrange coïncidence que la tension a commencé à diminuer concomitamment avec les chamboulements majeurs annoncés en Algérie par la loi de finances 2005, puis le programme de privatisations.

LE GMO, C'EST, PAR LE BIAIS DE L'OTAN, LA GUERRE GENERALISEE

La valse des représentants des multinationales et institutions financières internationales en Algérie alterne avec les réunions des responsables de l'OTAN, d'un côté, et les réunions des responsables des services de sécurité de l'Union européenne (notamment les cinq : France, Italie, Espagne, Grèce, Portugal) et des cinq du Maghreb, de l'autre côté. Chaque partie propose ses plans d'intégration de l'armée algérienne, en particulier dans ses "opérations de maintien de la paix" en Méditerranée. Il s'agit, selon les Américains et les Européens, de lutter contre le terrorisme, mais aussi de lutter contre l'immigration clandestine d'Afrique vers l'Europe via le Maghreb. Les cinq pays européens font pression pour l'installation

de camps de rétention dans les pays maghrébins. Faut-il le rappeler, l'Union africaine a déjà mis en place une force d'interposition devant intervenir dans les conflits sur le continent africain, agissant donc comme supplétif au compte de l'impérialisme.

Et à l'occasion du dernier sommet de Charm el-Cheikh, l'OTAN a "exprimé le vœu" que tout le monde s'implique en Irak, alors que Bush promet une force d'interposition en Palestine.

LA CLASSE OUVRIÈRE ALGERIENNE DEFEND SA SURVIE ET SON UNITE

Contre les privatisations, contre les atteintes aux libertés syndicales, dont le droit de grève, une lutte à mort est menée dans différents secteurs d'activité : l'agro-alimentaire, la mécanique, le textile, les "produits rouges", le bâtiment, l'hôtellerie..., premières cibles des privatisations. En effet, aucune des 18 fédérations que compte la centrale syndicale ne s'est prononcée en faveur de la privatisation. Pourtant, les grands moyens ont été déployés : chantage, menaces au licenciement, proposition de parts dans les entreprises cessibles...

Et les dirigeants syndicaux des entreprises nationales et unités de production, mais aussi au niveau fédéral, mettent en garde les travailleurs contre les tentatives de division visant à faire exploser l'organisation syndicale.

Dans les rassemblements ouvriers organisés par les fédérations, les travailleurs brandissent des banderoles sur lesquelles ils affirment : "Non aux privatisations", "Non au bradage des entreprises publiques", "Vive l'Algérie", "Vive l'UGTA".

En effet, la défense de la nation est une mission historique de la classe ouvrière. Elle se conjugue avec la défense de l'organisation syndicale qui matérialise son unité, contre les plans de privatisations, la destruction des conquêtes sociales, et contre les forums sociaux des altermondialistes, qui, en Algérie comme au Brésil, œuvrent pour l'intégration des organisations indépendantes de la classe

La nouvelle étape de l'offensive contre la classe ouvrière américaine, l'approfondissement de la crise dans le mouvement ouvrier et la lutte pour construire le Labor Party

Par Alan Benjamin

Le 20 janvier, George W. Bush, alors qu'il entamait son second mandat, a immédiatement exposé les objectifs fondamentaux que son administration entend poursuivre au cours des quatre prochaines années. Ils peuvent se résumer en une phrase : la volonté de démanteler les nations, ainsi que les classes ouvrières qui ont inscrit leurs conquêtes et leurs droits dans le cadre de ces nations.

Nous voulons souligner ici que l'une des cibles principales de l'administration Bush, c'est la classe ouvrière des Etats-Unis elle-même, c'est-à-dire ce qui constitue le socle même de la démocratie dans ce pays.

Le 20 mars marquera le deuxième anniversaire de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis. C'est une guerre qui a coûté la vie à plus de 100 000 Irakiens — mais qui a aussi entraîné la mort de 1 500 soldats américains et fait plus de 10 500 blessés graves.

Au début du mois de février, Bush a adressé au Congrès des Etats-Unis un projet

de budget de 419 milliards de dollars pour le Pentagone pour l'année à venir. Ce projet de budget, cependant, n'incluait pas les fonds spécifiques dédiés à la guerre en Irak et en Afghanistan, pour laquelle Bush a ensuite demandé une rallonge de 89,1 milliards de dollars.

Ce budget de guerre exorbitant détruit la nation américaine. Non seulement il est responsable de l'explosion de la dette nationale américaine, qui dépasse désormais les 7 000 milliards de dollars et qui menace donc l'avenir des futures générations, mais, de plus, c'est un budget qui engloutit des ressources importantes destinées aux travailleurs, détruit les services publics indispensables et les programmes sociaux, et entame les droits démocratiques acquis de haute lutte, auxquels le peuple américain est tant attaché.

Les Etats réduisent considérablement un grand nombre de prestations "non obligatoires", ce qui a pour effet de supprimer ou de rendre totalement inefficaces tous les

programmes concernant les soins dentaires, les soins ophtalmologiques, les prestations d'invalidité, ainsi que d'autres prestations. Cela résulte en grande partie de la décision prise par le gouvernement fédéral de réduire très largement les budgets accordés aux Etats pour Medicaid (remboursement des médicaments pour les personnes âgées accordé sous certaines conditions), tout en octroyant des centaines de milliards de dollars à la poursuite de la guerre et à l'occupation en Irak.

Qui plus est, c'est un budget qui s'accompagne d'une politique de destruction totale de la principale force productive de la nation — la classe ouvrière elle-même —, de même que de sa seule expression organisée : les syndicats.

Cette offensive prend la forme des accords patronaux de "libre-échange" comme le NAFTA (ALENA) et le FTAA (ALCA), qui délocalisent les emplois américains et détruisent le tissu industriel de la nation. On peut voir cette offensive dans le plan de Bush "*Aucun enfant n'est oublié*", qui vise à privatiser l'enseignement public et qui paralyse les syndicats d'enseignants. Et c'est encore plus évident dans l'offensive menée pour réviser le programme de sécurité sociale du pays, qui fournit actuellement un réseau minimum de sécurité sociale à des dizaines de millions d'Américains, dans le but de privatiser le système et de placer ces avoirs financiers énormes sur le marché boursier au profit des spéculateurs et des compagnies d'assurances privées.

Tout à fait symboliquement, cette offensive s'exprime dans le démantèlement des pensions des anciens combattants eux-mêmes — y compris les anciens combattants de la guerre en Irak.

C'est dans ce contexte d'offensive accrue contre la classe ouvrière américaine qu'a éclaté avec force une crise qui couvait à l'intérieur de l'AFL-CIO depuis assez longtemps.

LA CRISE SURVIENT AU LENDEMAIN DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Après avoir dépensé des millions de dollars et avoir mobilisé 200 000 volontaires et

plus de 5 000 permanents pour soutenir John Kerry le 4 novembre dernier, le mouvement syndical voit la défaite de sa stratégie électorale officielle accélérer la crise profonde qui secoue l'AFL-CIO depuis un certain temps.

Lors de la réunion du 10 novembre de la commission exécutive de l'AFL-CIO, Andy Stern, président du SEIU (syndicat des employés de service), le deuxième plus important syndicat du pays, a présenté un programme en dix points appelant à une révision importante des statuts de la fédération. Le programme de "réformes" de Stern a été soutenu par les sommets dirigeants de quatre autres syndicats nationaux, qui l'ont rejoint pour former le NUP (Partenariat pour une nouvelle unité).

Le cœur du programme en dix points de Stern, c'est la proposition de concentrer les plus de 60 fédérations nationales en moins de 20 puissants "super-syndicats", chacun avec une spécialité industrielle clairement définie.

Stern a aussi suggéré que l'autorité de l'AFL-CIO sur ses syndicats affiliés soit renforcée. Les échelons dirigeants de l'AFL-CIO seraient investis de pouvoirs pour désigner jusqu'à trois syndicats dirigeants autorisés à organiser les travailleurs dans une industrie, une entreprise ou une branche professionnelle spécifique. L'AFL-CIO aurait aussi autorité pour

"requérir la coordination des négociations collectives et la fusion ou le rejet des statuts syndicaux, le transfert des responsabilités aux syndicats dont cette industrie ou cette branche professionnelle constitue le principal champ de syndicalisation et d'empêcher toute fusion qui diviserait davantage la force des travailleurs".

Le président de l'AFL-CIO, John Sweeney, a évité un conflit ouvert avec Stern et le SEIU en déclarant que la confédération était d'accord avec l'essentiel des dix points de Stern. Il a affirmé que des "changements" majeurs seraient décidés à la commission exécutive qui se réunit du 1^{er} au 3 mars à Las Vegas. Mais John Sweeney et le président du Syndicat unifié de la métallurgie d'Amérique, Léo Girard, ainsi que d'autres, ont rejeté les propositions de Stern de restructurer les syndicats, les fédérations et les conseils syndicaux.

Dans une conférence de presse tenue à la suite de la réunion de la commission exécu-

tive, Stern a indiqué que si l'AFL-CIO n'entreprenait pas de changement radical, son syndicat envisagerait de quitter la fédération. Déjà, à l'intérieur du SEIU, une commission est en train d'étudier l'impact d'une désaffiliation. Cette déclaration confirme l'appel de Stern au congrès national du SEIU en juin 2004, quand il avait affirmé que l'AFL-CIO devait être "ou réformée, ou remplacée".

LE DEMANTÈLEMENT ET LA POURSUITE DE LA BUREAUCRATISATION DU MOUVEMENT SYNDICAL

Le plan en dix points de Stern a provoqué un large débat dans les sommets du mouvement syndical.

Certains syndicats ont pris la défense des propositions de Stern, affirmant que c'est seulement au travers d'une révision radicale des structures de l'AFL-CIO — en commençant par des syndicats d'industrie uniques et unifiés — qu'il sera possible d'avancer.

Ils remarquent que l'industrie du transport dispose de 15 syndicats différents, comme le secteur du bâtiment. Le secteur public dispose de 13 syndicats, tandis que le secteur de la santé compte 31 syndicats.

En réalité, le plan de Stern démantèlerait et détruirait inmanquablement un nombre significatif de syndicats et ne ferait que concentrer encore plus le pouvoir entre les mains de la bureaucratie syndicale, en retirant toute autonomie et tout pouvoir de décision de la base tels qu'ils existent aujourd'hui dans le mouvement syndical.

Dans un article intitulé "*Les critiques de Sweeney voudraient bureaucratiser pour organiser*", Herman Benson, rédacteur en chef de *Union Democracy Review* ("Revue de démocratie syndicale"), répond à la tentative d'étouffement de la démocratie syndicale du plan Stern. Il écrit :

"Le NUP propose d'éradiquer tout élément d'autonomie des fédérations d'Etat ou de ville de l'AFL-CIO ; tous les délégués seraient sélectionnés au niveau inter-Etat, et non par les sections locales. Les présidents des fédérations au niveau de

l'Etat et de la ville ne serviraient qu'à temps partiel. Les fédérations seraient dirigées par des vice-présidents, des cadres permanents, non élus par les délégués, mais désignés par l'AFL-CIO au plan national. Les sections locales perdraient le contrôle de leur propre trésorerie ; toutes les cotisations iraient à l'AFL-CIO au plan national. Ces habillages organisationnels ne sont jamais explicitement justifiés : ils sont simplement énoncés et ajustés pour se mouler dans la conception du NUP d'un mouvement syndical nouvellement bureaucratisé. En dénigrant la démocratie syndicale, et même en la violant, le Partenariat pour la nouvelle unité sape les bases mêmes de sa propre campagne pour organiser les inorganisés."

Andy Zipser, rédacteur en chef de la *Guilde Reporter*, l'organe officiel du *Newspaper Guild-CWA*, souligne que les propositions de Stern

"ont fait naître une impression de changement radical, alors qu'en réalité, il s'agit d'une incitation à perpétuer l'état actuel des choses : encore plus de fusions, plus de lobbying politique, encore plus de dirigisme vertical".

Zipser poursuit :

"Les syndiqués ne se bousculent pas pour ajouter leur grain de sel dans la discussion. Ils sont rebutés par tous ces discours sur la pénétration du marché et la densité du marché — un discours plus symptomatique des industriels de la fusion et des prises de marché que de celui d'un mouvement syndical. Ils savent aussi d'expérience que les fusions multiples de syndicats signifient encore plus de bureaucratie et une diminution régulière du contrôle et du pouvoir de décision au plan local."

D'autant plus, comme le souligne Ed Rosario, l'ancien président de la section 4-N du GCIU, "*ce qui est nécessaire n'est pas uniquement de faire de nouveaux syndiqués*", but que le plan Stern se donne ostensiblement, "*il s'agit de garder ses adhérents et de les aider à prendre possession de leurs syndicats*".

Le nombre de sections syndicales qui ont disparu a augmenté de manière significative dans la période récente, du fait que les dirigeants syndicaux traitent leurs adhérents comme de simples cotisants. "*S'ils n'ont pas leur mot à dire dans leur syndicat, note Ed Rosario, les adhérents quittent tout simplement le syndicat par la petite porte.*"

LE NUP DISPARAÎT, MAIS LA MENACE PERSISTE TOUJOURS

A la mi-janvier, à peine deux mois après s'être formé, le Partenariat pour la nouvelle unité a été dissous.

Il semble qu'en réponse aux réactions d'un nombre important de dirigeants d'autres syndicats, Stern a décidé de poursuivre l'essentiel de ses objectifs avec d'autres moyens. En décembre, le syndicat des teamsters a publié sa propre déclaration sur l'avenir des syndicats avec un certain nombre de propositions de restructuration similaires à celles contenues dans le plan en dix points de Stern. Mais le plan des teamsters a été présenté de manière plus diplomatique et sans menace de scission de la fédération.

Andy Stern, dans un communiqué publié le 19 janvier, intitulé *"Quels devraient être les principaux tests ?"*, explique les raisons de la dissolution du NUP, tandis qu'il dit clairement qu'une menace de scission dans l'AFL-CIO pèse toujours si le syndicalisme n'emprunte pas le chemin des "réformes" qu'il a mises en avant.

Le 22 février, dans une nouvelle déclaration, Stern annonce que le SEIU se prépare à ne plus être affilié à l'AFL-CIO et à ne devenir qu'un simple "partenaire".

BOTTER A GAUCHE POUR COURIR A DROITE

Le discours ferme de Stern a trompé beaucoup de syndicalistes, qui ont cru qu'il s'agissait d'un véritable mouvement de réforme visant à renforcer les syndicats aux Etats-Unis.

Stern a parlé de

"donner aux ouvriers la force et l'unité pour faire en sorte que les géants de la nouvelle économie comme Wal-Mart augmentent les salaires et les acquis, et respectent leurs droits".

Il a parlé

"d'assurer que, dans aucune industrie, les travailleurs ne reverraient jamais leur force divisée — comme c'est le cas pour les travailleurs des compagnies aériennes aujourd'hui — quand ils seront confrontés

aux offensives patronales qui réduisent le niveau de vie dans toute l'économie".

Il appelle

"les travailleurs du secteur public et du privé à s'unir pour gagner le droit de chaque famille ouvrière à pouvoir accéder aux soins et à une retraite digne".

Ce discours radical a fait qu'un certain nombre de militants syndicaux ont pu assimiler Stern et les "réformes" du NUP à John L. Lewis et au mouvement qu'il avait créé pour donner naissance au CIO à la fin des années 1930 — mouvement qui, lui, était un développement réellement progressiste, qui a rompu avec le corporatisme de la vieille AFL pour créer le mouvement syndical de masse d'aujourd'hui.

Rien n'est plus éloigné de la réalité. Stern, c'est le cas typique du permanent syndical qui botte à gauche pour courir à droite.

Herman Benson, de l'*Union Democracy Review*, écrit :

"La formation du Partenariat pour la nouvelle unité par quatre dirigeants syndicalistes au niveau inter-Etat a été comparée à la naissance du CIO au sein de la vieille AFL, mais les différences sont plus frappantes que les similitudes. Le CIO est né en réponse à l'initiative spontanée, turbulente et souvent incontrôlée de milliers de travailleurs. Le NUP a germé dans le cerveau des permanents syndicaux (...). Comme beaucoup de plans grandioses, le projet du NUP a besoin que ses dirigeants jouissent d'une autorité extraordinaire."

Alors que le CIO a été le moteur de l'organisation de masse enracinée dans la démocratie syndicale et le militantisme de base, Benson ajoute que

"le NUP semble considérer la démocratie syndicale comme un inconvénient, voire même un frein".

Mais cela ne constitue qu'un aspect du problème. Tout mouvement de type CIO au sein du syndicalisme aujourd'hui, en plus de promouvoir la démocratie syndicale la plus large à partir de la base et la plus grande autonomie des syndicats locaux, devrait remettre en cause et rompre avec la vague de négociations et de concessions qui a entraîné la ruine des syndicats et les a conduits à l'impasse actuelle. Il devrait rompre avec l'acceptation continue de la logique du "partenariat" avec le patronat, qui amène à faire des concessions.

Le principal problème avec la négociation contractuelle dans le transport aérien, ce n'était pas l'existence de différents syndicats, mais l'impasse de l'orientation donnée par les directions syndicales, qui consiste à négocier sur la base de concessions. A aucun moment il n'y a eu de résistance coordonnée ou de discussion pour remettre en cause la réglementation antidémocratique et antisyndicale, en commençant par la loi Taft-Hartley, qui empêche les syndicats de brandir leur force économique. A aucun moment il n'y a eu de campagne politique lancée pour exiger que le gouvernement nationalise les compagnies aériennes en faillite.

Les syndicalistes de Decatur, dans l'Illinois, ne connaissent que trop bien les problèmes posés par les fusions syndicales, qui sont mises en avant, comme toujours, comme substituts à la lutte de classe et au syndicalisme indépendant. En 1996, les syndicalistes de Staley Corp. ont vu leur longue grève d'un an trahie quand leur syndicat a fusionné avec des syndicats plus importants pour former le PACE.

(Cette même fusion, cela mérite d'être noté, a porté un coup au Labor Party en plein essor, quand l'OCAW — le syndicat qui constituait le fer de lance du Labor Party — a rejoint le syndicat du livre et d'autres syndicats pour former le PACE).

Dans aucune de ses déclarations, Stern n'a répondu, même de loin, à cette question de fond de la faillite de la stratégie du "partenariat syndicat-entreprise". Nulle part, il n'a parlé de construire la solidarité ouvrière au travers des piquets de grève de masse, de défendre ces piquets de grève contre les jaunes et les "flics" antisyndicaux, et de passer outre les décisions de justice utilisées pour briser les grèves, même si cela signifie des arrestations. C'est pourtant bien ce que John L. Lewis avait dû faire dans les années 1930 pour construire le CIO.

Aujourd'hui, un mouvement de type CIO devrait prendre position clairement et sans ambiguïté contre la tendance des Etats-Unis à développer une guerre impérialiste. Il faudrait qu'il appelle à réduire considérablement les crédits de guerre et à ce que les sommes dégagées soient utilisées pour répondre aux besoins de la population. Il devrait prendre position pour le retour immédiat de tous les soldats et le démantè-

lement de toutes les bases militaires américaines à l'étranger.

L'été dernier, le congrès national du SEIU a adopté une résolution très ferme contre la guerre, résolution proposée par les partisans de US Labor Against the War ("Le mouvement ouvrier américain contre la guerre"), mais Stern et la direction du SEIU n'ont pas donné suite à cette résolution.

Ce qui est encore plus important, c'est qu'un mouvement de type CIO, aujourd'hui, devrait rompre avec le "partenariat" à sens unique avec le Parti démocrate, qui a lié le mouvement syndical à la machine de guerre patronat-gouvernement — qui s'attaque aux travailleurs aussi bien dans notre pays qu'à l'étranger — et entravé la capacité de résistance des syndicats. Mais au lieu d'appeler à la rupture avec les démocrates et à s'unir aux forces à l'intérieur du mouvement syndical qui avaient fait un pas en avant pour former un parti ouvrier, Stern a approfondi l'engagement de son propre syndicat auprès du Parti démocrate, en doublant presque le montant des fonds versés traditionnellement par le SEIU au candidat du Parti démocrate pour l'élection présidentielle.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL DE CE DEBAT, EXCLUSIVEMENT AMERICAIN EN APPARENCE

Ce débat houleux dans le mouvement syndical américain à propos de la "restructuration" du plan de Stern et de ses fusions forcées peut apparaître comme une affaire strictement américaine. Mais, en réalité, il n'est que la réfraction, dans les conditions particulières des Etats-Unis, du processus tumultueux et dangereux pour le mouvement ouvrier qui se développe au sein des sommets des syndicats du monde entier.

Roger Sandri, militant syndicaliste français de longue date, qui a joué un rôle central dans le développement de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, a présenté une contribution dans le bulletin de préparation de la conférence mondiale de Madrid sur le projet lancé par la Confédération internationale des syndi-

cats libres (CISL) pour “unifier le mouvement syndical international”. Ce projet a été lancé par le congrès mondial de la CISL à Miyazaki, au Japon, en décembre dernier.

La résolution finale adoptée par le congrès de la CISL est intitulée “*Mondialiser la solidarité - Construire un mouvement syndical mondial pour l’avenir*”. Elle appelle à un changement rapide pour fusionner avec la Confédération syndicale mondiale (CSM), un mouvement syndical d’origine chrétienne, et avec toutes les autres confédérations internationales comme la Fédération des syndicats mondiale (FSM), dans le but d’établir une organisation syndicale internationale unifiée à l’horizon 2006.

Roger Sandri souligne que les origines de la CISL remontent au début du XX^e siècle, quand les syndicats liés à la social-démocratie à ses débuts se sont regroupés sur la base de positions de lutte de classe. La CSM, d’un autre côté, est née en 1920 sur la base du syndicalisme inspiré par le corporatisme chrétien et la collaboration de classe.

La fusion avec la CSM, note Roger Sandri, apparaît comme visant à accélérer l’intégration corporatiste des syndicats dans l’application de la mondialisation patronale — tout cela sous couvert d’aider à “humaniser” cette offensive patronale contre les travailleurs et leurs nations, qui sont le cadre dans lequel les acquis historiques des travailleurs et des peuples ont été codifiés.

Roger Sandri écrit :

« *La CISL fait sienne la mondialisation et entend s’y intégrer, en vue, dans une projection à terme, de la participation à une éventuelle “gouvernance mondiale”, dont il est de plus en plus question dans les milieux altermondialistes.* »

Roger Sandri s’inquiète du fait que la nouvelle fusion avec la CSM et avec d’autres pourrait très bien voir la transformation de l’organisation syndicale internationale unifiée “en organisation non gouvernementale (ONG), spécialisée et compétente pour discuter et négocier avec les institutions du mondialisme”. Selon ce projet, les fédérations nationales disparaîtraient également, remplacées par une nouvelle structure chaque jour plus éloignée de son mandat en tant qu’organisation syndicale.

Roger Sandri met en garde la CISL contre le fait qu’elle pousse à une fusion qui

la placerait elle-même au-dessus des confédérations syndicales nationales et agirait comme une méga-structure en tandem avec l’organisation “Global Compact” des Nations unies — une structure qui vise à détruire les accords de négociation collective et les droits ouvriers applicables pour les remplacer par des “codes de bonne conduite”, qui doivent être adoptés par les entreprises multinationales. Roger Sandri note qu’un tel processus a déjà été enclenché avec la formation de l’Union Network International (UNI) (“Réseau syndical international”), une nouvelle formation supranationale qui n’est pas ancrée dans les principes ou les traditions du syndicalisme, mais qui vise plutôt explicitement à amener les syndicalistes à la table de la mondialisation, où on leur demande de constituer un “partenariat” avec les multinationales et les institutions du capital financier international.

Un exemple concret de cette orientation s’est déjà exprimé concernant le Brésil, où la CISL pousse la confédération CUT à fusionner avec Força Sindical, un syndicat “jaune”. Cela porterait un coup fatal à la CUT, qui est une confédération syndicale lutte de classe indépendante, née après les gigantesques mouvements de grève des travailleurs brésiliens entre 1971 et 1981.

Roger Sandri conclut sa contribution en notant que,

“*en ce qui concerne l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, le syndicat doit demeurer l’organisation de classe par excellence, pour maintenir, en toutes circonstances, en tous lieux et à tous les niveaux, son indépendance, sans laquelle il se transformerait en un simple rouage des structures de l’impérialisme mondial*”.

Entre la fusion vers laquelle pousse le récent congrès de la CISL et les fusions promues par Andy Stern, il y a des parallèles éclatants.

UNE OFFENSIVE PATRONALE MONDIALE

Pour en revenir au mouvement syndical américain, il est évident qu’un cours différent de celui projeté par Andy Stern est

nécessaire pour contrer l'offensive patronale mondiale.

Aujourd'hui, moins de 13 % des travailleurs des Etats-Unis sont syndiqués, le taux le plus bas depuis 1930. Il n'y a qu'un syndiqué sur douze travailleurs du secteur privé.

Dans le secteur privé, le droit de grève est sévèrement limité par l'utilisation de "remplacements permanents", qui découragent en fait les travailleurs de faire grève par peur de perdre leur emploi. Les dispositions du "droit au travail" des Etats interdisent les sections syndicales d'entreprise, et, dans les faits, appliquent "l'open shop".

Les syndicats ont été décimés au cours des vingt-cinq dernières années, du fait de la déréglementation, de la privatisation, de la sous-traitance, des délocalisations, des accords de "libre-échange", de la législation anti-ouvrière et ouvertement antisyndicale — y compris le recours à la loi Taft-Hartley, notoirement anti-ouvrière, qui interdit la solidarité du piquet de grève.

Toutes les offensives contre les travailleurs au cours des vingt-cinq dernières années ont été menées par l'un ou l'autre des deux grands partis — de la déréglementation des industries à la NAFTA, à la privatisation des services publics, et la liste serait longue. En fait, un grand nombre de lois et de mesures que le mouvement syndical dénonce aujourd'hui ont été appliquées sous des présidences démocrates ou par des majorités du Parti démocrate au Congrès.

Le soutien apporté par les syndicats au Parti démocrate a permis au cadre législatif et institutionnel de se mettre en place fermement pour paralyser le mouvement syndical et l'empêcher d'organiser et de défendre les intérêts de ses adhérents — et, plus largement, ceux de la classe ouvrière.

Contrairement à ce qui se passe dans la plupart des autres pays, les syndicats qui appellent à la grève aux Etats-Unis sont confrontés à la perspective de voir des travailleurs intérimaires recrutés pour occuper les postes de travail et des réquisitions être décidées par les tribunaux pour approuver les opérations des briseurs de grève.

Le droit de grève n'existe que sur le papier ; la loi Taft-Hartley l'a rendu largement formel, en limitant la capacité des travailleurs à stopper la production — ce qui

constitue le principal moyen de pression sur les patrons pour qu'ils tiennent compte des revendications des ouvriers. Une réforme de la législation authentiquement ouvrière doit commencer par une campagne politique des syndicats pour l'abrogation de la loi Taft-Hartley. Mais c'est une campagne qui monterait les syndicats directement contre le Parti démocrate, qui n'a pas — et ne veut pas — abrogé cette loi anti-ouvrière.

Le soutien au Parti démocrate a été l'une des raisons principales des déboires des syndicats aujourd'hui — depuis le faible taux de syndicalisation, la diminution des effectifs, jusqu'à la diminution de la pression syndicale dans les négociations collectives.

En fait, l'acceptation du statu quo a conduit deux responsables syndicaux de l'AFL-CIO de l'Oregon, Tim Nesbitt et Brad Witt, à proposer d'augmenter le nombre "d'adhérents" en « *organisant les travailleurs dans des "non-bargaining unit associations"* (associations qui n'ont pas pour but de négocier), *qui peuvent apporter un grand nombre de nouveaux adhérents très rapidement* ».

Les "*non-bargaining unit associations*" vont à l'encontre du mandat des syndicats, qui est d'organiser les travailleurs en sections syndicales qui peuvent faire pression sur les employeurs pour obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail dans le cadre des accords contractuels de négociation collective. La perspective de Nesbitt-Witt est défendue à grand bruit par tous les partisans des Forums sociaux mondiaux dans le monde entier, qui, prenant leurs consignes du "Global Compact" des Nations unies, en appellent aux multinationales pour qu'elles soient de bonnes "citoyennes mondialistes" en adoptant des "codes de bonne conduite" non contraignants.

LE SYNDICALISME A BESOIN DE CONSTRUIRE UN PARTI OUVRIER

Aujourd'hui, la question centrale à laquelle le mouvement syndical est confronté est la nécessité de rompre avec le Parti démocrate pour construire son propre instrument de combat : un parti ouvrier fondé

sur les syndicats et ouvert à tous les secteurs opprimés de la société. Sinon, le mouvement ouvrier ne peut que continuer à dépérir et à être méconnaissable, et utilisé comme soupape de sécurité par le capitalisme mondialisé.

Aujourd'hui, de nouvelles lois sont nécessaires pour interdire le remplacement des grévistes, pour rendre légale la reconnaissance d'une section syndicale par simple déclaration de la majorité des salariés, pour obliger les employeurs à négocier les contrats de bonne foi en ce qui concerne la reconnaissance et l'arbitrage, et pour permettre aux syndicats de négocier sans craindre l'impasse et l'application unilatérale des propositions de l'employeur. Les travailleurs ont besoin d'un système unique d'assurance maladie, il faut que la loi Taft-Hartley et tous les accords de "libre commerce" soient abolis, il faut défendre bec et ongles le système public de retraite et tous les services publics — tout cela exige que soit détruite la machine de guerre et soient révisées les priorités à l'échelle de la nation.

Mais qui fera voter ces lois ? Sûrement pas le Parti démocrate. Il en a eu plus d'une fois l'occasion et il a failli lamentablement. On peut toujours trouver un démocrate libéral de la vieille école pour déposer telle ou telle proposition de loi. Mais depuis la Seconde Guerre mondiale, le Congrès et les législatures sont largement antisyndicaux, et non prosyndicaux, même quand ils sont contrôlés par les démocrates. Le Congrès des Etats-Unis est devenu la corbeille à papiers de toutes sortes de bonnes lois prosyndicales, qui n'ont jamais vu le jour.

Le mouvement ouvrier a besoin de parler de sa propre voix, de ses propres représentants indépendants dans les conseils municipaux, les législatures des Etats, au Congrès des Etats-Unis — et, oui, à la présidence des Etats-Unis.

Au lendemain de l'élection du 2 novembre, le besoin pour le mouvement ouvrier de rompre avec le Parti démocrate et de construire son propre parti ouvrier a refait surface comme la question centrale à laquelle les travailleurs de ce pays sont confrontés.

A la suite de l'élection, Mark Dudzic, organisateur national du Labor Party (LP), a soumis un article à une large discussion, intitulé : *"Après les élections : quelle suite ?"*

Le LP est la formation politique fondée en 1996 par l'ancien dirigeant du OCAW, Tony Mazzocchi. Aujourd'hui, malgré son nom, le LP n'est en réalité pas plus qu'un groupe de partisans pour un parti ouvrier.

Dans son article, Dudzic explique que le défi auquel est confronté le mouvement ouvrier, c'est de créer une nouvelle politique pour le mouvement ouvrier — une chose qu'aucun des deux partis au pouvoir ne veut faire, du fait de leurs liens avec les patrons.

Il souligne que la raison pour laquelle il n'y a pas aujourd'hui ce qu'il appelle *"un Labor Party effectif"*, c'est *"parce que le mouvement ouvrier n'a pas relevé le défi d'en créer un et de le soutenir. C'est la tâche à portée de main."*

PROPOSITIONS POUR UNE ACTION POLITIQUE INDEPENDANTE NOIRE

Une composante essentielle de la lutte pour construire un parti politique indépendant de la classe ouvrière aux Etats-Unis — c'est-à-dire un Labor Party fondé sur les syndicats —, c'est la lutte pour construire une organisation politique indépendante des travailleurs noirs. Ce sont les travailleurs noirs qui ont été en première ligne et ont subi le plus durement l'offensive contre la classe ouvrière dans ce pays, et, chaque jour qui passe, ils se voient retirer un à un leurs droits démocratiques essentiels.

Juste au moment de l'ouverture de la campagne présidentielle de 2004, une large discussion s'est ouverte au sein du mouvement ouvrier au sujet de la nécessité d'un parti ouvrier, et une discussion a commencé également parmi les militants et les syndicalistes noirs sur la nécessité de construire une organisation politique indépendante des travailleurs noirs comme partie prenante de la bataille pour l'indépendance politique de la classe ouvrière tout entière.

Deux tracts ont été distribués à la Marche du million, le 17 octobre à Washington DC, par le Mouvement de l'unité des travailleurs noirs (Black Workers Unity Movement, BWUM) et par la Ligue des travailleurs noirs, qui mettent en lumière cette orientation.

Le tract publié par le BWUM affirme :

“Les deux principaux partis ont un accord tacite pour éviter de mettre en cause ce qui pourrait déranger la domination patronale du système électoral et l'ordre mondial de l'impérialisme américain. Saper les droits démocratiques des Afro-Américains a été la pierre angulaire pour saper la démocratie pour la classe ouvrière américaine au sens large.

L'initiative prise par les travailleurs noirs de la section Local 10 de l'ILWU d'appeler à la Marche du million de travailleurs et son objectif de construire l'unité de la classe ouvrière et l'action politique indépendante expliquent l'importance de la direction ouvrière noire dans la lutte pour la démocratie et un changement radical.

Un aspect crucial du mouvement pour l'action politique indépendante de la classe ouvrière et la formation d'un parti politique de masse basé sur la classe ouvrière, c'est l'indépendance politique des Afro-Américains par rapport au Parti démocrate. En fait, ce serait un pas important dans la lutte pour l'autodétermination des Afro-Américains.

Pour enraciner et développer plus encore la direction ouvrière noire, les travailleurs noirs ont besoin d'une organisation nationale.”

De la même manière, une brochure distribuée par la Ligue des travailleurs noirs à la Marche du million de travailleurs remarque :

“Une rupture des masses noires avec le Parti démocrate pour former un parti politique indépendant basé sur la classe ouvrière représenterait une avancée majeure dans la voie de l'autodétermination et du pouvoir ouvrier. La formation d'un Congrès national des travailleurs noirs aiderait à consolider la lutte contre l'oppression nationale des Afro-Américains à l'intérieur du mouvement ouvrier, tandis que cela maintiendrait l'indépendance et l'initiative du mouvement de libération africain dirigé par l'ouvrier noir.”

LES LECONS TIRÉES DE L'EXPERIENCE RECENTE DU LABOR PARTY

L'appel de Mark Dudzic, organisateur national du LP, pour construire un parti

ouvrier sur les cendres des élections du 4 novembre constitue une bouffée d'air frais. Mais ses propositions ne sont pas parvenues à indiquer de façon concrète et tangible comment faire avancer les choses pour construire cet authentique parti ouvrier. Il appelle *“à l'action de nos militants et de nos organisations pour mener des campagnes nationales stratégiques soigneusement financées autour des questions qui concernent tous les travailleurs”* pour *“changer le paysage politique national”*.

Mais c'est bien ce que le Labor Party a essayé de faire, sans grand succès, depuis son congrès de fondation en 1996, avec ses campagnes pour des soins médicaux justes et pour la gratuité de l'enseignement supérieur.

En 1996, des syndicats représentant près de 2 millions d'adhérents se sont regroupés pour former le Labor Party. A la suite de l'adoption du NAFTA par Clinton et son adhésion totale à la ligne patronale droite, il y avait une grande opportunité pour lancer un Labor Party, qui pouvait commencer à présenter des candidats contre les démocrates et les républicains dans plusieurs endroits sur un plan local.

Les partisans sérieux du Labor Party ont compris que s'il devait être un peu plus qu'un simple groupe de pression sur le Parti démocrate, il devait commencer à lancer un défi aux démocrates, même si c'était seulement dans quelques villes, sur le plan électoral. Ce n'était pas des plans sur la comète ; il y avait des syndicats au sein du Labor Party qui voulaient s'engager dans cette voie électorale pour construire un authentique parti ouvrier.

Au lieu de cela, la direction du Labor Party, sur l'insistance de ses principaux organisateurs, a voté pour former un *“parti ouvrier non électoral”* — un non-sens complet, particulièrement aux Etats-Unis, où la politique est dominée par les élections. Et ce *“cours non électoral”* est demeuré la politique officielle, même après que la convention du Labor Party, en 1998, eut adopté une résolution de *“stratégie électorale”*.

En 2000, avec l'élection — on devrait plutôt dire la sélection — de George W. Bush, l'argument du *“moindre mal”* en faveur des démocrates a resurgi de plus belle dans le mouvement ouvrier, et la tâche de promouvoir le LP est devenue plus difficile.

Une énorme occasion pour enraciner le LP dans les syndicats et dans la politique locale a été perdue — non pas du fait des syndicats en général, mais à cause d’une stratégie maladroite adoptée par la direction centrale du Labor Party. Cela a considérablement affaibli le Labor Party.

COMMENT AVANCER

Dans son article “*Quelle tâche maintenant pour le Labor Party ?*”, Jerry Gordon, président du OSLP (Labor Party de l’Etat d’Ohio), fait un certain nombre de propositions très importantes à la direction du Labor Party pour qu’elle inverse la tendance actuelle, qui mène le parti à une lente disparition. Il appelle à organiser des réunions publiques du Labor Party, afin de mettre en évidence les actions anti-ouvrières et pro-guerre des démocrates, et le besoin urgent pour les syndicats de rompre avec ces faux “amis de la classe ouvrière”. Il appelle le Labor Party à se constituer en pointe avancée du combat pour que les syndicats prennent l’initiative d’appeler à une grande manifestation pour la défense du système public de retraite. Et il fait remarquer que le Labor Party a la capacité d’aider au surgissement de forces considérables qui lui permettent de commencer à présenter des candidats indépendants sur la scène politique.

Gordon a tout à fait raison d’indiquer qu’actuellement, malgré ses énormes faiblesses et ses erreurs passées, le Labor Party jouit encore d’un soutien considérable dans les syndicats, il possède une publication nationale et une structure nationale — plus important encore, il a un héritage programmatique, que ses deux premiers congrès, en 1996 et en 1998, ont permis d’enrichir. Après le 2 novembre, la construction du Labor Party doit commencer par le Labor Party lui-même.

Dans le numéro spécial élection 2004 de *The Organizer*, nous avons écrit que la nécessité pour la classe ouvrière de rompre avec le Parti démocrate était devenue une question de vie ou de mort pour les syndicats, pour la classe ouvrière dans son ensemble dans ce pays, pour la démocratie et la sauvegarde de la civilisation humaine. Nous ajoutons ensuite que le mouvement

ouvrier devait présenter son propre candidat indépendant à l’élection présidentielle de 2008.

Pour réaliser cela, nous avons appelé à la formation d’un “Comité politique pour des candidatures ouvrières aux élections locales”, pour encourager la présentation de candidats ouvriers aux élections locales — municipales, élections de district et d’Etat —, qui se présenteront sous l’étiquette “indépendants”.

Nous ajoutons que le but de ces comités était d’organiser la discussion, afin de convaincre tous ces militants de l’impérieuse nécessité que les travailleurs de ce pays avancent dans la construction d’une expression politique indépendante.

Socialist Organizer, qui publie le journal *The Organizer*, a décidé d’assumer ses responsabilités et d’apporter son aide à l’accomplissement de cette tâche historique. Nous avons publié un “*Appel pour l’action politique de la classe ouvrière au niveau local — depuis les élections locales et élections d’Etat de 2005, jusqu’à la présidentielle de 2008*” (voir la déclaration ci-après) ; nous commençons à le faire circuler et à le faire signer.

A l’heure où nous écrivons, et après seulement deux semaines de campagne, nous avons récolté 80 signatures de responsables syndicaux, qui soutiennent cette déclaration. Les responsables de Socialist Organizer ont été invités à présenter la déclaration lors de différentes réunions dans tout le pays.

Par exemple, le 10 février, 52 syndicalistes et militants se sont réunis à Sacramento, en Californie, lors d’une assemblée locale du Labor Party, pour entendre l’éditeur du journal *The Organizer* faire une présentation de nos propositions et relancer la campagne de construction du Labor Party. La discussion a duré plus de trois heures et a abordé tous les problèmes auxquels la classe ouvrière est confrontée — depuis le débat entre Stern et Sweeney, le rôle que jouent les Verts pour empêcher les syndicalistes de rompre avec le Parti démocrate, jusqu’à la nécessité de présenter des candidats ouvriers locaux indépendants à Sacramento en novembre 2005, afin de servir de précurseurs à tout le mouvement ouvrier américain.

Alan Benjamin

“Appel pour l'action politique locale indépendante de la classe ouvrière”

Plus que jamais, les syndicats doivent rompre avec le Parti démocrate et construire leur propre parti ouvrier indépendant !

Pour des listes indépendantes ouvrières locales aux élections locales et aux élections d'Etat contre les “républicocrates” en 2005.

Pour un candidat ouvrier indépendant à la présidentielle de 2008.

L'administration Bush agit comme si elle avait mandat de s'attaquer aux salaires, aux conditions de vie et de travail du peuple américain. Ce n'est pas son mandat.

Même en ne tenant pas compte de la gigantesque fraude électorale dans l'Ohio et dans d'autres Etats, les chiffres officiels montrent que seuls 26 % des Américains en âge de voter ont voté Bush. Quarante pour cent des électeurs inscrits ne se sont pas rendus aux urnes le 2 novembre, beaucoup d'entre eux rejetant consciemment l'alternative bonnet blanc-bonnet Bush-Kerry. De plus, 12 % des adultes en âge de voter ne se sont même pas déplacés pour s'inscrire sur les listes électorales, tant ils n'ont plus aucune confiance dans le système. Bien que le nombre de votants ait été plus élevé qu'en 2000, le chiffre était loin d'atteindre la moyenne d'après-guerre.

Environ trois quarts des Américains âgés de plus de 18 ans n'ont pas voté pour Bush, ce n'est pas ce que l'on peut qualifier de mandat clair pour sa politique de droite.

Un très grand nombre d'Américains se sont résignés à voter Kerry (56 millions), non pas parce qu'ils étaient d'accord avec sa politique “Bush allégé”, mais parce que c'était pour eux le seul moyen de dire non à la haine, à la guerre, aux mensonges, aux reculs divers sur les droits civiques et à la politique de la famille, qui caractérisent l'administration Bush. Ils ont voté pour dire non à la privatisation de nos ressources naturelles, non aux financements occultes accordés au patronat et à la corruption, et non à l'anéantissement du système public de retraite.

C'est l'absence d'alternative crédible qui a conduit à la victoire de Bush. Lorsque les électeurs ont eu pour seul choix Bush ou “Bush allégé”, une majorité de ceux qui ont voté ont choisi l'“original” plutôt qu'une pâle imitation. Mais cela ne signifie pas que les électeurs soient d'accord avec la politique de Bush. Loin de là. C'est simplement qu'il manquait un candidat crédible, qui ait la volonté de révéler au grand jour les mensonges de Bush et qui soit capable de rassembler l'énorme mécontentement populaire à l'égard du gouvernement. Kerry était bien incapable de le faire, car lui aussi représente le patronat. Sur la plupart des problèmes fondamentaux qui se posaient aux électeurs, il a pris des positions similaires à celles de Bush. Sur bien des points, il s'est même montré, à plusieurs reprises, plus à droite que Bush.

Le 16 janvier a été publié un sondage *Washington Post-ABC*, qui montre plus clairement que le vote à la présidentielle ce qu'éprouvent réellement les Américains. Voici ce que le sondage révèle :

— 54 % des sondés considèrent que Bush ne mène pas le pays dans la bonne direction.

— 55 % désapprouvent le programme de “réforme” — c'est-à-dire de privatisation — du système public de retraite (Social Security).

— 58 % désapprouvent la façon dont Bush mène la guerre en Irak (60 % considèrent que les élections programmées pour le 30 janvier ne permettront pas à un gouvernement stable de voir le jour) (*cet article a été écrit avant les élections en Irak — NDLR*).

— 52 % désapprouvent la politique économique de Bush.

Ces résultats font écho à un sondage *New York Times-CBS*, effectué le 23 novembre dernier, qui, de plus, montrait qu'une majorité :

1) souhaite que l'avortement reste légal ;

2) est opposée à un amendement à la Constitution qui interdirait le mariage entre personnes du même sexe ;

3) approuve le fait que les revenus les plus élevés soient davantage imposés (66 %) ;

4) explique que l'influence du grand patronat se fait trop sentir dans le gouvernement (là aussi, 66 %).

La classe ouvrière doit rompre avec les démocrates

Ce qui caractérise essentiellement cette élection, c'est l'absence d'une expression politique indépendante et viable des travailleurs, qui, si elle avait existé, aurait pu, le 2 novembre, donner à une

importante majorité l'énergie nécessaire

l'attaque du patronat menée sous l'égide du système des deux partis, contre nos acquis et nos droits.

La direction nationale de l'AFL-CIO et l'ensemble des syndicats ont dépensé plus de 500 millions de dollars pour soutenir la campagne de Kerry. Ils ont envoyé plus de 200 000 militants syndicalistes faire du bénévolat pour Kerry, pour aller faire du porte à porte dans les Etats clés.

Pourtant, malgré cet énorme déploiement financier et humain, le mouvement ouvrier n'a pas abouti.

Le sentiment général à l'égard de Bush est la haine. C'est la haine pour Bush qui a poussé ces armées de syndicalistes bénévoles à agir. Mais cela n'a pas suffi à assurer la défaite de Bush. Pour ce faire, les travailleurs auraient eu besoin d'un candidat à eux, qui aurait représenté leurs intérêts — Kerry n'était pas, ne pouvait pas être ce candidat, puisqu'il était le candidat d'un des deux partis politiques sous le contrôle et à la solde des riches qui dirigent ce pays.

Cela fait trop longtemps que le mouvement ouvrier accompagne la politique anti-ouvrière du Parti démocrate. Depuis des décennies, les syndicalistes et les militants politiques appellent le mouvement ouvrier à rompre avec le Parti démocrate et à construire un parti ouvrier enraciné dans les syndicats et ouvert à tous les alliés du mouvement ouvrier dans les groupes opprimés. Ils expliquent sans relâche qu'on ne peut pas réformer le Parti démocrate, car c'est un parti du patronat.

Aujourd'hui, la rupture avec le Parti démocrate est une question cruciale, à laquelle sont confrontés les travailleurs de ce pays. C'est une question de vie ou de mort pour les syndicats, pour la majorité ouvrière de ce pays et pour la démocratie.

Il faut que le mouvement ouvrier rompe avec le Parti démocrate et présente son candidat indépendant à la présidentielle de 2008.

Nos tâches immédiates

La première tâche qui nous permettra d'avancer est d'amener les syndicats à former des alliances avec les organisations noires et latinos pour présenter des listes ouvrières indépendantes locales pour les élections locales et les élections d'Etat contre les "républocrates" en 2005. C'est ce premier travail qui nous permettra d'acquérir de l'expérience et donnera l'impulsion pour la campagne présidentielle dans quatre ans.

Il faut que les immenses ressources du mouvement ouvrier soient mises au service du combat pour faire progresser les intérêts propres des travailleurs dans tous les domaines — surtout sur le plan politique, là où sont prises toutes les grandes décisions qui touchent le quotidien de la majorité ouvrière.

Les partisans d'un parti ouvrier expliquent depuis des années que, sans le soutien du mouvement syndicaliste, sans l'infanterie de ses centaines de milliers de militants, le Parti démocrate s'effondrerait ; il serait bien incapable de faire élire qui que ce soit à un poste quelconque. N'est-il pas temps de renverser la vapeur pour que ce soit le candidat ouvrier qui soit mis en avant et que les démocrates soient ceux que l'on dénonce comme "comparses" des républicains ?

Nous en appelons à tous les lecteurs de *The Organizer*, à tous ceux qui soutiennent le journal — plus largement, nous en appelons à tous les militants et syndicalistes — pour qu'ils signent cet **appel pour l'action politique locale indépendante de la classe ouvrière**. Rejoignez-nous, aidez-nous à le faire connaître dans les organisations ouvrières locales.

Aidez-nous à rassembler tous les signataires de cette déclaration dans des meetings, dans tout le pays, afin de construire des comités locaux "Pour l'action politique indépendante de la classe ouvrière". Comme leur nom l'indique, ces comités ont pour but de présenter des candidats ouvriers (indépendants) aux élections locales, de région et d'Etat en 2005 ; le point culminant sera un candidat à la présidentielle de 2008.

Aidez-nous à susciter la discussion la plus large sur l'impérieuse nécessité pour la classe ouvrière de ce pays de commencer à construire son expression politique indépendante. Ensemble, nous pouvons, nous devons mettre le Labor Party sur les rails.

Pour ce combat, nous avons besoin de vous !

**Le comité de rédaction
de *The Organizer Newspaper***

A propos de la baisse du dollar et de sa signification

Par François Forgue

Qu'elles paraissent loin, les années où les porte-parole de la bourgeoisie vantaient les mérites d'une "monnaie forte" et appelaient à se sacrifier pour sa défense. La fin de l'année 2004, marquée par l'envol de l'euro face au dollar — il fallait dépenser 1,30 dollar américain en moyenne pour acquérir un euro, qui est monté jusqu'à 1,35 —, a vu s'exprimer crainte et effroi du côté des bourgeoisies d'Europe.

"La déroute du dollar sème la consternation sur la planète financière (...). Et, de l'Europe à l'Asie, les protagonistes cherchent la parade contre cette dépréciation accélérée, pilotée sans vergogne par des dirigeants américains qui semblent avoir perdu tout sens de la concertation internationale",

écrivait le quotidien français spécialisé dans l'économie, *La Tribune* (24 novembre 2004), confirmant ce que notait quelques jours auparavant la presse américaine :

"La baisse du dollar, qui n'a jamais été aussi bas qu'aujourd'hui face à l'euro, donne des frissons aux grands patrons et aux hommes politiques d'Europe" (International Herald Tribune, 20 novembre 2004).

Pour ce qui est des Etats-Unis, c'est une autre affaire. Sous le titre éloquent "*Quand la faiblesse est une force*", Stephen S. Roach, économiste en chef de

Morgan Stanley, considérait pour sa part que si

"la chute du dollar n'est pas un remède pour tous les maux de la terre, elle devrait beaucoup aider à un rééquilibrage nécessaire" (International Herald Tribune, 28 novembre 2004).

C'est le même souci qui s'affirme en ce début d'année 2005. On le retrouve en quelque sorte en "négatif" dans le soupir de soulagement émis par les bourgeoisies d'Europe après la réunion des ministres des Finances du G 7 (Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, France, Italie et Canada) qui vient de se tenir à Londres, alors que le dollar remonte de quelques points, puisqu'il est passé de 1,367 pour 1 euro le 30 décembre à 1,273 le mardi 8 février.

C'est ainsi que les publications européennes, qui, comme nous l'avons vu plus haut, faisaient part de leur "consternation" lorsque le dollar était au plus haut, décèlent une lueur d'espoir dans la situation. Mais ce soupir de soulagement risque bien de n'être que celui de l'homme que l'on étouffe au moment où la pression diminue légèrement et temporairement.

Du côté américain, on affiche à la fois plus de calme et moins d'illusions. Le *New York Times* (9 février) rappelle que "*la remontée du dollar face à l'euro sera*

difficile à maintenir”. Remontée réduite due à des mouvements sur le marché des changes consécutifs aux déclarations d’Alan Greenspan, président de la US Federal Reserve, et au discours sur l’état de l’Union du président Bush, soulignant l’un et l’autre la nécessité d’une plus grande rigueur budgétaire, et qui ne modifie pas qualitativement le fait qu’en quatre ans l’euro s’est apprécié de près de 60 % par rapport au dollar.

Le *New York Times* ajoute :

« *Un profond sentiment de scepticisme persiste dans les milieux financiers, où demeure la conviction que le dollar baissera encore cette année pour atteindre le seuil de 1,40 pour 1 euro. “Ce que nous voyons est une déviation par rapport aux cours à long terme”, explique Neil Mellor, un spécialiste des questions de change de la Banque de New York à Londres. “Le déficit commercial américain ne disparaîtra pas”. »*

Ainsi, “laisser filer le dollar” n’est positif pour l’impérialisme américain que dans certaines limites. Les déclarations apaisantes de Greenspan, par elles-mêmes, ne règlent rien. Mais cela indique que la marge dont dispose l’impérialisme américain malgré sa puissance relativement à ses autres partenaires et rivaux est réduite.

Aussi, pour établir ce que signifie la baisse du dollar du point de vue de l’économie mondiale, et donc de la lutte des classes, ce que signifie sa “remontée”, est-il nécessaire de revenir à quelques données essentielles.

LE DOLLAR, ARME DE DESTRUCTION MASSIVE ?

Tout d’abord, et il suffit de se rapporter aux faits évoqués dans divers articles de ce numéro de *La Vérité* pour en juger, jamais comme aujourd’hui l’impérialisme américain n’a occupé une place aussi centrale dans le fonctionnement du système capitaliste mondial et dans sa préservation, et jamais il n’a assumé ce rôle avec une telle brutalité sur tous les terrains. La place du dollar ne peut être séparée de cette réalité.

La place du dollar découle donc de la place mondiale de l’impérialisme américain, de sa puissance relativement aux autres grands pays capitalistes, de ses

concurrents et partenaires. Mais cette supériorité indiscutable sur tous les plans, politique, militaire, économique, s’inscrit dans une crise généralisée de décomposition du mode de production capitaliste, qui, loin de l’épargner, se concentre à terme sur l’économie américaine, même si le chemin qui mène à cette crise sera jonché de victimes dans les autres continents.

Le dollar est de fait la monnaie de réserve internationale, la monnaie de référence dans les paiements mondiaux. Le billet vert représente environ 65 % des réserves de change mondiales. Comme l’explique *Le Figaro* (12 décembre) :

“*Si la devise américaine conserve ce cadre prédominant, c’est d’abord et avant tout parce que les Etats-Unis demeurent la première économie mondiale (...). Les grandes vagues d’innovations (informatique, technologie de l’information, biotechnologie...) ont toutes été diffusées depuis les Etats-Unis. Depuis plusieurs années, le rythme de la croissance américaine dépasse aussi celui de ses grands partenaires.*”

Par ailleurs, il est nécessaire de revenir sur les fonctions de la monnaie dans l’économie capitaliste et sur la manière dont s’expriment ces fonctions dans la phase actuelle de pourrissement et de décomposition aiguë du mode de production capitaliste.

On sait que la monnaie est apparue bien avant l’avènement du capitalisme, mais que c’est dans le cadre de son développement qu’elle va s’épanouir et occuper toutes ses fonctions. La monnaie s’est imposée comme conséquence du développement des échanges, rendant indispensable l’existence d’un équivalent général. C’est à partir de là que se définissent ses fonctions : celles de moyens de circulation (elle permet tous les échanges) et de moyens de paiement. La monnaie obtenue en contrepartie d’une marchandise est acceptée parce qu’elle constitue une valeur équivalente (1).

(1) L’article de Michel Dauberny sur “*La crise monétaire et la crise financière*”, paru dans *La Vérité*, n° 14, nouvelle série, de mai 1995, et reproduit en annexe du livre *Lutte des classes et mondialisation*, présente la théorie marxiste de la monnaie et l’évolution du problème monétaire au travers du développement de l’impérialisme, de la situation succédant à la Seconde Guerre mondiale et de la décision du 15 août 1971 prise par l’impérialisme américain de rendre le dollar inconvertible en or.

L'évolution du capitalisme, parce qu'elle a abouti à donner une place particulière à l'impérialisme américain, a conféré du même coup une place spécifique au dollar. Bien que l'or demeure l'ultime référence monétaire et que cela se manifeste à chaque grande crise, le dollar s'est affirmé comme une monnaie particulière, puisque c'est par rapport à elle qu'est calculée la valeur relative des différentes monnaies.

Monnaie de l'impérialisme le plus puissant, le dollar va être — et est — utilisé comme une arme “*de destruction massive*” par l'impérialisme américain pour les besoins de sa domination. Nous reproduisons en annexe de cet article un extrait de *Lutte des classes et mondialisation*, de Daniel Gluckstein.

QU'EST-CE QUE L'EURO ?

Il en va tout autrement avec l'euro, qui n'a de réalité que rapporté au dollar, et cela reste vrai que l'euro soit coté 0,80 dollar, 1,35 ou 1,60 dollar. L'existence de monnaies nationales est inséparable de l'existence de bourgeoisies nationales et d'Etats nationaux. C'est dans ce contexte que la concurrence entre les monnaies était en quelque sorte un reflet de la concurrence entre les différents degrés de productivité de chaque économie. C'est en ce sens que le taux de la monnaie sur le marché mondial et des changes reflétait ce que les économistes bourgeois appellent les “fondamentaux” (les profits, la croissance de la production, l'emploi, les exportations, etc.).

Or l'euro monte alors que tous les commentateurs de la situation économique constatent la descente aux abîmes de l'économie des grands pays européens. C'est que les rapports entre le dollar et l'euro se situent dans un tout autre cadre.

Il n'est pas sans intérêt, en relation avec l'analyse de la situation présente, que l'organisme qui se présente comme le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, c'est-à-dire la direction du courant politique représenté en France notamment par Alain Krivine et au Brésil par Miguel

Rossetto, considérait à la fin de 2002 que “*les bourgeoisies européennes ont remporté un succès incontestable par l'adoption de la monnaie unique*” grâce à laquelle “*l'Union européenne peut devenir plus concurrentielle sur le marché mondial*”. On admirera la sagacité dans la prévision de ces “spécialistes”. On remarquera aussi que ce chant à la gloire de l'euro ne peut que jeter une ombre sur le sérieux du rejet de la “Constitution” européenne par les organisations du Secrétariat unifié.

Et c'est précisément en polémiquant avec les positions d'ensemble de ce courant que la revue *La Vérité* était amenée à rappeler ce qu'était l'euro :

« *La monnaie unique ? Faut-il le rappeler, elle a été mise en place avec la Banque centrale européenne, elle-même totalement subordonnée à la Réserve fédérale américaine. Les mouvements de l'euro sont déterminés “en creux” par les mouvements du dollar. Ce sont les besoins de l'économie américaine qui déterminent les mouvements de la prétendue monnaie européenne* » (2).

Il semble que cette réalité de l'euro soit au moins partiellement saisie par celui qui en fut l'un des plus grands défenseurs, à savoir Laurent Fabius, qui écrit dans *Le Figaro* (4 février) :

“*L'euro est devenu une monnaie chère, très chère. Par rapport au dollar, il a gagné près de 60 % en quatre ans (...). Faut-il s'en réjouir ? Certainement pas (...). Cette hausse de l'euro n'est pas un signe de bonne santé. Elle est avant tout un signe de la faiblesse du dollar, conséquence de la colossale dette publique et de l'abysmal déficit commercial américain. C'est le résultat aussi d'un choix politique des dirigeants des Etats-Unis, qui ont laissé filer leur monnaie pour favoriser leurs entreprises dans la compétition internationale et stimuler l'emploi chez eux. Choix dangereux au demeurant, qui peut déboucher sur un krach financier...*”

Et Laurent Fabius ajoute :

“*Une hausse de 20 % de l'euro par rapport au dollar réduit globalement, à échéance d'un an, la croissance de la zone euro de 0,5 et celle de l'emploi de 0,2.*”

(2) “*Altermondialisation : les habits neufs du néo-capitalisme*”, par Daniel Gluckstein (*La Vérité*, n° 32, mars 2003).

Cette appréciation de Laurent Fabius traduit le profondeur de la crise qu'introduit en Europe la politique de l'administration Bush. Comme on le voit, c'est bien d'un véritable écrasement de l'Europe qu'il s'agit, écrasement qui traduit les véritables rapports de force entre l'impérialisme américain et les impérialismes d'Europe. Un journal américain caractérisait ainsi ces rapports :

“De leur côté, les économies d'Europe n'ont jamais été aussi ouvertes au marché nord-américain qu'aujourd'hui. Le commerce transatlantique est aujourd'hui la condition même de survie de certaines régions et compagnies européennes (...). Les revenus des firmes américaines en Europe se sont développés dans les dernières années, malgré les frictions sur l'Irak. Le dollar faible a fourni à ces firmes des rentrées de 82 milliards l'année dernière, 25 % de plus que l'année précédente. Ces revenus ont encore progressé de 29,2 % durant la première moitié de 2004.

Dans le seul deuxième trimestre, elles ont atteint 25 milliards de dollars, avec des profits importants en France et en Allemagne, les deux pays les plus opposés à la guerre en Irak. Les compagnies américaines continuent à tirer d'Europe la moitié de leurs profits annuels à l'étranger.

Cela fait également de l'Europe la destination la plus attirante pour les investissements directs en provenance des Etats-Unis. En dépit de tout ce qui se dit sur le fait que les firmes américaines s'installent en Chine et en Inde, plus de 60 % du flot de capitaux américains de 609 milliards pour cette décennie sont allés vers l'Europe (373 milliards de dollars). Pour la seule année dernière, les firmes américaines ont investi 100 milliards de dollars en Europe et la progression continue. Les investissements américains en Europe ont augmenté de 50 % dans la première moitié de l'année 2004, atteignant 60 milliards de dollars et s'orientant vers un record de 120 milliards de dollars” (International Herald Tribune, 5 novembre 2004).

Quand l'euro était “faible” par rapport au dollar, cela facilitait la pénétration des multinationales en Europe et l'acquisition à bas prix de pans entiers de l'économie des pays d'Europe. Quand l'euro est “fort”, cela permet une baisse du coût des exportations américaines et une diminution de la dette américaine (payée en dollars).

Les Echos (16 novembre) notaient :

“Le dollar baisse et il continuera de baisser. L'administration Bush a pris le parti de maintenir artificiellement l'activité nationale par l'endettement international.”

L'économie américaine ne continue à tourner qu'à partir, d'une part, de l'injection d'énormes masses d'argent retirées des services publics dans tous les domaines, des dépenses de guerre, et, d'autre part, de l'augmentation vertigineuse de la dette des Etats-Unis, c'est-à-dire de l'extorsion d'un tribut de plus en plus lourd pillé dans le reste du monde. Le déficit de la balance commerciale pour 2004 atteint 617 milliards de dollars, le déficit budgétaire 427 milliards de dollars.

C'est pourquoi “*le dollar est devenu l'arme de choix pour tenter de réduire la balance des paiements des Etats-Unis*” (*La Tribune*, 22 novembre). Le même journal ajoute d'ailleurs, le surlendemain, avec une touche de désespoir, que “*le tout-puissant patron de la Réserve fédérale donne son aval à l'administration Bush pour user sauvagement de l'arme du taux de change pour tenter de résorber le déficit abyssal de la balance des paiements des Etats-Unis*”.

Ce que cela signifie dans la pratique, l'*International Herald Tribune* (2 décembre) l'illustre :

« Pour avoir une idée du point auquel la dégringolade du dollar peut gâcher la journée d'un homme d'affaires européen, il n'y a qu'à parler au directeur d'une petite entreprise de machines-outils de la Ruhr. Il constate avoir perdu 10 000 dollars de profit en trois jours, trois jours qui se sont écoulés depuis qu'il a signé un accord de vente avec une firme américaine, dont il escomptait tirer 30 000 dollars de bénéfices. Il ajoute : “Volkswagen, Daimler, BMW ont beaucoup de mal à vendre aux Etats-Unis. Leur situation financière s'est dramatiquement aggravée et ils font pression sur nous”. »

C'est toute l'économie des pays d'Europe qui est frappée : alors qu'en moyenne, les importations en provenance des Etats-Unis voient leur prix baisser d'environ 30 %, les exportations européennes vers les Etats-Unis se voient frappées dans les faits d'une surtaxe de 30 % !

Cette relation n'est certes pas modifiée par les recommandations modestes et

limitées du G 7. Comme le souligne le *Financial Times* (5 février),

“si les autres membres du G 7 faisaient part de leurs soucis, le maître de la Réserve fédérale a déclaré que les forces du marché et une rigueur disciplinaire réduiraient les déséquilibres dans l'économie mondiale”,

signifiant ainsi que l'impérialisme américain partirait de ses propres intérêts dans ses relations avec ses partenaires.

PLUS DURE SERA LA CHUTE...

Mais, répétons-le, ses intérêts doivent être défendus dans des conditions de désagrégation de l'économie capitaliste mondiale. Les représentants de l'impérialisme américain abordent la question de la baisse du dollar avec plus de sérénité que les représentants des bourgeoisies d'Europe, puisque la baisse du dollar est une arme qu'utilise l'impérialisme américain. Mais il ne peut l'utiliser que dans certaines limites. C'est une arme à double tranchant qui, au-delà d'un certain seuil, se retournerait contre son utilisateur.

Cette situation contradictoire était parfaitement expliquée par Stephen Roach, que nous avons déjà cité au début de cet article.

“Les Etats-Unis doivent importer des réserves étrangères pour financer la croissance de leur économie (...). Actuellement, l'Amérique tire librement de ce réservoir absorbant à peu près 80 % des réserves mondiales. Tout comme les Etats-Unis délocalisent production et travail, ils délocalisent leurs réserves. C'est un arrangement dangereux. Le jour pourrait venir où les investisseurs demanderont plus d'avantages pour financer le flot d'entrées de capital aux Etats-Unis. C'est alors que le dollar s'effondrerait et que le marché des actions plongerait. Une telle crise rendrait la récession américaine inévitable, et le reste du monde suivra.”

C'est l'économie mondiale, et donc, d'une manière directe, la base nationale de l'économie américaine, qui est en crise. L'endettement vertigineux et les déséquilibres qui font, comme le disait le *New York Times*, que “le reste de la planète

produit et que l'Amérique achète”, procèdent de l'impasse du mode de production fondé sur la propriété privée des moyens de production. La crise mondiale qui affleure au travers du chaos monétaire menace l'impérialisme américain lui-même, même si, pour reprendre l'expression d'un journaliste, il utilise “sauvagement” la manipulation monétaire.

A la veille de la réunion du G 7, le commentaire d'une radio d'Etat française (Radio France Internationale) assurait que

“les marchés financiers retiennent leur souffle dans l'attente du G 7 finances consacré pour l'essentiel à la chute du dollar. Toutefois, il y a peu à espérer d'une rencontre dont les participants ont des intérêts aussi divergents. Les Européens, et tout particulièrement les membres de la zone euro, souhaitent que les Etats-Unis s'engagent à adopter des mesures efficaces pour contrer l'envolée de la monnaie unique européenne par rapport au billet vert (...). Les Américains ne se feront pas faute de rappeler aux Européens la lenteur des réformes structurelles jugées nécessaires, comme l'assouplissement du marché du travail.”

Au-delà donc des “intérêts divergents”, il y a un intérêt commun, qui est d'ailleurs à la base de la soumission de plus en plus marquée des gouvernements européens, de droite comme de “gauche”, aux exigences américaines, telles qu'elles sont véhiculées ces temps-ci dans les capitales d'Europe par Condoleezza Rice : la nécessité pour tous de porter des coups contre leurs classes ouvrières, contre leurs droits, pour diminuer drastiquement la valeur de la force de travail.

La plupart des commentateurs marquent leur scepticisme quant à l'effet des mesures annoncées par Bush pour réduire le déficit budgétaire. En effet, simultanément, le président prévoit l'augmentation des dépenses militaires. Il faut tout d'abord se préparer à l'accroissement du coût de la poursuite de l'occupation — et donc de la guerre en Irak — et, dans le même temps, se préparer à de possibles interventions contre d'autres “avant-postes de la tyrannie”.

Il demeure, comme cela a été souligné par nombre de défenseurs du système impérialiste, que l'impérialisme américain ne peut laisser sans réagir croître les défi-

cits jumelés de la balance commerciale et du budget. Dans cette mesure, la structure du budget annoncé par Bush II est loin de n'être qu'un simple exercice de prestidigitiation sans conséquences, comme l'affirment les critiques du Parti démocrate : la réalité, c'est qu'il constitue une arme de combat contre la classe ouvrière.

C'est ce qu'a clairement indiqué George W. Bush en plaçant au centre de son discours sur l'état de l'Union la "réforme", c'est-à-dire en fait la destruction, par la privatisation, du système actuel de retraite publique. Ce système est un acquis des grandes luttes ouvrières des années 1930 aboutissant à la formation du CIO : il assure le seul revenu garanti à tous les travailleurs cessant leur activité et il est aujourd'hui, pour la majorité des travailleurs américains, le seul revenu qu'ils perçoivent.

Le plan Bush prévoit de transférer une partie des versements des travailleurs (c'est-à-dire une partie de leur salaire) à des comptes privés, qui seraient placés en Bourse. Les retraités deviendraient ainsi uniquement des "petits épargnants", qui pourraient à tout moment être ruinés par une crise financière.

L'ensemble des coupes budgétaires prévues vont dans le même sens : réductions dans le domaine de la santé, de l'éducation, des subventions à l'agriculture, réduction des dépenses d'infrastructure civile.

On a dit du message présidentiel qu'il était un "message de guerre". Certes,

mais il faut préciser qu'en ce qui concerne le "front intérieur", c'est un message de guerre contre les travailleurs américains.

On sait qu'annoncer ou déclarer une guerre est une chose et que la mener à une conclusion victorieuse en est une autre, bien différente.

Les travailleurs américains — comme ceux des autres pays — ne sauraient être partisans de la disparition de leurs droits, de la généralisation de la précarité, du hold-up de la spéculation sur une part défectueuse de leur salaire.

D'emblée, la direction de l'AFL-CIO avait fait connaître son opposition au projet de Bush concernant les retraites. De toute part, au sein du mouvement syndical, des motions, des résolutions adoptées par différentes instances affirment la volonté de résistance, mettent à l'ordre du jour l'organisation d'une mobilisation d'ensemble contre les mesures de régression sociale que l'administration Bush veut imposer.

La revue financière britannique *The Economist* résumait en une image la situation :

"L'économie mondiale est comme un homme au sommet d'une chute d'eau, se préparant à sauter sans connaître la profondeur de l'eau à la base."

Ce sentiment de vertige est dû avant tout à la réalité de la lutte des classes, que personne ne peut contrôler.

François Forgeue

ANNEXE

Extraits de *Lutte des classes et mondialisation*, par Daniel Gluckstein (SELIO)

L'impérialisme américain dicte sa loi

Il est clair que, par le biais des accords et des institutions internationales, mais aussi par les manipulations des monnaies, l'impérialisme américain dicte sa loi à l'échelle internationale. La crise d'effondrement qui frappe l'économie mondiale depuis l'année 1997 est une expression concentrée du rapport entre les Etats-Unis et le reste du monde. Le point de départ de la crise actuelle, c'est la décision du 15 août 1971. Répétons-le : par sa décision historique du 15 août 1971, visant à faire du dollar l'étalon monétaire mondial, l'impérialisme américain a acquis le privilège exorbitant de contrôler les paramètres de l'économie de tous les pays et à l'échelle mondiale, en fonction des paramètres et des besoins du capital financier américain. Jamais, dans le passé, on n'avait assisté à une telle concentration.

Cette décision elle-même marquait la fin d'une époque. De la fin de la guerre à 1971, l'impérialisme américain avait très largement financé la croissance américaine et internationale en recourant à la planche à billets. L'énorme quantité de dollars accumulés dans les réserves de change à l'échelle internationale revenait à ce que les marchés du monde entier finançaient très largement le développement des parts de marchés américaines dans le monde, la guerre du Vietnam et l'ensemble de la politique américaine de reconstruction.

La décision de rompre le lien entre l'or et le dollar a été justifiée par Nixon par la nécessité de clore la période où les Etats-Unis avaient aidé à reconstruire les économies capitalistes en Europe et au Japon :

“A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les économies industrielles d'Europe et d'Asie étaient saccagées. Pour les aider à se remettre sur pied et à protéger leur liberté, les Etats-Unis leur ont fourni 143 milliards de dollars (...). Aujourd'hui, elles ont retrouvé leur dynamisme et sont devenues de fortes concurrentes (...). Le moment est venu pour elles de porter une part équitable du fardeau (...). Et pour que les principales nations se fassent concurrence sur un pied d'égalité, il n'y a plus de raison que les Etats-Unis luttent avec une main attachée dans le dos.”

Rétrospectivement, le cours des événements donne toute sa signification à cette déclaration. La “concurrence sur un pied d'égalité” s'est traduite dans les faits par une offensive constante de l'impérialisme américain, pour, dans un premier temps, rétablir sa position vis-à-vis des impérialismes concurrents, puis, dans la foulée, reconquérir les marchés, les positions perdues, jusqu'à “assécher” littéralement l'impérialisme japonais.

La dictature du dollar

Rappelons ce qui a été établi précédemment : dans les années 1970-1980, le nouveau dispositif de l'impérialisme va être organisé par l'impérialisme américain autour de deux outils dominants : la manipulation des taux d'intérêt par les banques centrales, d'une part, et, d'autre part, la dérégulation des activités économiques, au premier plan celles des activités financières. Il s'agit, pour l'impérialisme américain, de contrecarrer la tendance à la baisse de la rentabilité du capital investi. Les accords de la Jamaïque (1976) vont consacrer l'abandon de toute référence à l'or. Ainsi, est instituée la “dictature” du dollar, monnaie de l'impérialisme le plus puissant, qui va l'utiliser comme

ses besoins de domination propre contre les autres impérialismes.

Dans les années 1980, sous la présidence de Reagan, l'offensive est menée pour imposer aux autres impérialismes ce "cours nouveau", qui fait de la stabilité monétaire, non pas la conséquence, mais le point de départ de l'économie mondiale. Dès le début des années 1980, la politique de Mauroy-Delors du "franc fort" en France, par exemple, n'est rien d'autre qu'une adaptation aux exigences de l'impérialisme américain.

Dès lors, toutes les mesures prises le sont sous la dictée de l'impérialisme américain pour les besoins qui lui sont propres. Mais, en même temps, il faut souligner qu'elles sont prises dans une dynamique qui procède des mécanismes internes du système de la propriété privée des moyens de production étouffant dans le cadre du marché mondial. Toutes les mesures de déréglementation financière prises dans les années 1980 procèdent de la saturation des marchés du point de vue capitaliste, et donc de la nécessité, pour restaurer la rentabilité du capital, d'engager une politique de destruction en masse des forces productives : réduction des capacités de production, suppressions d'emploi, dévalorisation de la force de travail (abaissement du "coût du travail"). En contraignant les impérialismes concurrents à mettre en œuvre les politiques destructrices (dites anti-inflationnistes) et à abandonner les politiques protectionnistes, l'impérialisme américain pousse de plus en plus à l'inféodation des Etats (et, plus tard, à leur dislocation) aux marchés financiers. Les institutions internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Union européenne...) interviennent comme instruments des besoins de l'impérialisme américain pour contraindre les Etats à privatiser, à réduire leurs rentrées fiscales, à se refinancer sur les marchés financiers. On peut dire qu'à partir des années 1980, sous la férule de l'impérialisme américain, la politique économique se confond avec la politique monétaire.

En réalité, pour le capital financier, il ne s'agit plus seulement de restructurer la production pour la "rentabiliser" : il s'agit d'abord et avant tout de favoriser par la libre circulation des capitaux la domination du capital américain sur les autres capitalismes par le contrôle grandissant des sources de plus-value. Il s'agit, dans le même temps, d'élargir le champ de la spéculation pour les capitaux toujours en plus grand nombre, qui trouvent de moins en moins de mise en valeur possible dans l'investissement productif.

Toutes les mesures de déréglementation dictées par l'impérialisme américain depuis près de vingt ans ont abouti à l'explosion des instruments spéculatifs. La source de toute richesse nouvelle reste l'extorsion de la plus-value dégagée dans la production des marchandises, c'est-à-dire dans le rapport social d'exploitation capitaliste. Mais les conditions d'extorsion de la plus-value étant déterminées par les conditions de mise en valeur du capital dans la sphère de la spéculation, il en résulte une pression permanente dans le sens de la destruction des forces productives. Dit autrement : plus se développent les instruments de "partage" de la plus-value dans la sphère de la spéculation et du parasitisme économique, plus se réduit la base même de la production qui produit la plus-value. D'où les gigantesques profits spéculatifs accumulés depuis vingt ans, qui constituent l'énorme bulle spéculative. D'où l'effondrement en cours, qui est celui d'un régime social historiquement condamné depuis près d'un siècle, et qui ne survit qu'au prix de la décomposition, non seulement de sa propre base matérielle, mais de l'humanité entière.

HISTOIRE

Documents sur la crise de la IV^e Internationale en 1952-1953 (deuxième partie)

Nous avons publié dans le précédent numéro de *La Vérité* (n° 41, décembre 2004) de premiers documents concernant l'éclatement de la IV^e Internationale entre 1950 et 1953.

Rappelons que cet éclatement a pour origine l'apparition au sein de la IV^e Internationale d'un courant révisionniste liquidateur dirigé par Michel Pablo, connu aujourd'hui sous le nom de Secrétariat unifié, et dont sont membres le ministre Rossetto au Brésil et le député Schein en Ukraine.

Dans l'article de présentation du contexte de la scission publié dans le n° 41 de *La Vérité*, Jean-Jacques Marie explique comment Michel Pablo va commencer par réviser l'histoire pour « justifier, en gommant la réalité de cette dernière, une révision profonde du marxisme, fondée sur l'idée que la prétendue lutte des blocs (“bloc capitaliste” et “bloc stalinien”), remplaçait désormais la lutte des classes d'hier, ou pour le moins se la subordonnait entièrement ». Cette révision va amener Michel Pablo et le secrétariat international (SI), dont il est le secrétaire, à imposer à toutes les sections de la IV^e Internationale une politique d'entrisme dans les organisations staliniennes.

Le bureau politique (BP) du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale, est majoritairement hostile aux thèses de Michel Pablo. Le SI (pro-Pablo), afin d'imposer son orientation à la section française, lui adresse une lettre le 14 janvier 1952 (dont nous avons reproduit de larges extraits dans le précédent numéro de *La Vérité*), qui menace d'exclusion tous ceux qui refuseraient de mettre en œuvre la politique “d'entrisme *suis generis*”. Cette politique doit, selon la lettre du SI, être appliquée de la manière suivante :

« Afin de s'intégrer dans le mouvement réel des masses, de travailler et de rester par exemple dans les syndicats de masse, les “ruses” et les “capitulations” sont non seulement admises, mais nécessaires. » Cette lettre dénonce la politique “visant fondamentalement la construction dès maintenant, dans l'immédiat, du parti indépendant par l'action ouverte et indépendante”.

Par discipline, et pour ne pas se couper de l'Internationale, la majorité du comité central (CC) du PCI accepte de commencer à mettre en œuvre l'entrisme dans le Parti communiste français, mais demande, lors du comité central du 20 janvier 1952 (*dont nous reproduisons ci-dessous des extraits de la discussion*), qu'un congrès extraordinaire de la section française soit convoqué pour discuter de ce "tournant". Le SI soumet alors une motion qui indique :

"En vue de mener une telle discussion dans le parti et de commencer dès maintenant à appliquer cette orientation, le SI considère nécessaire qu'un nouveau bureau politique provisoire soit nommé, composé soit d'une majorité de camarades qui sont déjà d'accord avec cette orientation, soit — comme dernière concession — de 4 membres de la majorité et de 4 membres de la minorité, plus un membre du SI."

Le représentant du SI aurait deux voix ou voix prépondérante.

La majorité du PCI refuse cet ultimatum. Pablo prononce alors la suspension du comité central du PCI dans une lettre adressée à tous les membres du PCI le 21 janvier 1952.

Renard et Garrive, tous deux membres de la majorité de la section française, écrivent alors une lettre au SI (*reproduite ci-dessous*), afin de mettre en évidence les véritables motivations de Michel Pablo.

Jean-Jacques Marie explique :

"Par souci jusqu'au bout d'éviter la scission, la majorité finit peu après par accepter progressivement, jusqu'au prochain congrès, cette solution d'un bureau paritaire avec voix prépondérante du SI, représenté par Ernest Mandel (...). Poursuivant sur cette voie, le comité exécutif international (CEI), réuni le 7 juin 1952, décide qu'au prochain congrès du PCI, en tout état de cause, la politique défendue par la minorité, représentant le SI, devra être appliquée, et que, même si elle reste minoritaire au congrès, c'est la minorité qui se verra confier la direction du PCI. Malgré la volonté de la majorité de rester dans l'Internationale, car une organisations trotskyste ne peut se développer que dans le cadre de l'Internationale, le congrès du PCI du 14 juillet aboutit alors à la scission..."

Les deux documents qui suivent ont été publiés dans les *Cahiers du Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux* (CERMTRI), n° 44, mars 1987.

Compte rendu du comité central des 19 et 20 janvier

Séance du 20 janvier 1952

Résolution Renard

« Le CC du PCI (section française de la IV^e Internationale), réuni le 19 janvier 1952 et saisi d'une lettre du SI en date du 14 janvier 1952, a décidé de prendre en

considération cette lettre, avec priorité sur tout document du BP.

Après examen approfondi de cette lettre, il constate le caractère entièrement nouveau qu'y développe le SI, à savoir la

nécessité pour notre mouvement d'adopter en France une tactique "d'entrisme sui generis" dans le PC.

Il souligne le caractère inattendu de ces propositions pour le parti français et sa direction demeurée sur le terrain : a) de la résolution politique du III^e Congrès mondial, qui traçait pour notre section française la perspective d'un travail indépendant ; b) de la résolution de la commission française du congrès mondial, qui confirmait pour la France la tâche de "*construction de la nouvelle direction révolutionnaire*". Le SI souligne d'ailleurs dans sa lettre qu'il ne concevait ce document du congrès mondial que comme "*un premier pas*" pour le tournant de la section française. Telle n'était pas évidemment l'appréciation du PCI, qui s'était engagé à appliquer "*avec discipline et compréhension*" cette résolution du congrès mondial. Le camarade Pierre Frank, membre du SI et de la minorité française, a, de son côté, reconnu que le texte minoritaire sur le travail dans les organisations parastaliniennes, rédigé par lui et soumis à cette session du CCI, était largement dépassé par le point de vue développé dans la lettre du SI. Cela est confirmé par l'absence de toute proposition concrète d'élargissement du travail de fraction dans le PC de la part de la minorité du BP et du responsable de ce travail, le camarade Frank.

Dans ces conditions, le CC estime qu'une discussion nouvelle se trouve en fait ouverte par la lettre du SI sur les problèmes de tactique et de la construction du parti. Cette discussion doit être menée jusqu'à sa conclusion dans le meilleur climat de compréhension réciproque et sans mesures d'impatience d'où qu'elles viennent. Le CC reconnaît pleinement au SI, direction la plus responsable de notre mouvement entre les sessions du CEI, le droit d'interpréter les résolutions du congrès mondial et de soumettre toutes propositions tactiques, si importantes qu'elles soient, à n'importe quelle section et à n'importe quel moment jugé opportun par lui. Le CC estime non moins nécessaire et légitime une discussion approfondie des problèmes soulevés par l'entrée, aussi bien par l'ensemble des militants directement intéressés (c'est-à-dire par la section française de la base au sommet) que

par l'ensemble de l'Internationale, pour qui le problème de "l'entrisme sui generis" dans un parti stalinien constitue un problème collectif de la plus haute importance.

De l'avis du CC, ces considérations impliquent :

1. De faire de la lettre du SI au CC français en date du 14 janvier 1952 la base d'une discussion internationale au moyen de bulletins intérieurs du SI.

2. D'entamer la discussion dans le parti français en vue d'un congrès extraordinaire sur la base de cette même lettre et de tout texte émanant du parti français, le CC réservant pour l'instant sa position sur les problèmes nouveaux soulevés par le SI.

Les longues discussions sur le tournant entriste, qui, selon les déclarations du camarade Frank au CC, ont été menées par les camarades de la minorité, doivent être menées par le parti tout entier. En ce qui concerne la demande du SI au CC de nommer "*un BP qui assure que la ligne de l'Internationale sera appliquée fermement*", le CC estime que la condition préalable pour une réussite de l'entrée voulue par l'Internationale devrait être une certitude ferme de sa nécessité tant par le parti que par sa direction, ainsi qu'un plan préparé à l'avance pour l'exécuter, plan qui soit clair pour tous les membres du parti. Ces conditions n'existent pas actuellement, et ne peuvent être réglées que par un congrès extraordinaire du parti, congrès préparé par la direction actuelle avec l'aide de l'Internationale et au cours duquel celle-ci pourrait faire la démonstration de la justesse de son point de vue et le faire triompher. Une telle discussion, par contre, si elle débutait par un renversement de la direction élue du parti (dont le SI reconnaît qu'elle jouit de la confiance des militants), comporterait, qu'on le veuille ou non, les plus graves dangers d'affaiblissement du mouvement.

Le CC est persuadé que le SI ne veut pas responsablement abandonner la possibilité d'amener le parti français sur son point de vue avant même que le parti français en ait discuté. Il est persuadé que le SI ne voudra pas anéantir cet instrument indispensable pour l'application d'une quelconque orientation en France : un

parti trotskyste vivant, qui n'a à son passif ni acte d'indiscipline, ni divergences programmatiques. Il est persuadé que le SI, qui a donné dans le passé tant de preuves de sa souplesse de direction quant à la tactique des sections (allant jusqu'à permettre à deux groupes officiels anglais de poursuivre simultanément une expérience entriste et une expérience indépendante), fera preuve d'autant de pédagogie vis-à-vis des militants trotskystes français, qu'il ne choisira pas la voie de mesures d'organisation, qui, en tout état de cause, risqueraient d'entraîner la liquidation du trotskysme en France comme courant politique pour toute une période. Direction forgée dans la lutte que l'aile prolétarienne du parti mena en commun avec le SI contre les tendances petites-bourgeoises, forte des preuves de fidélité au trotskysme et d'attachement à notre mouvement mondial données à maintes reprises, le CC du PCI, section française de la IV^e Internationale, fait confiance à l'Internationale. »

Résolution Frank :

Cette résolution, lue et non déposée, reprend simplement au nom du CC les termes d'une résolution apportée à la séance du dimanche soir par le camarade Gabriel au nom du SI (à la suite du dépôt de la résolution Renard, le samedi soir). C'est la résolution du camarade Gabriel que nous reproduisons ci-dessous :

“1. Il y aura d'ici le 15 avril 1952 une discussion ouverte dans l'organisation française sur la base de la lettre du SI.

Elle se déroulera dans le sens de la ligne générale de ce texte et aura pour but de faire comprendre à tout le parti cette orientation et de le préparer à l'appliquer efficacement.

La direction du parti veillera à ce que cette discussion se déroule effectivement dans ce sens général et fera particulièrement attention aux points suivants :

a- à ce que le cadre de la discussion soit respecté, avant tout par les membres dirigeants du parti ;

b- à ce qu'en aucune façon cette discussion ne dévie sur des sujets tranchés par le III^e Congrès mondial, l'appréciation de la

situation et le stalinisme en particulier.

2. Cette discussion se clôturera par une conférence extraordinaire, qui mettra définitivement au point et adoptera une telle orientation.

3. Dans l'Internationale, il y aura une discussion sur le plan de la direction internationale en vue du prochain CEI. Le SI communiquera aux membres du CEI tous les documents de la discussion française. Il les communiquera en outre à toute autre direction qui s'engagera dans une semblable orientation.

En outre, le SI communiquera aux membres du CEI tous les documents préparés pour la présente session du comité central du PCI.

4. En vue de mener une telle discussion dans le parti et de commencer à le préparer dès maintenant à appliquer cette orientation, le SI considère nécessaire qu'un nouveau BP provisoire soit nommé, composé soit d'une majorité de camarades qui sont déjà d'accord avec cette orientation, soit — comme dernière concession — de 4, 4, plus un membre du SI autre que le camarade Pierre.”

Discussion

Lambert (Pierre Bousset) :

La majorité du parti s'est réunie et nous avons étudié les propositions faites par le SI. Nous avons estimé que le SI ne pourra pas prendre la responsabilité d'une rupture dans le parti, étant donné que tous, membres, nous sommes restés et nous le resterons.

Dans ce sens, nous proposons la résolution suivante :

“Le CC est mis devant le fait d'un refus total de la part du SI de prendre en considération la résolution Renard. Cette résolution propose la discussion démocratique d'un tournant fondamental de la tactique et de l'orientation du PCI mise en avant pour la première fois par la lettre du SI du 14 janvier 1952, en rupture avec la résolution politique du III^e Congrès mondial et du texte d'application de la commission française, qui se maintenaient sur la ligne de construction d'un parti nécessairement indépendant. A la résolution Renard, le camarade Gabriel, au nom du

SI, oppose un contre-texte qui :

1) impose l'adoption sans discussion non seulement de l'idée de ce tournant, mais de la lettre du SI dans sa ligne générale ;

2) refuse au parti la possibilité et le droit de discuter, dans le cadre du tournant en question, de la signification, de la perspective et de la nature d'une politique entriste dans le PC, questions considérées comme réglées d'ores et déjà par le CM, qui n'a, à aucun moment, envisagé et discuté une telle tactique ;

3) refuse au parti la possibilité de réunir un congrès extraordinaire, qui offrirait pourtant la meilleure possibilité pour le SI de convaincre le parti de la justesse de son tournant, ou, dans le pire des cas, de la possibilité de son application, en offrant à cette nécessité une simple conférence d'application de la ligne de la lettre du SI ;

4) refuse au parti le droit d'étudier et d'appliquer le tournant formulé pour la première fois cinq jours avant le présent CC à travers une discussion démocratique de congrès préparée par la direction élue du parti, seule direction susceptible de préparer la réalisation de ce tournant ;

5) détermine un ensemble d'exigences ultimatisées contraire à la préparation du haut niveau de compréhension nécessaire à tout travail entriste (nature du milieu où se fait cet entrisme, perspectives lointaines de ce travail, politique à suivre dans ce travail).

En conséquence, le CC se prononce contre le contre-texte du SI, demande au SI de le retirer et de faire des propositions d'amendements à la résolution de Renard comme seul moyen de clarifier le cadre de son désaccord avec la résolution Renard.

Le CC affirme sa fidélité à la IV^e Internationale et sa volonté de maintenir l'unité du parti au sein de la IV^e Internationale. Il demande au SI de ne pas régler par des exclusions, c'est-à-dire par la destruction de toute section de l'Internationale en France, les problèmes entièrement nouveaux soulevés pour la première fois par la lettre du SI du 14 janvier 1952."

Marin (Marcel Gibelin) :

Je propose la résolution suivante :

"1) Le CC de la section française, réuni les 19 et 20 janvier 1952, réaffirme sa volonté d'appliquer avec discipline et compréhension l'orientation du III^e Congrès mondial, et, en particulier, confirme sa volonté de réaliser la tâche particulière qui lui a été confiée, à savoir donner une attention particulière à son action et sa propagande parmi les ouvriers staliniens.

2) Le CC constate que les propositions du SI contenues dans sa lettre au CC sont absolument nouvelles et n'étaient incluses ni dans les textes du congrès mondial, ni dans les rapports oraux (séance plénière et commission française), ni dans le texte d'application pour la section française approuvé par le SI.

3) Le CC constate qu'aucune preuve d'indiscipline de la section française à l'égard de l'Internationale n'a été établie.

4) Or, dans cette situation, le SI, d'une part, impose sous menace d'exclusion de l'Internationale la modification des organismes régulièrement élus par le congrès du parti, d'autre part interdit, sur la base d'une accusation infondée, la publication des textes consacrés à l'application des décisions du congrès mondial. Le CC proteste contre de telles mesures directement hostiles au principe du centralisme démocratique.

5) Soucieux de l'unité de l'Internationale, soucieux de faire obstacle à toute manœuvre s'opposant à la discussion démocratique dans l'Internationale, il décide de céder devant l'ultimatum du SI. Il fait appel devant le CEI.

6) Le CC fait appel à l'esprit de compréhension et de discipline de tous les militants du parti."

Frank :

(...) Personne ne vous soutiendra dans l'Internationale, aucun des arguments que vous donnez ne peut justifier une rupture avec l'Internationale et la voie du retour sera difficile, et nous sommes dans une situation où les forces qui pèsent tellement considérablement sur tout peuvent faire trébucher tous ceux qui n'appartiennent pas à une organisation internationale. Je vous demande la chose

suiivante : faites une déclaration, faites voter je ne sais quelle résolution, comme du genre de celle de Marin, faites une déclaration, mais abstenez-vous et laissez passer le texte de l'Internationale, subissez en attendant que vous essayiez de convaincre le reste de l'Internationale, ne faites pas un faux pas, un geste qui aura des conséquences très graves, extrêmement pénibles pour notre mouvement dans son ensemble, pour beaucoup d'entre vous en tant que militants, parce qu'une fois qu'on a lâché l'organisation, une fois qu'on est lancé on ne sait où, on déraille (...).

Renard :

Chacun ici, camarades, est à même de pouvoir juger les positions en présence, parce que chacun ici a eu en mains tous les documents, depuis un an, qui ont opposé en fait la direction française et le parti français à la direction de l'Internationale. Je crois, pour ma part, que la discussion à l'intérieur de la tendance de la majorité de ce CC a été très claire, suffisamment large, et que la discussion à l'intérieur du parti a été suffisamment ample pour que chacun ici puisse prendre position en toute connaissance de cause. Nous avons nous aussi longuement discuté, mais il y a une chose que nous ne pouvons pas accepter, c'est de nous trouver placés devant un diktat tel que nous soyons en définitive obligés d'abandonner toutes nos positions politiques, cela est impossible. Entre le capital politique accumulé par le parti depuis des années et des années, nous ne pouvons en aucune façon tergiverser quant aux choix placés devant nous. Nous ne rompons pas avec l'Internationale, nous le disons très haut : nous restons fidèles jusqu'au bout non seulement au programme transitoire, lequel programme, aujourd'hui, on nous explique qu'il est dépassé dans un certain nombre de ses parties, chose qui n'a jamais été écrite, ni dite, ni commentée, nous ne rompons pas avec ce programme, qui est la base fondamentale de notre mouvement, mais nous ne rompons pas non plus avec les décisions du III^e Congrès mondial. Nous sommes fidèles à ses décisions, et c'est précisément parce que nous estimons qu'aujourd'hui la lettre du SI et la résolution présentée par

Gabriel au nom du SI rompent avec les décisions du III^e Congrès mondial que nous estimons impossible de continuer sur cette voie (...).

C'est pourquoi nous disons : c'est devant tout le parti que doit s'engager ce débat. A cela, le SI répond : non, il est impossible d'engager le débat sur vos bases. Nous voulons que vous entériniez la lettre du SI (...).

A cela, nous répondons : non, c'est impossible. S'il y a rupture, elle doit se faire dans la clarté la plus totale, et ce n'est pas nous qui provoquons cette rupture, mais le SI.

Lambert :

(...) Nous pensons qu'il est impossible qu'on exclue des camarades qui demandent simplement la discussion. Ils acceptent d'appliquer, mais ils demandent la discussion de la proposition faite par le SI. Qu'est-ce qu'il nous est dit ? Mais effectivement, on nous retire la possibilité de discuter, on nous interdit, on nous dit : la discussion s'opérera dans la ligne, dans le cadre de la ligne générale de ce texte, et c'est cela qui est le cadre d'un texte, qui, pour la première fois, est connu par le CC et dans le parti, dans la règle et le centralisme démocratique, c'est-à-dire la discussion à l'intérieur d'un tournant qui n'a pas été préparé par une discussion. Nous n'aurons pas le droit de discuter, c'est cela la signification de la lettre, de la dernière proposition de Gabriel au nom du SI. Mais si demain, étant donné que nous considérons cette lettre — et tout le monde considère cela, étant donné ce qui s'est passé dans l'Internationale et dans le congrès mondial — comme un document nouveau, que personne n'a expliqué jusqu'à maintenant dans les différentes réunions du parti, congrès et CC, nous disons que nous voulons discuter, et on nous dit : le cadre est fixé et vous le transgressez, il faudra voir d'ailleurs le contenu des textes, etc., censure préalable posée à toute discussion (...).

Alors, nous disons : c'est la raison pour laquelle aujourd'hui, dans cette déclaration, cette résolution, nous ne faisons pas encore appel au CEI. Nous pensons qu'il est impossible que le SI nous applique le cuperet ; il est évident que si, par mal-

heur pour l'Internationale dans son ensemble, pour le parti français, elle nous applique le couperet, nous ferons appel au congrès mondial. La question ne doit pas être placée là. Ce matin, Gabriel n'a même pas répondu à la résolution proposée par Renard, qui acceptait la discussion sur la nouvelle orientation proposée au parti français par l'Internationale et qui posait, non pas les conditions, mais les problèmes réels d'une discussion véritable.

Stéphane Just :

(...) Aujourd'hui, pour nous, camarades, être fidèles à nous-mêmes, c'est être fidèles à notre expérience, à ce que nous pensons, à ce que nous croyons. Pour moi, je suis venu à la IV^e Internationale parce que, dans la vie concrète, dans l'expérience, j'ai compris que, sur la base de son programme, de sa politique, c'était le parti révolutionnaire. Car, sur cette base-là, j'ai senti que je pouvais me battre pour la libération de ma classe, et aujourd'hui, j'ai le sentiment profond, je peux me tromper, mais j'ai le sentiment profond que le SI tourne le dos à cela. Je le dis comme je le pense et tu voudrais que j'accepte ? Mais je ne peux pas accepter. Alors, peut-être va-t-on me dire : je suis le SI, et toi, pauvre vermisseau, qu'es-tu ? Un trotskyste de quelques années, va-t-en. Il est possible qu'on dise cela, pourtant je pense, et je suis profondément convaincu, qu'une direction révolutionnaire ouvrière n'a pas ce devoir vis-à-vis des militants (...).

Privas (Jacques Grimblat) :

(...) J'attire votre attention sur autre chose. Quelle que soit l'opinion qu'on peut avoir sur les délais de la guerre, il est, je crois, très visible pour chacun d'entre nous que nous sommes dans une situation où la guerre se prépare, c'est-à-dire, depuis qu'existe l'histoire, qu'il se prépare quelque chose qui a l'habitude de bouleverser les organisations et les Etats, et des millions d'hommes, pas seulement matériellement, mais aussi dans les esprits. Avant la guerre précédente, qu'un certain nombre d'entre vous ont vécu dans l'organisation, nous avons vu que cette guerre a amené des bouleversements profonds dans l'organisation, que, sous

une forme, peut-être pas directement visible, la pression de la préparation à la guerre pesait sur note parti. Ceux qui ont vécu cette période se rappellent les réunions précédant la guerre de 1939 où il manquait des voix, des camarades, jusqu'au moment, en 1940, où il ne restait plus que deux petites poignées de gens. C'est un fait d'expérience : sur le coup, il était impossible de faire la démonstration, mais après coup, maintenant avec le recul, il est bien visible pour chacun de nous que c'est cette préparation à la guerre qui faisait rompre, disparaître des gens. Réfléchissez encore. Vous pensez à 100 % que vous avez raison et je vous fais l'amitié de croire que si vous ne pensiez pas avoir raison, vous ne combattriez pas comme maintenant. Réfléchissez que peut-être l'Internationale pense elle aussi qu'elle a raison — je ne parle pas pour Maurin, pour qui l'Internationale est une bande de faussaires, je ne parle pas pour lui, mais pour les autres. Les autres pensent aussi que les gens de l'Internationale pensent ce qu'ils disent. Réfléchissez que, dans la situation actuelle, vous ne pouvez pas démontrer la liaison qui existe incontestablement entre le poids terrible qui pèse sur nous et qui pèsera de plus en plus avec toutes les idées les plus baroques qui peuvent naître dans une préparation à la guerre. Peut-être c'est, ce soir, la préparation à la guerre qui fait qu'en définitive vous allez vous trouver en dehors de l'Internationale révolutionnaire, la seule qui existe dans le mouvement ouvrier. Réfléchissez que c'est peut-être un sous-produit de la préparation à la guerre à laquelle tous les clans, les partis, les Etats se préparent. Soyez prudents et patients. Peut-être qu'effectivement, avec le recul, on jugera comme nous jugeons aujourd'hui les événements qui se sont produits dans la guerre de 39.

Reynal :

Je suis très jeune dans la IV^e Internationale, j'ai connu beaucoup de luttes qui se sont passées. Aujourd'hui, on nous dit qu'il va y avoir une scission. Je suis très peiné, car il y a un certain nombre d'ouvriers qui ont tout donné à l'Internationale. Je ne comprends pas comment, pour bâtir le parti révolutionnaire, nous allons pouvoir réaliser cela. Il faut discu-

ter du programme, et ce programme, beaucoup de camarades le disent, et Pablo aussi, c'est du passé. Alors, n'en parlons plus.

Je pose le problème. Je me bats devant les staliniens, je me suis battu il y a un mois avec ces gens-là qui escamotaient la direction. Si j'ai raison et si j'ai fait plier les staliniens, comment faire maintenant à la direction de la SNCF ? Je ne suis pas entre quatre murs, mais je me bats devant deux forces qui existent. Là, je crois qu'on peut essayer de faire quelque chose, mais pourquoi refuser un congrès extraordinaire ? On a vécu quelque chose de plus extraordinaire. Je me suis battu contre la scission de la CGT. Il faut que le secrétariat accepte un congrès extraordinaire, qu'on discute, et je ne pense pas que la section italienne soit dans la même position. Il n'y a pas de raison. Il y a deux pays en Europe qui luttent contre les propositions qui sont faites, alors pourquoi ? Il y a quelque chose de drôle. Je me fous du CCI. Je suis là, il fallait des ouvriers. Et on est dans la vie avec les camarades, et ils nous poussent. Pourquoi ? Et nous sommes forcés d'avancer par ces ouvriers qui nous poussent en avant. Personne ne me fera dire ce que je ne veux pas dire. Personne ne m'a poussé à dire ce que je dis. On a l'impression qu'on se trompe.

Garrive (Robert Berné) :

Je rejoins sur ce plan un certain nombre de camarades. J'ai la conviction profonde que tout groupe politique, au sein de notre mouvement, qui rompt avec l'Internationale, liquide tout son acquis, sa tradition politique, et, sur le plan organisationnel également, se contente de vivre d'une existence misérable, puis disparaît sans traces de l'arène de la lutte de classe. Je pense que personne ne peut rompre délibérément avec l'Internationale et rester en même temps fidèle, ne serait-ce qu'à l'essentiel de son programme révolutionnaire, car la rupture délibérée d'un groupe est l'indice d'un vide très profond dans la compréhension, dans leur compréhension marxiste du développement du mouvement ouvrier.

Ceux qui rompent ou qui le voudraient ne pourraient être évidemment que ces gens dont parlait Privas, ceux qui, en

1939, commençaient à désertier les réunions du parti révolutionnaire, mais ces gens-là ne sont pas la majorité du CCI. Les preuves en ont été données par plusieurs camarades. La preuve en est donnée par Privas. L'explication du camarade Privas est la suivante : ces gens, en 1939, rompaient avec l'Internationale sous la pression de la préparation de la guerre ; vous autres rompez avec l'Internationale en raison de la pression causée par la préparation de la guerre. Cela est contradictoire quand on lit la lettre du SI du 14 janvier, qui reproche aux textes politiques de la majorité de ne pas tenir compte, d'oublier la préparation de la guerre et d'avoir pour cette guerre une perspective longue. Je ne peux comprendre comment ces gens peuvent avoir peur et céder devant une guerre, devant la guerre, ils ont des perspectives (...).

Elle n'aura pas lieu, cette scission, si aucun de nous ici ne la veut, si la majorité ou la minorité, si le SI, représenté par Pablo, ne la veut. Donc, elle n'aura pas lieu (...).

Nous, nous expliquons les motifs de notre rejet de la nouvelle résolution de Pablo. Pablo peut dire, expliquer, et voter oralement et par écrit pour le parti français et l'Internationale les motifs du rejet de la résolution Renard. La discussion aurait fait un grand pas si cela avait été fait par le camarade Gabriel. Mais la position qu'il a prise pose une question : est-ce que j'ai le droit de poser des questions ? Je voudrais en poser un certain nombre à Gabriel sur sa lettre et sur sa dernière résolution. Je vais poser ces questions, car, pour ma part, j'y attache une importance déterminante, et, par conséquent, je serais très heureux d'avoir une réponse de Gabriel, la réponse la plus circonstanciée qu'il le désirera, car de toute façon cette réponse sera nécessaire.

La première de ces questions, que je voudrais poser à Gabriel, est celle-ci : dans l'hypothèse où le CC du PCI admettrait intégralement les propositions faites par Pablo, est-ce que le camarade Pablo pense, oui ou non, que toute cette précipitation indéniable qui aurait eu lieu aussi bien dans la discussion ou que dans l'application de la nouvelle ligne proposée par le SI, que dans la modification de la direction du parti français, pense-t-il que

cela comporterait des risques de démoralisation pour le parti français ? Dans l'autre hypothèse, si des camarades de la majorité refusaient purement et simplement la résolution de Pablo, dans cette hypothèse, si la majorité du parti, comme elle s'en sent menacée, était exclue de l'Internationale, le camarade Pablo croit-il que les membres de la minorité française auraient les forces suffisantes pour appliquer le tournant que l'Internationale dit vouloir de toutes ses forces comme étant un élément essentiel de la réalisation de sa politique, et, en même temps, de la preuve à donner à l'Internationale que cette politique est juste, les minoritaires auraient-ils la possibilité, la force de faire cette démonstration, de réaliser ce que tout le monde met au-dessus des principes d'organisation, à savoir la réalisation dans la lutte même au sein de la classe ouvrière des perspectives que nous croyons les meilleures ?

Bleibtreu :

(...) La première de ces questions était l'approfondissement, la mise en discussion, pour l'ensemble des militants qui doivent effectuer le tournant, de l'appréciation, de la nature de l'organisation dans laquelle on entre, de la perspective de cette entrée. Or il s'est trouvé que, dans sa réponse, Pablo a dit : *"Je ne suis pas exactement d'accord avec Bleibtreu."* Sur quoi n'était-il pas d'accord ? C'est lorsque j'ai dit : la perspective dans l'organisation stalinienne est-elle celle d'une intégration avec l'idée que l'organisation stalinienne avec la participation des trotskystes peut jouer un rôle moteur dans la lutte révolutionnaire, ou est-ce que nous entrons dans cette organisation comme nous faisons de l'entrisme dans la social-démocratie, comme dans une organisation ennemie, en tant que stalinienne, et que le problème de notre intervention là-dedans, à longue échéance, c'est sa destruction, en tant que stalinisme ? Et de cela, d'une telle appréciation de la signification de notre entrée, dépend l'ensemble de l'orientation politique. Ensuite, l'ensemble de la préparation théorique des camarades, ce serait les questions clés auxquelles il faut répondre, auxquelles Pablo semble donner des réponses divergentes à celles que j'ai

posées, et le SI dans sa résolution élude, limite, interdit totalement à la section française la possibilité de discuter de ces questions fondamentales, à savoir, si nous continuons à exister comme trotskystes à l'intérieur de l'organisation stalinienne ou non. C'est cela, la signification.

Nous disons que, pour nous, c'est l'existence, non pas du parti indépendant, ce n'est pas cela le problème, du trotskysme en tant que tel, que ce soient les forces qui se trouvent en discussion, et il n'est pas possible d'ouvrir dans le parti un débat clair qui donne à chacun la conscience de ce qu'il doit faire dans l'organisation, où il doit pénétrer. Je dis que même si ce danger n'existe pas, il entraînera la démoralisation et la liquidation de chacun des militants amenés à pratiquer ce travail sans l'avoir compris (...).

Quels que soient les désaccords que l'on a pu avoir avec le SI, et aussi sur des questions organisationnelles, et aussi sur des méthodes que nous avons jugées peu conformes aux progrès de l'Internationale, je ne pense pas, je suis même convaincu, à l'inverse, que le SI puisse commettre contre l'Internationale cette faute irrémédiable, non pas pour l'existence de la section française, mais pour l'avenir de l'Internationale elle-même, de prononcer une exclusion contre une section qui veut comprendre quel genre de travail elle doit faire (...).

Gabriel (Michel Pablo) :

(...) Maintenant, venons-en au fond de l'affaire. Vous dites, et je réponds à Renard, que l'Internationale veut imposer une nouvelle orientation au parti français, sans lui donner le temps de discuter cette orientation, sans lui donner le temps de la comprendre. Ce n'est ni vrai, ni exact. Nous voulons que le parti puisse discuter cette nouvelle orientation et nous disons qu'il aura trois mois, et, si c'est trop court, mettons quatre mois. Nous l'avons dit : nous donnerons tout le temps au parti pour comprendre comment appliquer cette ligne. Nous l'avons dit en toutes lettres dans la résolution et je réponds de même à Garrive.

La question d'une discussion sur cette orientation n'est pas mise en question par le SI. Le SI dit : nous allons discuter. Toute la divergence entre vous et nous,

c'est : sur quoi allons-nous discuter ? Est-ce sur les principes d'une telle orientation ? Est-ce que nous allons la mettre au point ensemble, ou est-ce que nous allons commencer à discuter que Pablo, le SI et le CEI capitulent devant le stalinisme parce qu'ils proposent une telle chose au parti ? Nous avons dit : si vous voulez discuter cela : **non**.

Nous n'acceptons pas de discuter de nouveau dans le parti français de choses pareilles ; c'est le droit de l'Internationale de ne pas accepter une telle discussion, parce qu'elle est peut-être permise par certains qui ont une conception bizarre de leur qualité trotskyste (...).

Bleibtreu :

Je pense que Gabriel a développé deux interventions, simultanément. L'une qui envisage comme une réalité qui n'est pas désastreuse, après tout, la destruction de la section française et l'appartenance de la majorité à l'Internationale, coup dur qui n'exclut pas les possibilités de remonter ultérieurement, sans répondre à la question : est-ce la meilleure voie pour appliquer en France la politique du SI en direction des ouvriers staliniens ?

L'autre intervention, qui part de la compréhension de l'inquiétude du CC et de son désir de comprendre et de pouvoir faire comprendre au parti les problèmes stratégiques, se trouve ouverte nouvellement. Malheureusement, sur ce point, Pablo en fait une question de prestige, de tel ou tel côté, parle d'abdication de l'Internationale, alors que tout le fond de ce deuxième aspect de son intervention part, en réalité, de la reconnaissance, comme un fait regrettable, mais indéniable, que le CC a besoin des conditions

de réalisation du tournant en question, telles qu'elles sont définies dans la résolution proposée par Renard. Ce n'est ni une question d'abdication, ni une question de prestige. Que le camarade Pablo explique ce qu'il juge à modifier dans cette résolution, ce qu'il y a de faux en elle, ce qu'il y a de contraire au fonctionnement normal de l'Internationale et qu'il faille qu'il ait besoin d'opposer un contre-texte, qui, en fait, avait rejeté, en surestimant la capacité de compréhension du CC, l'ensemble des propositions de Renard.

Renard :

Je pense que, de toute façon, les résolutions peuvent être votées dans l'ordre de leur dépôt au président, et si, jusqu'à maintenant, la lettre du SI n'a pas été soumise à l'approbation du CC, elle est prioritaire comme premier document. Mais personne n'a soumis cette lettre. Alors, que quelqu'un la soumette. C'est une lettre aux membres du CC. Jusqu'à preuve du contraire, ces lettres ne sont pas approuvées par ces mêmes organismes, jamais personne n'a dit : je soumetts cette lettre à l'approbation du CC. Je pense que cette lettre soumise au CC est une chose, ensuite ma résolution, ensuite la tienne (Frank), ensuite celle de Gabriel de ce matin, et ensuite la déclaration de Lambert. C'est le seul ordre possible.

Résultats des votes :

Lettre du SI : repoussée par 12 voix contre 6.

Résolution Renard : adoptée par 11 voix contre 7, suppléants : 6 contre 3.

Résolution Frank : repoussée par 12 voix contre 6.

“Les accusations les plus extravagantes, les propos les moins responsables, les variations incessantes de position, les méthodes les plus superficielles ont remplacé une discussion sérieuse”
(lettre du SI – 21 janvier 1952)

Les hautes œuvres du camarade Pablo

Par Renard et Garrive

Résolution Lambert : 10 pour, 6 contre, 2 abstentions (Marin, Righetti).

Résolution Marin : repoussée : 6 contre, 2 pour, 10 abstentions. Suppléants : 3 contre, 6 abstentions.

L'unanimité du parti s'est faite à la réception de la lettre du SI *“Aux membres du PCI”*, en date du 21 janvier 1952, dans un sentiment de malaise et de stupeur. Ce document était bien de nature à porter au membres du parti, comme il y est d'ailleurs écrit, un *“coup pénible et un choc profond”*. Les chocs peuvent être salutaires. Le SI prétend par exemple avoir, en suspendant le comité central d'une section, avoir donné le choc susceptible *“d'enrayer une décomposition politique et organisationnelle”*. C'est son droit d'en être convaincu. Mais que fait-il pour faire partager cette conviction ?

La mort sans phrases

Il fait tout l'inverse de ce que doit faire une direction confiante en ses idées et soucieuse de l'avenir de son organisation. Il prononce l'oraison funèbre de la section française. Après l'ultimatum du 14 janvier, l'exécution du 20 janvier. Après l'exécution du 20 janvier, l'oraison funèbre du 21. Les affaires sont menées vivement. Il est souvent arrivé à Lénine ou à Trotsky, nous le savons, d'avoir à signer des actes de décès d'un ex-militant ou d'une organisation, passés dans le camp de l'ennemi de classe, sombrés dans l'opportunisme. Ils ne l'ont jamais fait que lorsque cette conclusion s'imposait

irréremédiablement à l'avant-garde révolutionnaire. Avant de prendre la hache, ils épuisaient toutes les armes de la critique. Et Trotsky a donné dans plusieurs de ses ouvrages, en legs aux directions révolutionnaires à venir, une leçon élémentaire de prudence. Cette leçon ne lui était pas dictée par un quelconque article des statuts, ni inspirée par un esprit procédurier. C'était pour lui l'exigence fondamentale d'une pensée marxiste que de procéder **d'abord** à la critique politique et sociale complète du courant à combattre. Ce n'est pas autrement qu'il a enrichi la littérature marxiste. Une telle exigence de Trotsky est inconnue du camarade Pablo : il la juge contraire aux règles du centralisme. Mais jamais le centralisme ne nous empêchera de dire : *« Le degré de responsabilité politique et de sérieux organisationnel doit être directement proportionnel au degré de centralisation ; et la responsabilité en matière de direction internationale se reconnaît avant tout à la capacité d'analyser politiquement les tendances prééminentement centrifuges du mouvement, en mettant à nu, à partir de leur programme et de leur activité, leurs inspirations idéologiques et leurs racines de classe. Nous sommes, dis-tu, dans l'erreur, dans l'indiscipline, dans la décomposition politique et organisationnelle. Ne te contente pas de l'affirmer, camarade Pablo, conduis-toi en marxiste et en dirigeant responsable, dénonce-nous politiquement devant le parti et l'Internationale. Si tu renonces à sauver des dirigeants “décomposés” et préfère les détruire, cherche au*

moins la voie la plus économique pour le mouvement : tente de les isoler de leur base ouvrière par une critique impitoyable et d'appliquer contre eux le poids de 35 sections de l'Internationale. »

Voilà ce que nous avons dit au camarade Pablo au cours du comité central où il venait de présenter son ultimatum. Au lieu de cette critique franche que nous demandions, nous avons eu des décisions administratives : suppression de la direction, nomination d'un proconsul du parti. Puis, dans cette lettre destinée à toute l'Internationale, nous avons l'injure et la calomnie. C'est, **après les mesures prises et parce qu'il faut bien les "justifier", le misérable succédané d'une critique marxiste.** Cette critique marxiste de notre politique et de notre organisation, nous l'avons demandée et nous la redemanderons inlassablement.

D'ores et déjà, une autre question se pose néanmoins : pourquoi le camarade Pablo prive-t-il de cette critique le PCI et l'Internationale, les ouvriers de la section française et les dirigeants des autres sections ? Sont-ils indignes d'être associés à une discussion qui touche directement leur avenir ? Sont-ils tous incapables de distinguer un trotskyste d'un révisionniste, un révolutionnaire d'un déserteur du mouvement ouvrier ? Ne subsiste-t-il plus qu'un dirigeant dans notre parti mondial et tous ses autres militants sont-ils indignes d'être dirigés par des moyens politiques ? Sont-ils tous "décomposés" ? Ou, plus simplement et comme nous le croyons, sont-ils seulement **incapables de s'associer à une opération d'étranglement d'un parti trotskyste ?**

Le test du comité central

Les erreurs politiques sont possibles et permises, même au secrétariat international. Ce qui n'est pas permis (et le CC du 20 janvier a justement décidé de ne pas le permettre), c'est de croire qu'une mesure administrative venant du bureau du SI porte en elle-même sa propre justification. Une camarade de la minorité a, lors d'une assemblée parisienne, fait la théorie de cette pratique. *"Je suis peinée, a-t-elle dit, d'être membre d'un parti qui demande au SI des justifications politiques et organisationnelles pour un changement de*

direction qu'il décrète." Qu'elle garde sa peine ou rende sa carte du PCI ; nous sommes ce parti-là, parce que l'école du bolchevisme nous a appris à pratiquer et à respecter d'autres méthodes de direction. Les méthodes héritées de la période de "bolchevisation" de l'Internationale communiste ne sont pas permises et nous ne les laisserons pas passer, car la ruine et la liquidation des sections n'entrent pas dans les attributions du SI.

Les 19 et 20 janvier, dans ses débats, le CC n'a rien fait d'autre que de demander, de la part du SI, le comportement normal d'une direction internationale responsable voulant réellement tourner rapidement les forces de la section française vers un travail d'entrisme fractionnel au sein du PC. C'était tout le sens de la résolution Renard, qui, sans critique du point de vue du SI, indiquait les conditions de son entrée en application (les conditions mêmes de la survie du parti) et faisait confiance au SI pour les comprendre et les observer. Cette confiance dans le SI semble avoir été mal placée, voilà toute la leçon à tirer de la mesure administrative du 20 et de la lettre du 21.

Jonglerie et amalgame

La lettre du SI venant après la décision du 20 (et pour la justifier devant le parti et l'Internationale), on pouvait attendre d'elle un exposé des raisons politiques immédiates et lointaines qui avaient poussé le camarade Pablo à une mesure aussi grave.

De ce point de vue, la lettre déçoit immédiatement. Que fait le SI ? Le SI se met à l'ombre des statuts. Plus exactement, il se réfère **indirectement** aux statuts pour affirmer son bon droit. On n'étudie le Code, en général pour doser la peine et respecter les formes, que si la nécessité d'une condamnation est sérieusement établie et s'impose d'une manière convaincante. Un exposé des crimes du parti français, voilà ce que chacun réclame **d'abord**. Au SI, la démarche est différente, et très significative : on commence par feuilleter les statuts, et on y cherche toutes les armes légales possibles contre une section de l'Internationale. On trouve d'ailleurs peu de chose.

Les membres du parti français n'ont

pas été peu surpris de recevoir un pareil document, qui, venant deux jours après le CC, constituait pour certains la première information reçue sur cette session. Mais les plus surpris ont été ceux qui avaient déjà pris connaissance de l'ultimatum du SI au CC contenu dans la lettre du 14 janvier et **basé sur une ligne politique, celle de l'entrisme sui generis**. Cette ligne politique, ils l'ont en vain cherchée dans la lettre du 21. Sortie pour les besoins du CC, l'orientation de l'"entrisme sui generis" est immédiatement retirée par le SI de ses actes d'accusation contre le parti français. Il n'est pas nécessaire pour le SI que la discussion des militants du parti et des cadres de l'Internationale tourne autour de sa ligne "entrisme". Il n'accuse pas le parti français d'indiscipline à ce tournant : l'"indiscipline" tout court, sans aucune accusation concrète, l'indiscipline en général, réglée par un article des statuts, voilà un terrain bien plus confortable. Et c'est ici que le contraste entre deux attitudes est le plus frappant. Le parti français prépare un congrès extraordinaire, dont la base de discussion est la lettre du SI sur l'entrisme et dont l'objectif est le tournant tactique de nos forces vers un entrisme fractionnel. Le SI, lui, prend des mesures de rupture et de scission dans le parti français. Il ne combat pas politiquement sur sa ligne entrisme et il a **raison**, car si ses mesures administratives "d'application" aboutissaient à la destruction du trotskysme en France, il n'y aurait plus personne pour "entrer".

Il était difficile au bureau du SI, toutefois, d'éviter dans son document une simple question : le parti que vous enterrez, de quoi est-il mort ? Quelle maladie l'a tué ? La solution, le bureau du SI l'a trouvée dans le magasin des accessoires de la diffamation classique ; elle se compose d'**insinuations et d'amalgames sans principes**.

L'explication de la lettre, si on ramasse ses différentes bribes d'accusations éparses, peut se ramener à ceci : le parti français n'a pas pu "*résister à ces forces*" que représentent la préparation de la bourgeoisie à la guerre et... la dégénérescence de la révolution yougoslave. Ces "*forces très puissantes*" l'ont "*tirillé*" et "*ce n'est pas un accident du hasard*". Incarnées en particulier par un Morin,

agent des Yougoslaves, vis-à-vis duquel la direction a été d'un "*opportunisme honteux*", ces forces l'ont amené à "*rejeter les demandes du SI*" pour pouvoir librement "*engager les membres du parti dans une activité en dehors du contrôle de l'Internationale*".

Que signifie cette "*activité en dehors du contrôle de l'Internationale*" ? Que le SI, en suspendant le parti français, a voulu renoncer à contrôler son activité ? C'est hélas ! la vérité. **Ou bien cela signifie-t-il que les activités du parti français avec un Morin n'ont pas été menées à chaque pas et jusqu'au bout sous le contrôle du SI et en accord pratique avec lui ?** C'est évidemment cela qu'indique le bureau du SI, faisant ainsi un odieux mensonge à toute l'Internationale. Et si l'on se libère d'un contrôle, n'est-ce pas pour passer sous un autre ? Quand un Morin, agent des Yougoslaves, rôde dans les parages, on sait ce que tout cela veut dire. Tous les trotskystes l'auront compris : l'atmosphère propice au bureau du SI a été créée. Que les trotskystes américains, italiens, anglais, argentins, autrichiens, cinghalais, allemands, etc., ne s'avisent pas maintenant de demander au SI une discussion politique avec de pareils individus ; qu'ils se tiennent une bonne fois pour dit que le parti français est de l'autre côté de la barricade, qu'ils ferment vite les yeux sur cette maladie honteuse apparue dans leur Internationale : qu'ils classent le dossier au plus vite, qu'ils ne fassent pas de remous !

Les trotskystes sont exigeants en matière d'accusations. Les trotskystes pensent politiquement et non pas policièrement. Le camarade Pablo le sait et en tient compte. Il lui faut donc nous apparemment par tous les moyens possibles avec les Yougoslaves. La lettre cherche ce lien et le trouve. Mieux, elle nous assimile simultanément au "*POUM, aux Yougoslaves, aux shachtmaniens*".

Est-ce une caractérisation politique qui unit dans une même famille spirituelle des éléments aussi divers que le PCI, le PCY, le POUM, l'ISL ? Ce ne pourrait être que celle du centrisme. Où est notre centrisme, et sur quoi se base-t-il ? Peut-être se caractérise-t-il, comme le définit Pierre Frank dans un article que le dernier numéro

de *Quatrième Internationale* consacre, précisément, au POUM, à Shachtman, aux Yougoslaves, par une définition **commune** de la nature de la guerre en préparation, par une politique **commune** du “3^e camp”. Cette accusation voilée, hypocrite, d’abandon du camp de classe dans la guerre est entièrement dans l’esprit des ragots répandus au sein du parti français (et dans toute l’Internationale, sans doute). Le malheur est que pas la moindre ligne tirée de nos textes ou de nos interventions, pas le moindre fait tiré de l’activité du parti ne peuvent venir étayer cette accusation. Le camarade Pablo peut-il citer **un** fait, **une** ligne tirée de nos résolutions ou de notre presse qui comporte la moindre équivoque quant à la nature de l’URSS et aux démocraties populaires, ou par rapport à la Chine, à la Corée ?

Il ne le peut pas. Il nous trouve un seul point commun avec le “*POUM, les Yougoslaves, les shachmaniens*”, c’est d’être également “infâmes”. L’infamie consiste, si on se réfère à certaines déclarations, à parler de capitulation devant le stalinisme. Mais ce nouvel amalgame ne mène pas loin. Nous savons que beaucoup de choses ont en tout temps été reprochées à notre mouvement international. *Borba, Labor Action, La Batalla* n’ont pas été seuls d’ailleurs à parler de capitulation devant le stalinisme. *People’s Voice*, de Ceylan, également, avec cette différence que *People’s Voice*, étant un journal stalinien, a cru pouvoir en tirer des conclusions triomphantes dirigées contre la politique de notre section cinghalaise.

Tout est donc clair maintenant. Pour tout renseignement sur notre critique de la ligne pabliste, les dirigeants de l’Internationale n’ont qu’à se reporter à *La Batalla, Borba, Labor Action (People’s Voice* étant oubliée de la liste). Pourquoi le camarade Pablo ne renvoie-t-il pas les camarades de l’Internationale tout simplement à *La Vérité* ? Plutôt que de citer l’accusation de “*capitulation devant le stalinisme*” qui ne figure dans aucun de nos textes, pourquoi ne les renvoie-t-il pas à ces textes eux-mêmes, par exemple à l’article “*Où va Pablo ?*” du camarade Bleibtreu, article qu’il a caché à l’Internationale au moment du congrès mondial, ou encore aux 10 thèses du camarade Germain sur le stalinisme que notre VII^e

Congrès a approuvées ? Est-ce Shachtman qui a approuvé les 10 thèses sur le stalinisme ? Non, c’est seulement le PCI. Est-ce Djilas qui accuse Pablo de réviser la base fondamentale du programme transitoire, son analyse du rôle de la bureaucratie soviétique ? Non, c’est seulement le PCI.

C’est aussi le PCI qui a répondu aux accusations portées par le POUM contre le III^e Congrès mondial. C’est aussi le camarade Bleibtreu, de l’actuelle majorité française, qui vota contre la proposition faite par le camarade Pablo au II^e Congrès mondial d’admettre le parti de Shachtman comme section sympathisante de la IV^e Internationale. Alors ?

N’insistons pas sur de pareilles analogies. Quand l’analogie perd toute base politique objective, elle porte un nom qui est celui de l’amalgame. Nous sommes ici au royaume de la pure fantaisie, où les besoins de l’accusation suffisent à créer de toutes pièces chefs d’accusation, preuves et complices. Qu’il s’agisse de justifier par les procédés bureaucratiques de “persuasion” les mesures bureaucratiques de suspension du parti français, c’est bien évident. Mais il s’agit aussi et surtout de créer par les moyens de l’injure et de la calomnie un fossé infranchissable entre le parti français et le mouvement trotskyste international.

Qui porte atteinte à la structure du mouvement ?

a) Qui étouffe la démocratie politique ?

Il est clair que ce document du bureau du SI n’a rien de commun avec une discussion normale d’idées et de divergences. La lettre le reconnaît ; mieux, elle le justifie : “*Dans ces conditions* (il s’agit des propos attribués au camarade Renard et de prétendues “accusations infâmes”), *le SI se trouvait en présence d’une situation qui n’avait plus rien de commune avec une discussion normale d’idées et de divergences. Il s’agissait d’une atteinte à la structure du mouvement trotskyste international, d’un phénomène de décomposition politique et organisationnel avancé dans la direction du parti.*” Chacun regrettera, s’il en est vraiment

ainsi, que le bureau du SI soit tombé dans le piège tendu par la direction française, qu'il ait répondu par d'infâmes accusations aux "accusations infâmes" qu'il nous attribue, plutôt que de ramener la lutte à une discussion normale d'idées et de divergences. Chacun sait, dans le parti français, que nous avons mené une **bataille d'idées**, que nos "accusations" n'ont jamais été que l'expression normale de **divergences**. Car nos divergences avec la ligne pabliste existent, même si le SI veut les négliger ou les confondre avec la politique shachmaniste. Nous les avons exprimées au cours de la préparation du III^e Congrès mondial. Nous les avons ensuite gardées sous silence, acceptant de considérer comme close la discussion sur le stalinisme, **malgré l'absence de prise de position du congrès mondial sur ce problème**. Au congrès mondial, l'on nous disait : *"Impossible de trancher sur les 10 thèses de Germain relatives au stalinisme, puisqu'elles n'ont pas été discutées."* La discussion était donc pour le lendemain ? Erreur : comme preuve que nous avons voulu fausser la structure du mouvement trotskyste international, le bureau du SI indique dans sa lettre que nous avons voulu *"soulever devant l'ensemble du parti français des discussions sur des questions qui remettaient en cause les décisions du congrès mondial, notamment l'analyse et les perspectives de la situation internationale, ainsi que la question du stalinisme"*. Certes, mis en présence, au comité central du 20 janvier, de l'ultimatum entriste du camarade Pablo, assorti de considérations révisionnistes sur le programme, nous avons posé, comme première exigence de la réalisation du tournant, **la discussion du parti sur la nature de l'organisation dans laquelle il devait entrer**. Mais qui donc, en l'occurrence, a empêché la discussion normale d'idées et de divergences dans le cadre des décisions du congrès mondial ? Qui a porté atteinte à la structure du mouvement trotskyste international ? Le camarade Pablo ?

b) Où sont les scissionnistes ?

Exposant au comité central que le stalinisme avait maintenant perdu des illusions, le camarade Pablo concluait : *"Nous discuterons avec les camarades*

qui ont cette conception."

N'ayant pas cette conception, nous demandâmes au camarade Pablo d'en discuter, dans la mesure au moins où le tournant entriste l'exigeait. Logique avec lui-même, il n'avait plus qu'à prononcer des sanctions ; d'un trait de plume, il décréta la suppression de toute une direction de section. Cette mesure est l'aboutissement logique d'une campagne menée de longue date pour l'extermination de la direction française. Le camarade Frank, dans les assemblées générales, parle abondamment de "cadavres" des dirigeants du parti.

Il affirme que les dirigeants des sections de l'Internationale ont perdu tout espoir de "sauver" pour le mouvement Lambert et Bleibtreu. Le plupart des interventions **orales** des membres du SI ou de dirigeants minoritaires sont conçues dans ce style terroriste depuis près d'un an. Les paroles ont leur logique, que la décision du 20 janvier a révélée et que la lettre du 21 proclame : c'est la logique d'une scission préméditée. *"Nous ne savons s'il sera encore possible de réparer **partiellement** la situation"*, écrit le bureau du SI. Quand on a assisté aux efforts constants du camarade Pablo pour créer l'irréparable, on ne peut considérer une telle déclaration que comme le camouflage d'une volonté scissionniste.

Le camarade Pablo avoue d'ailleurs son but. Il s'agissait pour lui d'éliminer "des gens" (sic). *"Pourquoi le SI a-t-il demandé un changement de BP ? C'est qu'après les attaques et les insultes qui étaient lancées par des membres de la direction ayant manifestement perdu tout contrôle d'eux-mêmes, et le silence d'autres membres, le SI se devait d'exiger un minimum de garanties pour tout le parti, qui ne pourra progresser si sa direction comporte des gens ayant perdu le sens le plus élémentaire de leurs responsabilités."* Ainsi, l'honneur du bureau du SI exigeait la tête des gens qui avaient attaqué Pablo au cours de cette session et la tête des gens qui ne l'avaient pas attaqué, l'honneur du bureau du SI exigeait qu'on décapite le parti français.

C'est ainsi que l'on motive la suspension du 20 janvier, c'est-à-dire la mise en place de la machine à exclure. Ainsi, pour la première fois dans notre mouvement

international, la scission devient un but en soi et le scissionnisme un principe. Pour la première fois, les principes et les questions de programme se règlent par la technique administrative. Pour la première fois, la technique administrative est mise au service de la destruction d'une section et de la révision du programme trotskyste. Nous appelons cela de sérieuses atteintes à la structure du mouvement trotskyste international.

c) Qui bafoue le comité exécutif international ?

Le camarade Pablo proposera donc au prochain CEI le choix suivant : détruire la section française, ou "*réparer partiellement la situation*", c'est-à-dire, dans son optique, obtenir que la section française se laisse décapiter.

Si l'on en doutait, qu'on lise plus loin la lettre : "*Le SI est profondément convaincu d'avoir fait le maximum pour mettre un terme à une situation grave pour l'organisation française de la manière la plus souple, après des mois et des mois d'efforts patients, de conviction politique et, nous en sommes persuadés, le CEI, c'est-à-dire l'organisme le plus élevé de notre mouvement, l'organisme politiquement le plus qualifié du trotskysme, l'approuve.*"

De quel droit le bureau du SI préjuge-t-il des décisions du CEI ? Qui l'autorise à jeter dans la balance l'autorité de l'organisme le plus élevé de notre mouvement ? C'est là la continuation du chantage à la scission poursuivi en permanence depuis des mois.

Mais cette fois, ce n'est pas seulement l'atmosphère du parti qui se trouve viciée par le chantage : **les règles élémentaires de fonctionnement d'une direction internationale sont faussées.** Le SI ne propose pas au CEI une solution à la question française : il veut la lui imposer. Comment les membres du CEI pourraient-ils désavouer le bureau du SI après que "*la question de confiance*" leur a été posée en pareils termes ? Ils n'ont plus le choix entre deux solutions de la question française, mais le choix entre le **renversement de la direction française et le renversement de la direction internationale.**

Le camarade Pablo attend sans doute beaucoup de cette spéculation sur le sens des responsabilités des membres du CEI (1). Il le proclame par avance chambre d'enregistrement.

d) Cartes sur table

Au prochain CEI, le comité central français est convoqué en accusé. Un dossier d'accusation est constitué par le bureau du SI — la lettre nous en informe — sans qu'aucune pièce, d'ailleurs, ne nous en ait été communiquée. Mais aucune pièce de dossier ne changera notre ligne de défense, parfaitement simple et ferme vis-à-vis de nos accusateurs, qui sera la suivante : écartez vos menaces de scission. Précisez en quoi nous nous éloignons, comme vous le dites, du mouvement trotskyste international, plutôt que d'en fournir une mauvaise preuve au moyen d'une scission organisée par vous. S'il est vrai que nous représentons une force centrifuge dans l'Internationale, laissez se réaliser votre pronostic, et **acceptez l'engagement réciproque de ne pas introduire dans la discussion des menaces de scission**, comme le proposèrent jadis Trotsky et Cannon à Shachtman. Vous justifiez les préparatifs de scission par notre prétendue décomposition politique et organisationnelle. Expliquez alors pourquoi vous préférez la destruction du trotskysme organisé à l'expérience de deux groupes reconnus de l'Internationale, expérience qui permettrait à votre orientation correcte de triompher aisément de notre décomposition. Pourquoi ne faites-vous pas confiance à vos idées ? Pourquoi placez-vous tous vos espoirs dans la ruine du parti français ?

Et nous ramènerons le débat à la "*discussion normale d'idées et de divergences*". Et cela aussi sera une accusation.

Nous accuserons le camarade Pablo d'avoir porté atteinte à la structure du mouvement trotskyste international, à son programme, aux décisions de son congrès mondial, à ses principes bolcheviques d'organisation :

1) En introduisant, sans autocritique et sans ultimatum, la notion du travail

(1) Il attend en particulier la possibilité de pouvoir demander dans tous ses bulletins : "*Respectez-vous les décisions du CEI quelles qu'elles soient ?*" Mais le bureau du SI, en écrivant une telle lettre, respecte-t-il le CEI ?

d'“*entrisme sui generis*”, 5 mois après qu'un congrès mondial ait tracé pour la France et l'Italie la perspective du travail “*d'organisations nécessairement indépendantes*”.

2) En déclarant tranchée par le congrès mondial, et tranchée **conformément à sa propre appréciation personnelle qu'il voulait faire passer clandestinement**, la question du stalinisme (le congrès mondial, en fait, n'a pas tranché, comme l'attestent ses débats, d'une part, les contradictions entre la ligne Pablo et la ligne du camarade Germain, d'autre part).

3) En mettant en cause et faisant mettre en cause par ses partisans la validité du programme transitoire de la IV^e Internationale, sans avoir ouvert responsablement dans l'Internationale la discussion sur ce projet de révision. L'honnêteté politique exigerait du camarade Pablo qu'il soumette son projet au CEI. A défaut, nous soulèverons nous-mêmes cette question, en apportant aux membres du CEI, seuls susceptibles de préparer un congrès mondial extraordinaire de révision du programme, tous les éléments nécessaires. Rappelons-en quelques-uns :

— La déclaration du camarade Pablo au CC du 20 janvier, selon laquelle : *“Aujourd'hui, le mouvement stalinien, à partir de la guerre froide et de la perspective d'un choc avec l'impérialisme, s'achemine vers le choc décisif, et parce qu'il est placé objectivement dans des conditions nouvelles, il sera obligé de réagir et cette réaction a déjà commencé. Personne ne peut discuter ce que font actuellement les staliniens. Entre 1934 et 1947, ils avaient l'illusion d'une période de cohabitation. Nous discuterons avec les camarades qui ont cette compréhension et qui laisseront de côté le programme transitoire qui a été écrit dans une période tout à fait différente. Ce qui s'est passé après et durant cette guerre est colossal. Des choses nouvelles sont apparues. Une pensée marxiste qui veut se réfugier sur les phrases du programme transitoire est inacceptable pour les trotskystes.”*

— La formule de la camarade Mestre : *“Le stalinisme a changé.”* Les tournants tactiques étant dans la nature permanente du stalinisme, c'est d'un changement de nature qu'il s'agit là. Dans quel sens ?

— La déclaration du camarade Frank, critiquant dans le programme transitoire l'analyse du Komintern, *“définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois”*. Selon le camarade Frank, cette analyse est contradictoire avec l'appréciation trotskyste... du caractère double de la bureaucratie !!! Tout stagiaire du parti sortant de l'école de militant sait que le stalinisme est définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois, dans ce sens que sa politique d'équilibre entre les classes fondamentales de la société (politique inhérente à son caractère double) a pour corollaire le maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale. C'est précisément le camarade Frank qui remet donc en question la nature double, bonapartiste, de la bureaucratie soviétique.

— Pour éclairer le tout, l'article du camarade Pablo dans *La Vérité*, n° 281, aux termes duquel, à l'encontre de la considération fondamentale du programme transitoire, la crise de l'humanité n'est plus exactement la crise de la direction révolutionnaire.

Le moindre risque que nous courrons, en portant devant le CEI ces accusations que le camarade Pablo peut ajouter à son dossier, sera sans doute de nous attirer le souverain mépris qu'il a déjà manifesté devant le comité central pour le *“dogmatisme”*, pour le *“trotskysme sclérosé, figé sur la lettre du programme”*. Nos courrons pourtant ce risque, parce qu'il s'agit de notre programme, et aussi parce que nous reconnaitrons là un air connu, bien souvent chanté depuis qu'a été constitué le marxisme. Vraiment, si Pablo ne reconnaît pas les révisionnistes, les révisionnistes reconnaissent Pablo.

Le spleen petit-bourgeois dans le PCI

Lorsque apparaît dans l'avant-garde révolutionnaire une grave lutte de tendances au cours de laquelle le fossé des divergences s'élargit entre deux groupes, l'origine de ce phénomène doit être cherchée ailleurs que dans la sphère des idées. C'est seulement l'intervention de forces sociales puissantes, directement ou indirectement représentées dans le parti, qui peut rendre compte d'une pareille lutte et permettre d'en saisir la logique interne. A

l'époque de l'impérialisme, caractérisée par ses rapports sociaux complexes et ses bouleversements politiques, aucun groupe d'hommes, même basé sur le plus conséquent des programmes prolétariens, n'est en mesure de rester totalement insensible, soit au pouvoir d'attraction et d'intimidation des appareils politiques et militaires existants, soit aux courants momentanés d'idées qu'ils déterminent dans les masses. Dans ce sens, on peut dire qu'une lutte fractionnelle au sein du parti révolutionnaire reflète les rapports de classes existants.

Mais cette vérité — comme les autres — est toujours concrète. Quel reflet et dans quel miroir ? Le bureau du SI, dans son "analyse" de la majorité française, n'apporte aucune réponse à ces questions. A part l'affirmation sur les "tiraillements", nous apprenons seulement que la France est... *"un pays socialement déchiré"* ! De la même façon, la crise du parti est pour le camarade Privas un sous-produit de la prise de la Bastille, et pour le camarade Frank le corollaire de la chute du gouvernement Pleven. L'analyse de la société française est ainsi à la hauteur de l'analyse du parti français.

Si le bureau du SI analyse en termes abstraits les racines de classe de la crise française, c'est parce qu'il est conscient d'avoir sélectionné dans le PCI, sur sa plate-forme, une aile à prédominance petite-bourgeoise, et d'avoir dressé contre lui la quasi-totalité des forces vives du parti, de ses cadres et militants prolétariens avant tout. Cette constatation objective et indiscutable n'enlève rien à la valeur individuelle des camarades généralement jeunes qui se sont groupés en minorité : le parti a une grande confiance dans la possibilité pour chacun de devenir un militant ou cadre valable du trotskysme. Cette constatation, toutefois, n'ajoute rien non plus à la valeur de la ligne minoritaire de construction du parti, ligne qui, après un an de discussion, s'est avérée incapable de convaincre et de rallier les véritables constructeurs du parti.

Il y a plus d'un an, lorsque le camarade Mestre engageait la lutte contre la direction française, elle menaçait le bureau politique de faire contre lui *"alliance avec la base prolétarienne du parti"*. Cette

déclaration inquiéta vivement la direction du parti, non qu'elle craignît la réalisation d'une telle alliance, mais parce qu'elle vit là une déclaration de guerre fractionnelle. Dans le cadre d'une telle guerre fractionnelle, cette déclaration dénotait néanmoins la préoccupation saine de **convaincre les éléments décisifs du parti**. Cette préoccupation a totalement disparu même des perspectives de la minorité. La lettre du bureau du SI aux membres du comité central en date du 14 janvier admettait, avec un esprit de résignation assez regrettable : *"Peut-être la majorité du BP veut-elle nous démontrer qu'elle a derrière elle la majorité du parti ? Nous n'avons pas besoin de discussion pour cela."* Et le fait le plus grave est que, de la part de la minorité du parti, le renoncement à conquérir une base ouvrière est élevé à la hauteur d'une théorie.

Pour prendre un exemple, l'idée actuelle du camarade Privas, développée dans toutes les réunions, est la suivante : ce qu'il fallait au parti en 1948 pour surmonter la crise des droitiers, c'était une stratégie de prolétarianisation. Ce n'est plus cela qu'il lui faut aujourd'hui, mais le développement de l'esprit internationaliste. Ce schéma de "construction du parti" laisse rêveur. De quoi sera fait l'internationalisme du camarade Privas, s'il n'est pas basé sur la communauté politique de militants prolétariens **enracinés dans leur classe** ? Ce sera un snobisme d'intellectuels, une coquetterie pour esprits larges. Nous pensons, à l'inverse du camarade Privas, que la stratégie de prolétarianisation du mouvement et de sa direction constitue la condition à toute solution politique d'une crise interne, à la solution de celle-ci tout particulièrement.

A toutes ces observations, la réponse minoritaire est simple : "démagogie". Le camarade Frank, à l'assemblée du 8 février, est parti en guerre contre la prétendue utilisation de la base ouvrière du parti. Pour lui, les ouvriers du parti, simple masse de manœuvre pour les "chefs", ont été cette fois victimes de mauvais chefs, qui les ont entretenus dans leur empirisme natif. Les déclarations de Privas traduisaient son propre passage à l'alliance de 1948 avec l'aile prolétarienne du parti à une alliance de 1952 dirigée contre elle.

Les déclarations de Frank ont une portée plus longue. Sous prétexte d'opposer dans le parti, comme le fait d'ailleurs la minorité depuis le VII^e Congrès, les camarades doués du sens des perspectives longues aux "empiristes", il aboutit maintenant à développer systématiquement un sentiment de supériorité, propre aux gens éduqués qui ont affaire à des activistes à courte vue, empêtrés dans la réalité quotidienne de la lutte de classes. En traitant les ouvriers du parti comme des dupes ou des imbéciles, Frank n'améliore pas sa position : il réussit, par contre, à apaiser les doutes de sa propre base et à lui donner une conscience tranquille.

N'est-il pas clair que la tâche du camarade Frank était de dire à la base soi-disant plus clairvoyante qu'il avait regroupée : "*Tournez-vous vers les ouvriers du parti*" ? S'il avait agi ainsi, nous n'aurions peut-être pas aujourd'hui cette situation lamentable : ceux qui prétendent aller directement aux couches centrales de la classe ouvrière (le PCF) s'appuyant sur les couches périphériques du parti. N'est-il pas clair que ce premier résultat de la politique minoritaire **stérilise toute son orientation de travail** ? Comment est-il possible d'appliquer la ligne syndicale définie par le SI lorsqu'il n'y a pas un seul cadre syndical qui l'approuve ? Comment les camarades de la minorité auraient-ils la possibilité de se tourner vers les ouvriers communistes, **même au sein du PCF** ? Le PC est par excellence l'organisation des cloisons étanches, et la cloison la plus étanche est celle qui sépare les cellules intellectuelles, étudiantes ou employées des cellules d'entreprises. Comment croire que ceux qui, au sein du PCI, placés dans les meilleures conditions, ont manqué l'occasion de se lier aux ouvriers révolutionnaires trotskystes, réussiront mieux avec les ouvriers révolutionnaires du PCF imbus de préjugés ? En réalité, ces camarades avaient pour la plupart besoin d'un apprentissage de la lutte fractionnelle.

Où sont donc concrètement, les "responsabilités" de la structure sociale française dans la crise actuelle du parti ?

La société bourgeoise française en décomposition produit régulièrement et en permanence des révoltés parmi sa propre intelligentsia. Dans les conditions de

maturité de la classe ouvrière française, ces intellectuels se tournent naturellement vers elle et admettent généralement son rôle dirigeant dans la révolution. Le problème commence pour eux, précisément, avec les difficultés qu'ils rencontrent dans leur marche au mouvement ouvrier. Toute une littérature tourne autour de ce problème tragique de l'intellectuel cherchant sa voie vers le mouvement ouvrier "tel qu'il est", en quête de l'impossible "intégration". L'adhésion au parti, qui est le fait des meilleurs d'entre eux, constitue à leurs yeux une sorte d'"entrisme" par rapport au mouvement ouvrier. Malheureusement, et ils s'en aperçoivent assez vite, l'adhésion au parti ne résout pas le problème de leur assimilation au prolétariat ; elle ne fait que le poser, en des termes non moins ardu qu'auparavant. Croyant entrer dans le mouvement ouvrier proprement dit, ils trouvent le cercle plus restreint d'un parti d'avant-garde. Ils admettaient le rôle dirigeant du prolétariat comme classe ; la considération accordée dans notre petite organisation aux éléments ouvriers les démoralise. Ils aspirent à retrouver la classe tout entière et d'un seul coup, avides à se saisir pour cela de toute recette miraculeuse qu'on leur offrira.

En 1946-1948, pour les droitiers du parti français, cette recette était l'agitation superficielle et la théorie des "courants". Tant qu'elle se manifesta à l'intérieur de notre parti, cette tendance avait une coloration prostalinienne très marquée. C'est en effet une variété courante du révisionnisme petit-bourgeois dans notre pays, où le stalinisme prédomine dans la classe ouvrière et aussi parmi les intellectuels d'avant-garde, dont le poids est particulièrement grand. Les ouvriers trotskystes ont toujours le moyen de rompre leur isolement et de retrouver les ouvriers du PCF, au moins dans les luttes menées en commun. Pas de possibilités de ce genre dans les autres milieux ; ailleurs que dans les entreprises, les barrières sont insurmontables ; plus question de front unique, sauf dans les rêves de Craipeau ou aujourd'hui dans les théories du "front unique de fait", puis de "l'entrisme sui generis". Toutes ces théories témoignent de la nostalgie du mouvement de masses ; au bout de ces théories, il y a **inexorablement** l'abandon

du programme, le rejet des principes qui empêchent de trouver le raccourci vers les masses.

A ces facteurs permanents est venu s'ajouter le poids d'échecs partiels. Echecs de certains camarades, qui, placés dans un milieu de travail ouvrier, n'y ont pas pu faire un travail fructueux. Leur tendance naturelle est de transformer leur échec personnel en faillite du trotskysme. Echec de camarades qui, ayant mal assimilé ce que signifie la construction d'un parti, attendaient de la crise yougoslave le miracle de la naissance d'une nouvelle direction. En comparaison de leurs espoirs déçus, la réalité du parti est bien démoralisante.

L'attente impatiente du **grand parti** doit à tout prix se satisfaire ; **même sous une autre forme**, même s'il faut pour cela assigner une mission révolutionnaire à la bureaucratie soviétique. Tous ces facteurs concourent pour répandre dans une aile du parti le sentiment de scepticisme profond : scepticisme par rapport au parti — scepticisme par rapport à la capacité du prolétariat de forger sa direction révolutionnaire dans les grandes luttes de demain, même engagées sous le drapeau du stalinisme.

Ce scepticisme n'aboutit à rien, si ce n'est à l'abandon du programme ;

l'abandon du programme n'aboutit à rien, si ce n'est à la capitulation individuelle, au gré des pressions du moment subies par chacun. Demain peut-être le stalinisme, après-demain quoi ?

•
•

Ces vérités devaient être dites, car leur compréhension est nécessaire à la solution de la crise du parti. Elles ne permettent en aucune façon de formuler un pronostic pessimiste sur le compte de militants minoritaires du parti. Ils ont lié leur sort à celui du secrétariat international, et nous avons assez de confiance dans l'avenir de notre direction internationale pour être également optimistes sur le compte des camarades de la minorité. A l'origine de l'isolement, de l'oisiveté militante et de la démoralisation de certains, on trouve bien souvent une mauvaise organisation du travail du parti, une mauvaise utilisation des forces disponibles, dont la direction du parti porte la lourde responsabilité. Toujours est-il que ces camarades se sont trouvés, pour des raisons dues à leur formation ou aux circonstances, dans un état momentané de **moindre résistance idéologique**.

La responsabilité n'est pas de leur côté. Elle est du côté de ceux qui ont exploité cette faiblesse pour assurer une base à la

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants** : Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Maïté Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0506 G 84847 - ISSN 0294-359X